

DOSSIER ADMINISTRATIF

PROJET DE CLASSEMENT RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE MARAIS, DUNES ET BAIES DE GUISSÉNY



TEULIAD MELESTRADUREL - RAKTRES MIRVA NATUR RANNVROEL
"TEVINIER, PALUDOÙ HA BAE GWISENI"



Table des matières

Avant-propos.....	2
Introduction.....	3
Contexte général.....	4
Présentation succincte de la commune.....	4
Le site.....	4
Historique du site et de sa protection	6
Repère historique	6
Gestion conservatoire	6
Les outils de protections	9
Réglementaire	9
Non réglementaire	11
Connaissance.....	11
Démarche de concertation	12
Déroulé de la concertation	12
Remarques sur la concertation.....	15
Animation foncière	16
Périmètre proposé au classement.....	18
Domaine public non cadastré.....	19
Parcelles cadastrées.....	19
Carte des parcelles proposées au classement par section	29
Gestion de la Réserve	67
Le gestionnaire	67
Propositions pour la création et la composition du Comité consultatif de gestion de la RNR.....	70
Propositions de règlement	72
Évaluation financière	91
Panorama des ressources de la Commune pour les outils de protection	91
Financement du service	91
Structuration envisagée du service environnement et espaces naturels.....	92
Conclusion	93

Rédaction du document : Titouan Le Rest, Nicolas Loncle ; Commune de Guissény ; Service environnement 2024.
Autres agents ayant participé à l'animation de la démarche : Nastasia Celle (septembre 2022 à mars 2023) et Marie Chevalier (de janvier 2021 à juin 2023 en incluant le dossier de candidature à l'AMI)

Accompagnement à l'animation et à la rédaction : Rosine Binard ; Région Bretagne ; Service du Patrimoine Naturel et de la Biodiversité.

Tome A : dossier administratif : 95 pages + 37 annexes

Tome B : dossier scientifique : 82 pages + 31 annexes

Crédit photographique couverture : Erwan Le Cornec - GEOS AEL

Avant-propos

Mont pelloc'h evit gwareziñ ha lakaat da anavezout hor glad naturel

Aller plus loin dans la protection et le partage de notre patrimoine naturel

La commune de Guissény est depuis plus de 20 ans gestionnaire du site Natura 2000 FR5300043 "Guissény". Ce périmètre inclut l'ensemble du domaine public maritime, le massif dunaire communal de la Sècherie, le marais du Curnic en grande majorité propriété du Conservatoire du littoral et s'étend à ses marges sur les communes voisines. Cet espace englobe donc notre territoire à l'interface terre-mer.

Au-delà d'un périmètre, ce qui marque notre territoire c'est la volonté ancienne des habitants de protéger ce patrimoine. Lorsque Natura 2000 se mit en place en France, des oppositions fortes s'exprimèrent dans le monde rural. Guissény fut l'un des premiers sites engagés en Bretagne et cela se fit pour ainsi dire naturellement. Des dynamiques s'étaient mises en place dans les années 1990 qui se rejoignirent : de nouvelles découvertes naturalistes, le classement d'une partie du marais en arrêté de protection de biotope et son achat par le Conservatoire du littoral, la présence d'une association d'habitants, Guissény Rendez-vous Nature, qui œuvrait alors pour le partage et la découverte des richesses naturelles... C'est dans ce contexte favorable que la mairie devint opérateur du site Natura 2000 en 1999.

Cette volonté de protéger s'est poursuivie au fil des équipes municipales se succédant. Au fil de la vie et de la disparition des associations également... Si Guissény Rendez-vous Nature n'est plus, d'autres ont pris le relais sous d'autres formes : Nature et Biodiversité en Pays Pagan, la Journée de la digue qui a organisé à deux reprises une grande fête autour de la nature, l'Association de défense du DPM, Strejoù Glaz bénévoles qui entretiennent les sentiers, Liorzh Sant-Weltaz qui a racheté une zone de bocage pour en faire un lieu culturel et d'éducation à la nature...

Un esprit qui fait qu'aujourd'hui, Guissény demeure une commune dont l'habitat est moins mité que sur nombre de communes littorales du Léon, dont la campagne, qui n'a pas subi de remembrement, est un peu mieux préservée avec des haies aujourd'hui protégées au Plan Local d'Urbanisme.

Sur l'espace naturel protégé, sans l'engagement des habitants et des associations à nos côtés, les objectifs atteints n'auraient pu l'être. Des propriétaires de chevaux, des agriculteurs sont investis parfois depuis le lancement de la gestion conservatoire. Des prairies relativement banales il y a 20 ans sont devenues riches en orchidées, les espèces cibles identifiées ont été maintenues voire se sont étendues ; certaines ont recolonisé le site comme la loutre...

Le bilan n'est pas parfait cependant : les vanneaux huppés peinent à se maintenir nicheurs, des habitats ont régressé, l'un est même considéré comme disparu. L'étang du Curnic a en effet perdu sa qualification de lagune littorale habitat prioritaire : les herbiers de *Ruppia* maritime ont disparu depuis 2000 et l'eutrophisation de l'étang est marquée.

Notre littoral subit en effet la pollution des eaux issues des bassins versants et voit chaque année les marées vertes se développer, au point d'être un des huit territoires bretons concernés par un plan de lutte algues vertes. Depuis 2018, nous avons dû fermer de façon permanente deux plages pour cause de pollution bactériologique. Nous agissons à l'échelle communale et travaillons de concert avec les structures compétentes pour régler les sources de pollutions sur les bassins versants, mais le chemin est encore long. Malheureusement, ces pollutions et leurs conséquences impactent biologiquement et médiatiquement notre territoire. Notre souhait est que Guissény et ce secteur côtier du Pays Pagan

soit avant tout reconnu pour ses richesses naturelles et humaines présentées dans ce dossier de classement.

Le classement en réserve naturelle régionale d'une partie du site marquerait pour notre territoire une forme de reconnaissance du chemin parcouru. Mais plutôt qu'un aboutissement, il s'agit une étape pour aller plus loin. Nous avons eu la chance de bénéficier d'un Contrat Nature de la Région Bretagne : ce programme de 2004 à 2009 fut un formidable accélérateur pour la connaissance scientifique et naturaliste, le développement de partenariats, la mise en découverte et en accessibilité du site. Le classement en RNR, nous permettrait de renforcer et d'approfondir la démarche de protection et d'éducation. De par nos moyens limités, tant de points n'ont été qu'effleurés, c'est du moins notre sentiment. C'est particulièrement le cas pour l'éducation à la nature que nous souhaitons déployer au travers de notre projet d'accueil prévoyant en plus d'aménagements *in situ*, une Maison de site sur le site de Skol An Aod, friche urbaine qui va faire l'objet d'une importante opération de renaturation. Notre site nous paraît tout à fait pertinent pour aborder des enjeux variés, représentatifs et forts du territoire breton : réchauffement climatique et élévation du niveau marin, qualité de l'eau, rôles des écosystèmes, agriculture et biodiversité, etc.

Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, nous avons à cœur de nous inscrire dans les réseaux d'aires protégées pour mutualiser les connaissances et méthodes, bénéficier de l'appui des scientifiques... Aller plus loin, pour mieux protéger et partager avec les autres territoires, à l'instar de ce que nous faisons depuis 15 ans autour de la gestion du trait de côte et des risques côtiers, voilà notre ambition.

Raphaël RAPIN, Maire de Guissény et président du COPIL Natura 2000

Introduction

Face au déclin global de la biodiversité, la mise en place d'espaces protégés, particulièrement de zones de protection forte (ZPF) est nécessaire. La stratégie nationale des aires protégées (SNAP), vise à une protection forte de 10 % du territoire national. En Bretagne, les ZPF ne couvrent actuellement que 0,4 % du territoire. Le projet de classement du site de Guissény en Réserve naturelle régionale (RNR) s'inscrit donc pleinement dans cet objectif de préservation de notre patrimoine naturel.

Issu de deux années de concertation, mené par la commune de Guissény et accompagné par le Conseil régional de Bretagne, ce projet ambitionne de concilier la protection de l'environnement avec les activités humaines, en valorisant un patrimoine naturel d'exception. Cette nouvelle réserve sera ainsi un site dédié à la connaissance et la protection du patrimoine naturel, inscrit dans un réseau d'espaces naturels protégés, ancré dans son territoire et enfin, ouvert à l'éducation à la nature et au public.

Le dossier de classement suivant présente l'ensemble des aspects du projet travaillé lors de ces deux années. Il est ainsi composé de deux tomes distincts¹ : un tome administratif présentant la concertation et les principaux aspects du projet (étendu, règlement, gouvernance...) et un tome scientifique détaillant le patrimoine du site, les enjeux de conservation et les modalités prévues pour la gestion

Ce premier tome présente les résultats de la phase de concertation et précise les éléments clés du projet de RNR à travers les axes suivants : le périmètre proposé, la proposition de réglementation, la gouvernance, et le fonctionnement envisagé de la réserve naturelle.

1 Note pour la lecture des Tomes. La commune a fait le choix de mettre le dossier administratif en Tome A pour mettre en avant la démarche de concertation et ses résultats, qui a constitué le cœur de la démarche. Il présente également l'histoire du site et détaille 30 années de protection, utiles pour replacer ce projet de RNR dans une trajectoire locale ancienne. Toutefois, le dossier scientifique (Tome B) présente les richesses patrimoniales, ainsi que les menaces et pressions pouvant remettre en cause leur préservation : c'est bien ce patrimoine remarquable qui justifie la mise en place d'un outil de protection forte et qui a servi de base pour définir collectivement le périmètre d'étude, les grands enjeux et orientations, une réglementation adaptée. Aussi, certains lecteurs pourront préférer la lecture du Tome B en première lecture, d'autant plus si leur connaissance du site est limitée. Les deux tomes sont évidemment complémentaires

Contexte général

Présentation succincte de la commune

La commune de Guissény est située sur la côte nord du Finistère. Elle fait partie de la Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL). Elle est bordée à l'est par la commune de Kerlouan et à l'ouest par la commune de Plouguerneau qui fait partie de la Communauté de communes du Pays des Abers (CCPA).

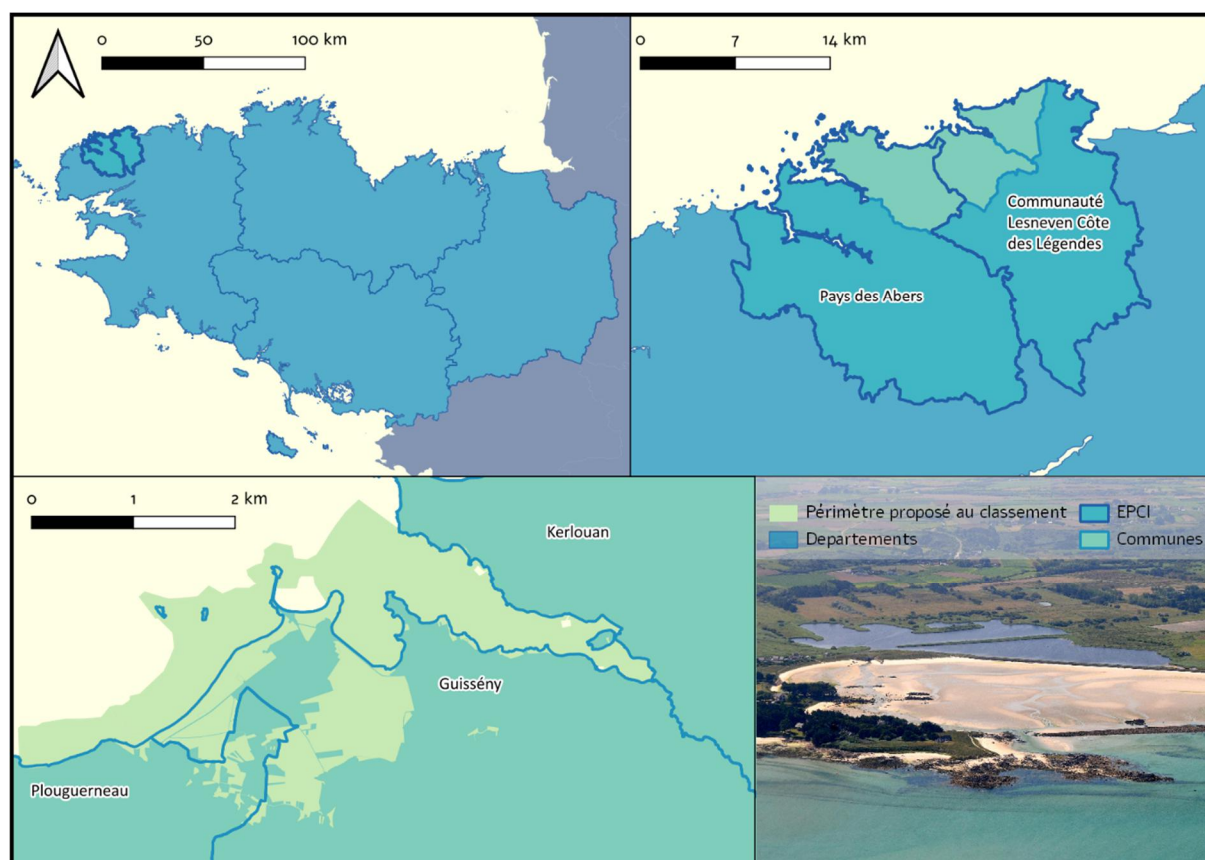
La commune de Guissény compte 2046 habitants (chiffre valable au 1er janvier 2021).

Au niveau du relief, la commune peut être divisée en deux zones : la zone littorale basse (environ 1/3 de la commune) culminant au bourg à 19 m. Le plateau du Léon au sud culminant à 76 m et dont l'altitude moyenne se situe autour de 60 mètres.

Plusieurs polders datant du 19ème siècle ont permis le gain de terrains sur la mer qui représentent environ 8 % du territoire communal. Le principal est celui du Curnic.

Le site

Le projet de réserve naturelle « Marais, dunes et baies de Guissény » se situe à une trentaine de kilomètres au nord-est de Brest, dans le département du Finistère. D'une surface d'environ 608,29 ha (208 ha sur le périmètre terrestre ; 400 ha sur le périmètre maritime), le site s'étend sur trois communes au cœur du Pays Pagan, Guissény, Plouguerneau et Kerlouan et deux communautés de communes, la Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL) et la Communauté de communes du Pays des Abers (CCPA).



C'est une zone côtière basse sise entre la mer et le rebord du plateau léonard. Ce dernier, taillé en falaise, surplombe la plate-forme littorale de plus de 50 m.

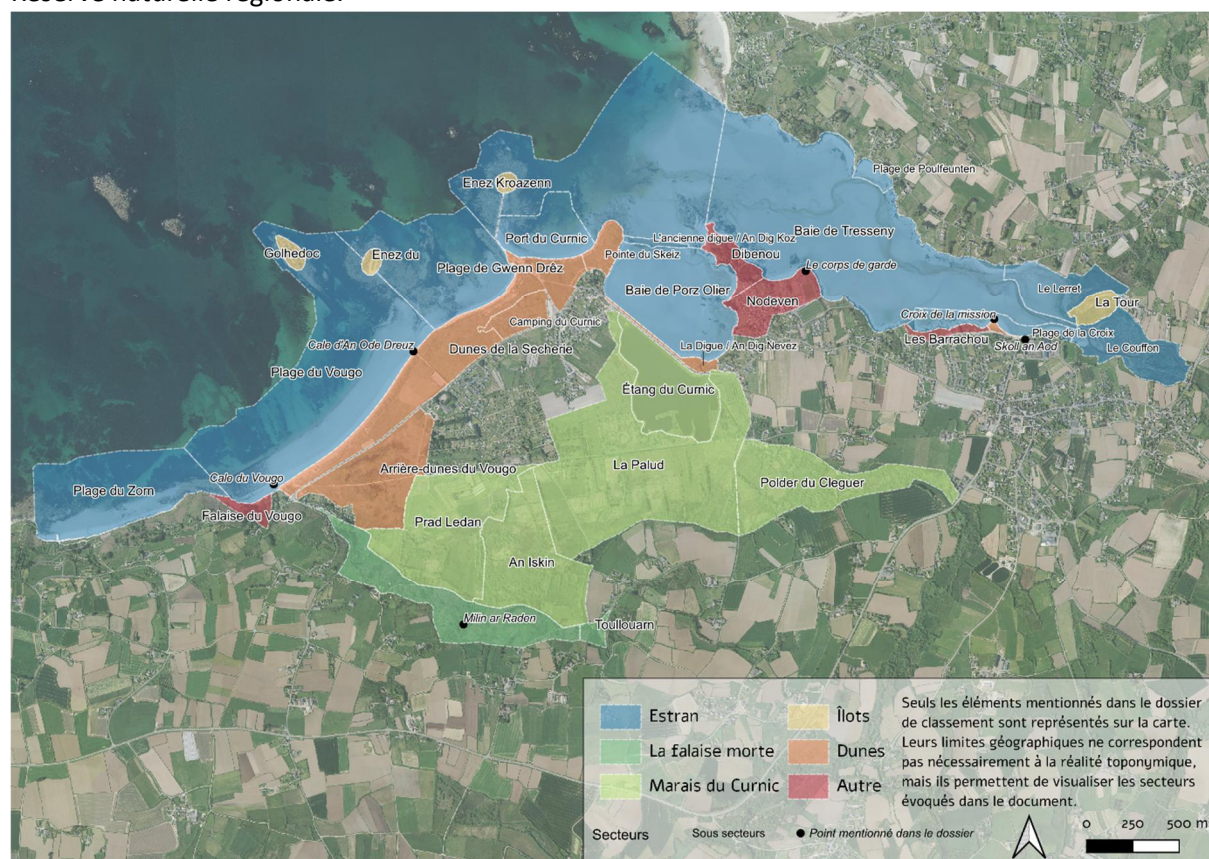
Le cordon dunaire de la Sécherie (de Beg Ar Skeiz à la falaise du Vougo) délimite le domaine terrestre au nord du site. La zone dunaire la plus à l'ouest, au pied de la falaise morte, a été exploitée durant de longues années et les carrières (délaissées depuis 1971) sont envahies par les eaux en hiver.

L'estuaire du Quillimadec, formant la baie de Tresseny, s'étend d'est en ouest en un replat sablo-vaseux très attractif pour les oiseaux, avec un pré salé au niveau du Couffon et du Lerret. L'Aber de Tresseny (estuaire du Quillimadec) marque la frontière entre les communes de Guissény et Kerlouan.

Avant la construction de la digue du polder du Curnic la baie de Treaz An Aouez, étroitement ouverte au nord entre les Pointes du Skeiz et du Dibennou s'étendait à l'intérieur des terres entre le cordon dunaire de la Sécherie et la falaise morte, remontant la vallée de l'Alanan jusqu'au Dirou au sud du bourg. Une première digue (An Dig Koz) fut construite entre les deux pointes et terminée en 1832 ; elle fut détruite par la mer dès 1833. La digue actuelle (An Dig Nevez) située plus en retrait, est autorisée en 1834 et achevée vers 1835 ou 1836. Un polder est ainsi créé dans la baie qui n'est plus soumise à l'influence directe de la mer et fait l'objet d'une exploitation agricole (prairies de fauche, pâturages, cultures grâce à l'installation de drains). Dès les années 1970, une partie du site est marquée par la déprise agricole. L'extraction de sable dans l'étang et un projet de pisciculture avorté créent l'étang et ses abords tel qu'il est aujourd'hui. De la grande baie initiale, ne subsiste actuellement que la baie d'Aod An Dig (ou Porz Olier) délimitée par la nouvelle et la vieille digue.

L'ensemble du site forme une mosaïque de milieux allant du domaine marin au domaine terrestre.

Plusieurs noms de lieux et éléments sont mentionnés tout au long de ce dossier. Afin de faciliter leur localisation, la carte suivante synthétise les principaux sites évoqués. Cette carte ne se base pas sur la toponymie exacte, mais offre une simplification visant à clarifier les différentes zones du projet de Réserve naturelle régionale.



Historique du site et de sa protection

Repère historique

Comme en témoignent les nombreuses traces d'activités humaines (voir patrimoine archéologique), le site de Guissény est occupé par les humaines de très longue date. Ces activités conjuguées ou en lutte contre les dynamiques naturelles ont formé le site tel qu'il existe aujourd'hui. Les événements les plus récents expliquent notamment les différents paysages du site. Ci-après les principales évolutions de l'utilisation des milieux naturel du site sont listées :

- **18ème siècle. - Activités Goémonière sur la Sécherie** : Un contentieux sur plusieurs décennies oppose les communes de Plouguerneau et de Guissény, pour la propriété des dunes de la Sécherie et l'accès à la ressource en goémon. La commune de Guissény l'emporte. Les limites administratives un peu surprenantes en demeurent l'un des vestiges.
- **1833-1836 - Poldérisation** : "naissance" du marais du Curnic dans ses limites actuelles.
- **Jusque années 1960 - Exploitation "traditionnelle"** du marais sous la forme de polyculture élevage, exploitation manuelle des roselières et tourbe, en conjonction avec l'activité goémonière sur l'estran et les dunes.
- **Des années 1960 jusqu'aux années 1980**
 - **Intensification des pratiques** : extractions massives de sable dans deux secteurs, tout d'abord sur l'arrière-dune du Vougo puis dans l'étang du Curnic. Dans le polder, différentes activités sont mises en place : cultures horticoles, élevage, pisciculture, etc. Ces extractions et activités passées marqueront durablement les milieux, favorablement et défavorablement.
 - **Développement du tourisme et des loisirs récréatifs** : camping sauvage généralisé puis création de campings délimités ; ball-trap et compétitions hippiques sur l'arrière dune du Vougo ; extension de l'urbanisation permanente et secondaire, développement des terrains de loisirs du polder ; construction d'une digue de protection au port du Curnic.
- **À partir des années 1970**
 - **Déprise agricole** : amorcée dans la partie sud-ouest du marais en particulier. Les activités extractives et l'exploitation intensive à l'est du marais s'interrompent ou diminuent à partir des années 1980.
 - **Développement et intensification des marées vertes** : liés aux apports de nutriments des bassins versants du Quillimadec et de l'Alan.

Gestion conservatoire

Années 1990 : Précision des enjeux, début de la protection et appropriation locale

Le site de Guissény est reconnu de longue date pour son intérêt naturaliste. Néanmoins, les années 1990 marquent un tournant avec la découverte de nombreuses espèces de fort intérêt patrimonial, dont le Liparis de Loesel. Les inventaires menés permettent de mieux préciser les enjeux de ce site et l'importance de sa conservation. Cette richesse biologique mène en 1997 à la publication d'un arrêté de protection de biotope. C'est la même année que débute l'action du Conservatoire du littoral sur la commune avec l'acquisition d'une centaine d'hectares dans le marais du Curnic.

Conjointement à ces débuts de protection, des habitants s'approprient ces sujets environnementaux, au travers notamment de l'association Guissény Rendez-vous Nature (GRN) qui développe sur le territoire plusieurs actions nature et participe à la mise en place d'une maison de l'environnement et du tourisme (aujourd'hui devenu l'office du tourisme).

Début des années 2000 : Lancement de l'animation Natura 2000 et début de gestion conservatoire

Dès 1999 le site entre dans la démarche Natura 2000, portée alors par l'association GRN et la mairie. S'ensuit l'élaboration du DOCOB, qui sera validé en 2002. Dans le cadre de l'animation du site plusieurs actions de conservation sont mises en place dont la gestion des prairies grâce à la mise en place de contrats Natura 2000 et de l'engagement en MAEC (CAD, MAEC puis MAEC) de plusieurs exploitants.

Fin des années 2000 : Approfondir la connaissance et la valorisation du site

En 2005 l'attribution d'un financement Contrat Nature par le Conseil régional de Bretagne permet le développement de nombreuses actions et suivis sur le site. Plusieurs suivis naturalistes sont ainsi mis en place autour des trois espèces d'intérêt communautaire, mais aussi un suivi morpho sédimentaire des dunes toujours en place aujourd'hui et permettant une connaissance très précise des évolutions du site. Ce Contrat Nature permet également le développement d'aménagements favorisant l'accès à l'environnement, notamment au travers du développement d'une boucle d'interprétation sur l'ensemble du site et à travers la tourbière d'An Isquin ou encore la création d'un livret pour la découverte au fil des saisons.

En 2010, des premiers travaux sont menés par le Conservatoire du littoral sur la maison de la digue et une réflexion débute autour de la création d'une maison de site.

C'est également dans cette période que l'animation du site Natura 2000 est assurée en totalité par la commune de Guissény et que la dernière version du DOCOB est mise à jour et validée en 2008.

Début des années 2010 : Focus sur les questions de gestion et suivis des risques littoraux

En raison des grosses tempêtes en cette période et particulièrement suite à la tempête Xynthia, les actions sont recentrées autour de la question des aléas côtiers. Au cours de l'hiver 2013-2014, des suivis réguliers de la digue du polder du Curnic sont mis en place afin d'assurer une veille et un entretien de cet ouvrage de protection, en notant précisément les dégradations survenant suite aux tempêtes conjuguées aux grands coefficients de marée.

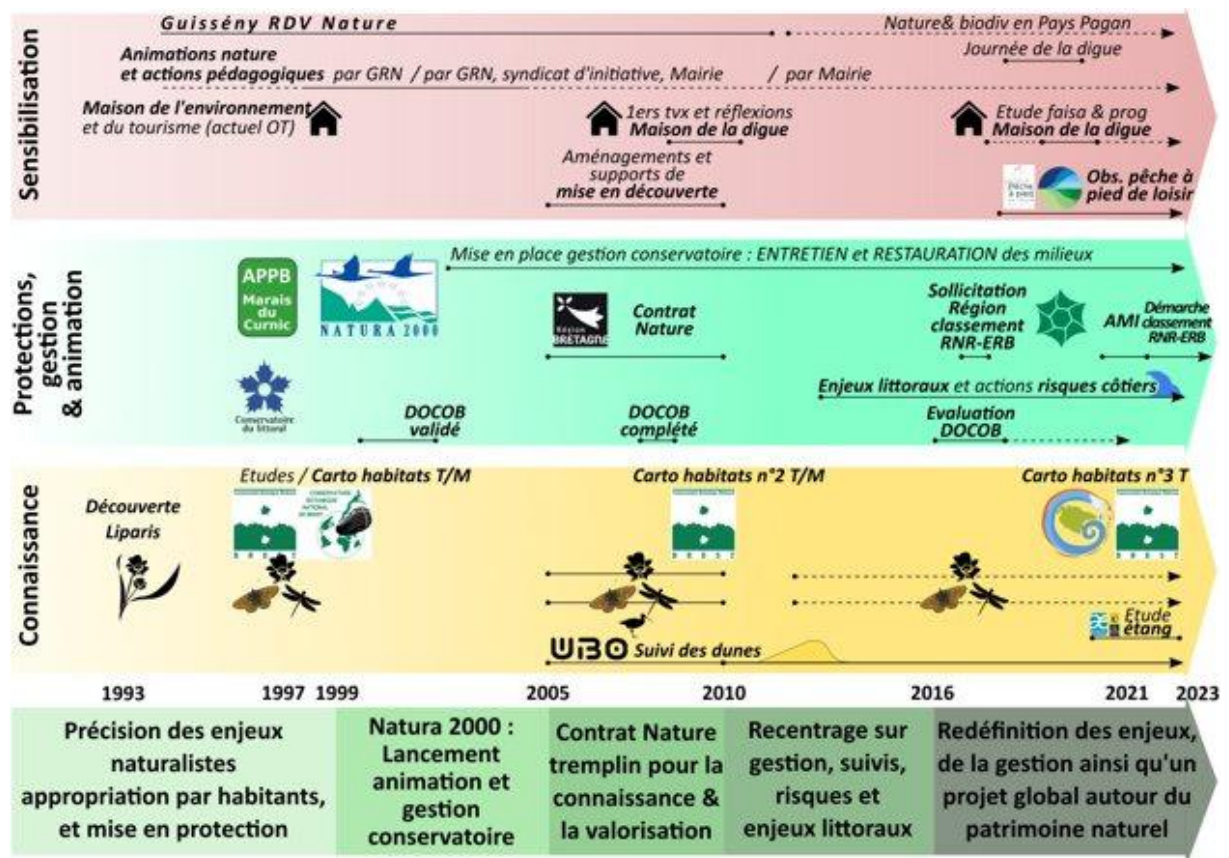
Fin des années 2010 au milieu des années 2020 : Redéfinition des enjeux et nouveau projet global

En 2017 débute l'évaluation du document d'objectifs Natura 2000 ; dans ce cadre une actualisation de la typologie et cartographie des habitats du site est menée de 2019 à 2021, suivi d'une étude (2021-2022) sur l'étang du Curnic pour intégrer l'ensemble des enjeux à la révision du DOCOB. En parallèle, en 2018, le site s'inscrit en 2018 dans l'observatoire national de la pêche à pied.

C'est également en 2017 qu'ont lieu les prémices du projet de RNR, une première candidature est alors envoyée au Conseil régional de Bretagne accompagnée d'un dossier de présentation et rencontre sur site avec responsables du Service Biodiversité du Conseil régional. En parallèle, la réflexion sur une maison de site -qui servirait également en cas de classement en RNR- se poursuit en 2019 par une étude de programmation et de faisabilité pour la maison de la digue et son environnement. Aujourd'hui en raison de la situation en zone submersible de ce bâtiment, le projet a été relocalisé sur le site de l'ancienne école de Skol an Aod et est en cours de définition.

C'est en 2021 suite à l'ouverture d'un appel à manifestation d'intérêt, pour la création de 4 nouvelles RNR, lancé par le conseil régional de Bretagne que la commune dépose son dossier de candidature. Le

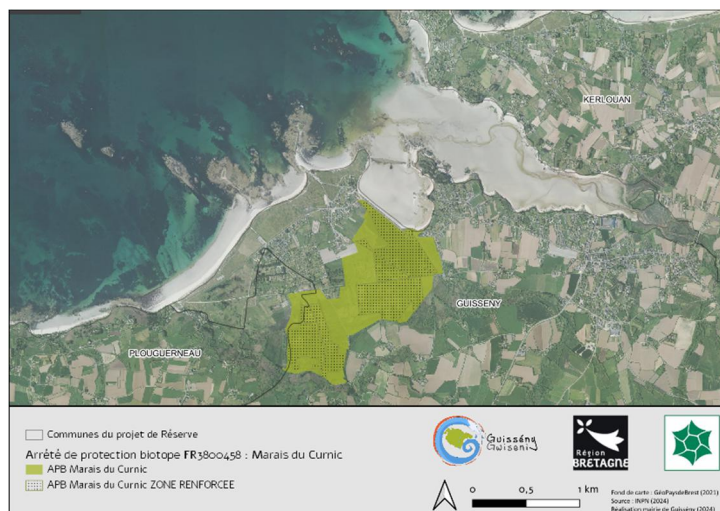
site est ainsi retenu et porte le projet jusqu'à aujourd'hui, notamment au travers d'une importante démarche de concertation ayant duré 2 ans.



Les outils de protections

Pour préserver le riche patrimoine du site, plusieurs outils de protection ont été successivement mis en place au fil des années. Aujourd'hui, la création d'une réserve naturelle permettrait de renforcer cette protection environnementale et d'harmoniser les contributions de ces différents dispositifs.

Réglementaire



Arrêté de Protection de Biotope

Date de mise en place : 8 juillet 1997, révisé le 21 mai 2010

Raison : Protection de l'Agriçon de mercure, du Damier de la Succise, de nombreux oiseaux protégés, du Liparis de Loesel et du Rossolis à feuilles rondes.

Superficie : 111,7 ha

Contrainte réglementaire :

- Régulation des activités agricoles
- Extraction de matériaux
- Modification du sol
- Dépôts de déchets et produits chimiques
- Modification des niveaux et débits de l'eau

Protection foncière

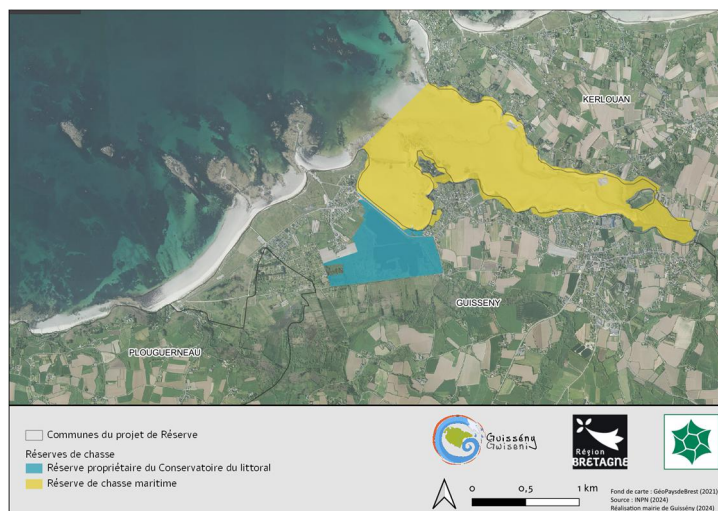
En complément des protections réglementaires, des programmes de maîtrise foncière sont aussi mis en œuvre sur le site. Quatre acteurs sont ainsi propriétaires sur le périmètre de la future réserve, principalement la commune de Guissény et le conservatoire du littoral, mais également le département et l'État

Commune de Guissény

Superficie : 68,57 ha

Localisation : Dunes de la Sécherie, arrière-dune du Vougo, terrains le long du littoral, secteur des Barrachou, terrains autour de Milin Ar Raden.

Gestion : Commune de Guissény



Réserve de chasse

Réserve de chasse maritime Anse du Curnic

Date de mise en place : 1973

Superficie : 189 ha

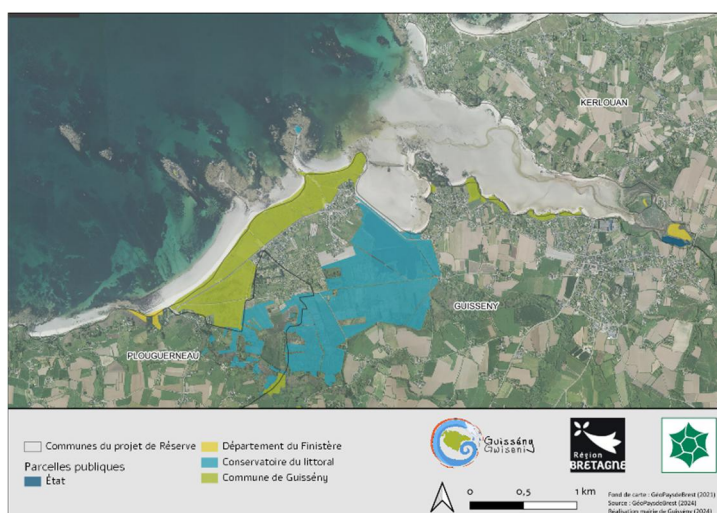
Localisation : Délimitée par la pointe de Beg ar Skeiz et le point de la côte le plus proche au nord-est. Seul le domaine public maritime a été classé en 1973.

Réserve propriétaire Conservatoire du Littoral

Mise en place : 1997

Superficie : 46 ha

Localisation : Concerne l'étang du Curnic et l'ensemble des terrains du Conservatoire situés au nord du chemin traversant le marais.



Conservatoire du Littoral

Superficie : 122,84 ha

Localisation : Guissény Étang et marais du Curnic, tourbière d'An Isquin, Digue du Curnic. Plouguerneau Prad Ledan, quelques parcelles sur la falaise morte, Milin ar Raden

Gestion : Commune de Guissény, Communauté de communes Pays des Abers

État

Superficie : 1,4 ha cadastré et 390 ha de DPM

Localisation : Une parcelle cadastrée sur le Couffon côté Sud.

Département du Finistère

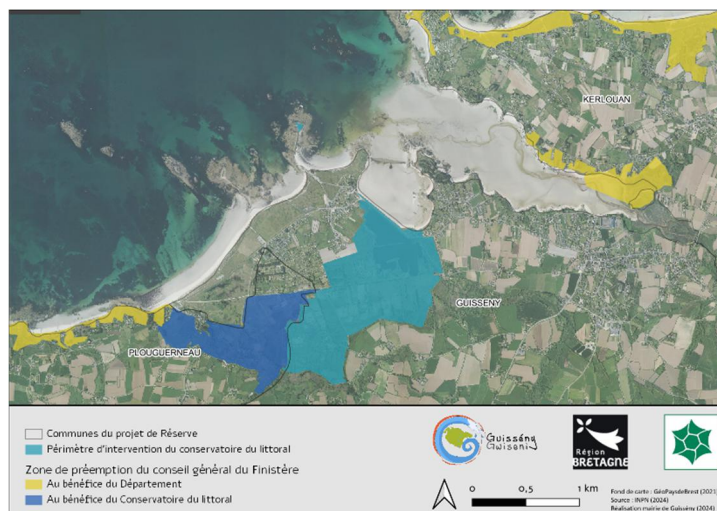
Superficie : 4,06 ha

Localisation : Deux parcelles cadastrées sur le Couffon côté Nord. Parcelle sur l'îlot de la Tour à Kerlouan, falaise du Vougo à Plouguerneau.

Zone de préemption et d'intervention

Le département dispose du droit de préemption sur une partie des communes de Kerlouan et Plouguerneau. Sur Plouguerneau, une portion de ce périmètre de préemption bénéficie au Conservatoire du littoral. Le cordon dunaire de la Sécherie au nord de la route est également en zone de préemption du Département.

Le Conservatoire du littoral intervient également sur le site de Guissény. Actuellement, son périmètre d'intervention s'arrête aux limites du site Natura 2000. Celui-ci est en cours d'extension. Par la suite, une zone de préemption départementale, dans le cadre de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), sera mise en place sur ce nouveau périmètre au bénéfice du Conservatoire.



Non réglementaire

Natura 2000

Le site proposé au classement chevauche deux Zones Spéciales de Conservation (ZSC) proposée au classement au titre de la Directive européenne habitat faune flore.

ZSC Site de Guissény

Superficie : 612 ha (40% surface terrestre, 60% Domaine Public Maritime)

Communes concernées : Plouguerneau, Kerlouan, Guissény

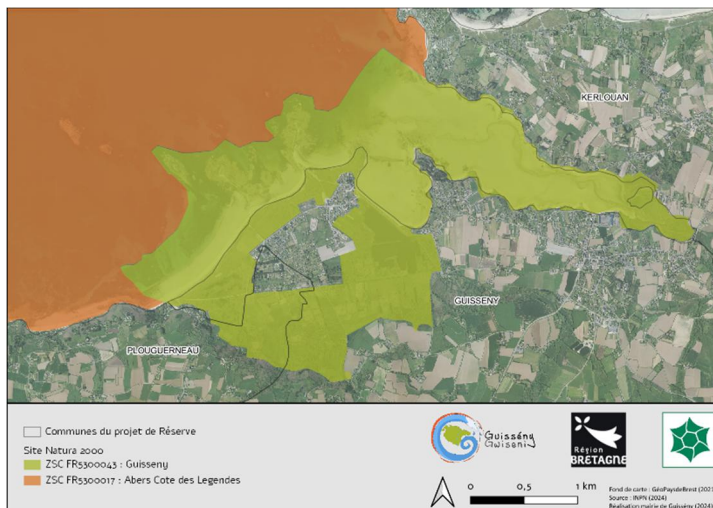
Opérateur : Commune de Guissény

ZSC FR5300017 : Abers Côte des Légendes

Superficie : 22 714 ha

Communes concernées : Kerlouan, Guissény, Plouguerneau, Lannilis, Landéda, Plouvien, Tréglonou, Plouguin, Saint-Pabu, Lampaul-Ploudalmézeau, Ploudalmézeau, Landunvez et Porspoder

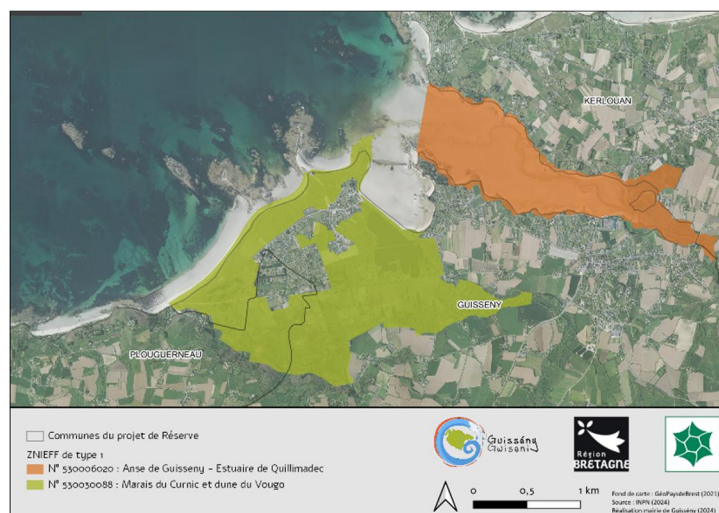
Opérateur : Communauté de communes du pays des Abers



Connaissance

Znieff

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique ou Floristique (ZNI^{ZFF}) sont des zones ayant fait l'objet d'un inventaire scientifique national sous l'autorité du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) pour le compte du Ministère de l'environnement. Deux types de zones sont ainsi recensés : les zones de type 1 d'intérêt biologique remarquable et les zones de types 2 recouvrant des grands ensembles naturels.



ZNIEFF de type 1 N° 530030088 : Marais du Curnic et dune du Vougo

Superficie : 266,87 ha

Communes concernées : Guissény, Plouguerneau

Localisation : Partie terrestre du site Natura 2000 de Guissény et prairie de Trimean

ZNIEFF de type 1 N° 530006020 : Anse de Guissény - Estuaire de Quillimadec

Superficie : 155,1 ha

Communes concernées : Guissény, Kerlouan

Localisation : Estran de la baie de Tresseny et sa périphérie

Démarche de concertation

Déroulé de la concertation

Dans le but de développer une vision partagée et construire ensemble le projet, une concertation a été initiée, réunissant la majorité des acteurs locaux ou leurs représentants. Au cours de différentes réunions, riverains, représentants d'usagers, professionnels du tourisme, organismes experts, services de l'État, services des collectivités territoriales et élus ont pu échanger leurs points de vue et leurs idées pour permettre de construire ensemble cette nouvelle Réserve.

La démarche de concertation autour du projet de Réserve naturelle régionale (RNR) de Guissény a débuté avec une réunion du comité de pilotage (CoPil) tenue le 22 octobre 2022. Ce comité de pilotage rassemblant les principaux acteurs du site, ainsi que plusieurs comités techniques (CoTech) ont permis de guider ce projet et la démarche de concertation.

Liste des structures membres du Copil

- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM)
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- Office français de la biodiversité (OFB)
- Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest (DIRM NAMO)
- Préfecture maritime
- Préfecture du Finistère
- Syndicat mixte du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGIE) du Bas-Léon
- Agence de l'eau Loire-Bretagne (AELB)
- Conservatoire du littoral
- Conseil régional de Bretagne
- Conseil départemental du Finistère
- Services départementaux de l'éducation nationale du Finistère
- Communauté de communes de Lesneven Côte des Légendes
- Communauté de communes du Pays des Abers
- Commune de Guissény
- Commune de Kerlouan
- Commune de Plouguerneau
- Finistère 360°
- Tourisme Côte des Légendes
- Comité départemental des pêches et des élevages marins du Finistère ou son représentant
- Comité Départemental Des Pêcheurs Plaisanciers et Sportifs Du Finistère
- Comité départemental de voile du Finistère
- Comité départemental d'équitation du Finistère
- Chambre d'agriculture du Finistère
- Fédération Départementale des Chasseurs du Finistère
- Fédération Départementale de Pêche Finistère
- Fédération Française de la Randonnée Finistère
- Conservatoire botanique national de Brest (CBNB)
- Bretagne Vivante
- Eau et Rivières de Bretagne
- Groupe Mammalogique Breton (GMB)
- Groupe d'Etude des Invertébrés Armoricaux (GETIA)
- Forum des Marais Atlantiques (FMA)
- Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM)

Liste des structures membres CoTech

- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM)
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- Office français de la biodiversité (OFB)
- Conservatoire du littoral
- Conseil régional de Bretagne
- Conseil départemental du Finistère
- Communauté de communes de Lesneven Côte des Légendes
- Commune de Kerlouan
- Commune de Plouguerneau
- Tourisme Côte des Légendes
- Fédération Départementale des Chasseurs du Finistère
- Conservatoire botanique national de Brest (CBNB)
- Bretagne Vivante
- Eau et Rivières de Bretagne
- Forum des Marais Atlantiques (FMA)
- Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM)

- Communauté de communes du Pays des Abers
- Commune de Guissény

La concertation s'est organisée autour de 5 grands groupes de travail, chacun se concentrant sur des aspects spécifiques du projet (Périmètre, usages, enjeux, menaces, réglementation, gouvernance). Des réunions complémentaires ont également été organisées pour approfondir certains sujets ou aborder des questions particulières.

COPIL de Lancement	07-oct-22	Partager les enjeux associés au site et au classement en Réserve naturelle régionale, les étapes de la démarche, ainsi que les modalités de travail et de partenariat.
Réunion d'échange communes limitrophes	16-déc-22	Présenter à des élus des communes de Kerlouan et Plouguerneau n'ayant pu participer au COPIL de lancement, les grandes lignes du projet. Valider le principe d'engager une partie de leur territoire terrestre et/ou maritime riverain dans le projet de périmètre de la RNR.
COTECH Lancement	13-janv-23	Échanger sur les étapes clés de la phase de préfiguration de la Réserve. Valider le déroulement de la démarche de concertation, notamment des groupes de travail. Échanger sur la définition du périmètre et l'élaboration de la réglementation.
GT 1 Périmètre et patrimoine naturel	21-févr-23	Définir le périmètre idéal d'un point de vue scientifique pour la conservation des patrimoines naturels et culturels.
GT 2 Périmètre, usages, menaces et opportunités	20-juin-23	Partager les connaissances sur les pratiques et les richesses du site. Affiner le périmètre « scientifique » au regard des composantes socio-économiques et administratives.
GT 3 Enjeux, menaces et vision future	07-nov-23	Approfondir le travail mené lors du second groupe de travail. Localiser les enjeux perçus sur le territoire, évaluer la connaissance du site et la perception du site. Partager une vision commune de la RNR avec les acteurs.
GT 4.1 Réglementation	20-déc-23	Analyser les réglementations existantes et identifier les éventuelles lacunes concernant certaines zones ou pratiques.
COTECH de mi-parcours	20-déc-23	Dresser un état d'avancement de la démarche de classement en Réserve naturelle. Échanger sur les étapes restantes de la démarche de concertation. Échanger autour de la stratégie foncière sur le périmètre de la RNR.
Réunion d'échange Plouguerneau	22-janv-24	Échanger sur l'articulation entre les communes pour l'animation foncière sur le périmètre de la RNR. Dresser un point d'avancement à destination des élus de Plouguerneau.
GT 4.2 Réglementation	25-janv-24	Dresser les grands principes de la réglementation de la Réserve. Mettre en évidence les difficultés et conflits potentiels liés à la réglementation. Échanger autour des questionnements restants pour la réglementation.
Réunion chasse	21-févr-24	Définir un état des lieux de la pratique. Échanger autour de la proposition de réglementation.
Réunion service de l'État	19-mars-24	Échanger autour des compétences de chaque service. Définir ce qui peut être réglementé par la réserve. Réfléchir à l'articulation entre N2000 et la RNR.
Réunion activités récréatives	21-mars-24	DPM : Dresser un état des lieux des pratiques sur l'estran. Échanger autour du projet de réglementation. Terrestre : Échanger sur la circulation. Mettre en évidence les conflits d'usages potentiels. Réfléchir à un partage de l'espace.
Réunions agricultures	20-mars 11-avr-24	Échanger sur la méthode à suivre pour les échanges avec les exploitants, au vu de la réglementation pouvant être contraignante sur le site. Présenter la réglementation aux exploitants du site.
GT 5 Gouvernance	19-avr-24	Définir la gouvernance du site. Travailler la composition du comité consultatif. Échanger sur le fonctionnement et la composition de l'équipe RNR. Présenter les financements pour la RNR.
GT 4.3 Réglementation	25-juin-24	Présenter le projet de réglementation. Effectuer les derniers ajustements à la réglementation.
COPIL Final	06-sept-24	Présenter les résultats de la concertation. Traiter des quatre grands points de la RNR : - Le périmètre retenu pour le classement du site en RNR - La réglementation élaborée lors de la démarche de concertation - Les enjeux du site et les grands principes de conservation - Le fonctionnement et la gouvernance de la future RNR.

C'est ainsi au travers de 17 réunions ayant réuni 84 personnes différentes, mais également au travers des échanges réguliers avec les acteurs du territoire que le projet a été développé.

Tableau 1 : Synthèse des invitations et présences lors de la phase de concertation

Invitation	Administrations et établissements publics de l'état	Collectivités	Représentants d'organismes experts et des associations	Représentants professionnels et des usagers socio-	Usager ou pratiquant non fédéré	Autre	Total invitation par réunion
COTECH	4	15	5	1			25
GT 1 Périmètre et patrimoine naturel	6	12	4				22
GT 2 Périmètre, usages, menaces et opportunités	12	29	25	22	15	2	105
GT 3 Enjeux, menaces et vision future	5	15	12	8	5		45
GT 4.1 Réglementation	13	25	4	1			43
GT 4.2 Réglementation	13	25	5	5			48
GT 4.3 Réglementation	10	18	6	4			38
GT 5 Gouvernance	7	20	7				34
Réunion thématique Chasse	1	2	1	3			7
Réunion thématique Activités agricoles		3		2	8		9
Réunion thématique Activités récréatives		8	9	9			26
Réunion thématique Services de l'état	13	7					20
Total personnes invitées	19	41	33	31	23	3	150
Présence	Administrations et établissements publics de l'état	Collectivités	Représentants d'organismes experts et des associations	Représentants professionnels et des usagers socio-	Usager ou pratiquant non fédéré	Autre	Total présence par réunion
COTECH	2	11	2				15
COTECH Mi-Parcours	2	7	2	1			12
GT 1 Périmètre et patrimoine naturel	2	5	3				10
GT 2 Périmètre, usages, menaces et opportunités	4	10	11	6	2	0	33
GT 3 Enjeux, menaces et vision future	1	7	6	3			17
GT 4.1 Réglementation	5	4	1	1			11
GT 4.2 Réglementation	4	6	2	1			13
GT 4.3 Réglementation	3	3	2	2			10
GT 5 Gouvernance	3	7	1				11
Réunion thématique Chasse			2	2			4
Réunion thématique Activités agricoles				2	5		7
Réunion thématique Activités récréatives		4	4	5			13
Réunion thématique Services de l'état	6	5					11
Total personnes présentes	10	25	24	17	7	0	84

Remarques sur la concertation

La démarche de concertation a permis de réunir de nombreuses structures et personnes autour du projet en faveur de l'espace naturel. Le grand panel de personnes représentées, la participation active, le partage de connaissances, l'inscription dans la durée sont une grande source de satisfaction pour la commune qui a animé cette démarche avec l'appui de ses partenaires.

Comme toute démarche, elle présente forcément quelques limites qui sont abordées ici. Une partie d'entre elles peuvent s'expliquer par un temps de démarche qui s'il peut paraître long (2 ans) demeure relativement court. La concertation fait en effet ressortir des sujets, des usages... pour lesquels on s'aperçoit que la connaissance est insuffisante, mais la phase de concertation peut difficilement permettre d'approfondir ces lacunes. Ces besoins de connaissances que ce soit sur le patrimoine, les usages, l'intensité des pressions seront à inscrire dans le futur plan de gestion.

Par ailleurs, la démarche a été mise en pause au printemps 2023 suite à des départs de personnels du service environnement. Afin de rester dans un délai de deux ans de démarche, le rythme de la seconde année a souvent été soutenu. Ce n'est pas tant que la fréquence des réunions ait été trop élevée pour les invités, mais elle a été forte pour le service environnement car chaque réunion et rencontre nécessite un temps important de préparation en amont, de compte rendu et d'intégration en aval. Ce rythme soutenu n'a pas toujours permis de prendre du recul ou de dégager de temps complémentaire pour approfondir tel ou tel sujet, même si comme évoqué au point précédent, la plupart des manques identifiés seront à approfondir lors de la mise en place du plan de gestion.

Il est important de partager des connaissances communes mais également de s'accorder sur les méthodes de concertation et les termes. Par exemple, si le classement d'un terrain en RNR nécessite l'accord officiel du propriétaire qu'il soit public ou privé, il ne nécessite pas l'accord officiel des usagers. Toutefois, cela n'exclut pas les échanges et la discussion avec ces usagers. La concertation, la prise en compte des usages existants que ce soit sur le terrestre ou l'estran n'est donc pas égale à la recherche d'un avis ou d'un accord obligeant la commune dans la construction du projet et de la réglementation. Ces différences entre avis officiels et concertation n'ont peut-être pas été suffisamment présentées à certaines étapes même si le dialogue a permis in fine de lever les incompréhensions momentanées et de trouver des modalités pour avancer.

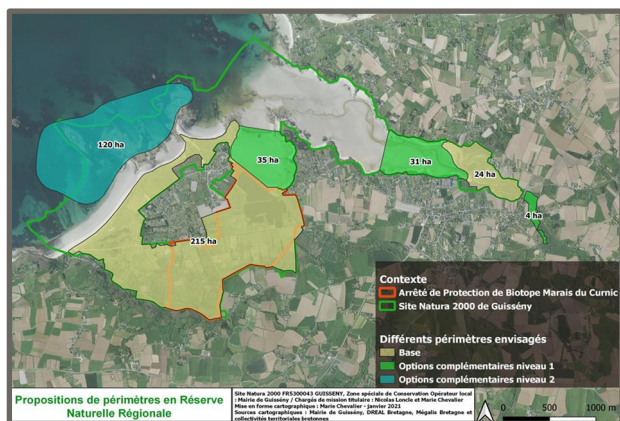
Les élus des communes voisines n'ont pas pu prendre part de manière régulière aux différentes réunions, particulièrement la commune de Kerlouan qui n'a pu être représentée qu'à deux reprises. La présence d'un agent à Plouguerneau en charge de sujets biodiversité a par contre facilité le lien et la participation régulière à la construction du projet de cette collectivité.

La démarche a nécessité de nombreux échanges avec la Région, les services de l'État, en particulier au sujet de la réglementation, de la répartition des compétences sur le domaine maritime notamment... Cela a parfois mis en évidence la complexité du droit de l'environnement. Il a donc fallu chercher des réponses permettant de progresser collectivement sur la maîtrise de ces thèmes. Le renouvellement des lots de chasse sur le domaine marin en Finistère au cours de l'année 2023 sans consultation du porteur local de projet de RNR souligne sans doute le besoin d'approfondir ces échanges, même s'il ressort au final de la phase de concertation, un lien renforcé entre la collectivité et les services de l'État.

Au final, la démarche aura permis d'associer de nouveaux acteurs qu'ils soient locaux ou plus institutionnels, plus largement que ne l'avait permis l'animation dans le cadre de Natura 200 au cours des dernières années. Il est encourageant de souligner qu'aucun acteur n'a manifesté d'opposition au projet mais plutôt de l'enthousiasme même si des réserves ou des craintes ont été émises. Cette concertation des acteurs sera à poursuivre sous d'autres formes pour l'élaboration du plan de gestion.

Animation foncière

Le périmètre proposé au classement a évolué tout au long de la phase de consultation. Quatre grandes étapes ont marqué son évolution : Un premier périmètre proposé à l'AMI, un second étendu selon les recommandations des scientifiques, un troisième prenant compte les pratiques et usages sur le site, et enfin un quatrième ne comprenant que les parcelles pour lesquelles les propriétaires ont émis un accord de principe pour le classement.



AMI : 425 ha proposé

Surface : 239 ha terrestres et 186 ha domaine maritime naturel

Surface publique cadastrée : 184,4 ha public 72 % du domaine cadastrés : 181 terrestre et 3,3 domaine maritime cadastré

Surface privée : 69 ha privé dont 58 ha privés terrestre [principalement sur le secteur de Prad Ledan] et 11,5 ha sur le domaine maritime, 28 % du domaine cadastrés

Parcelles : 129 parcelles privées

Périmètre scientifique : 772 ha

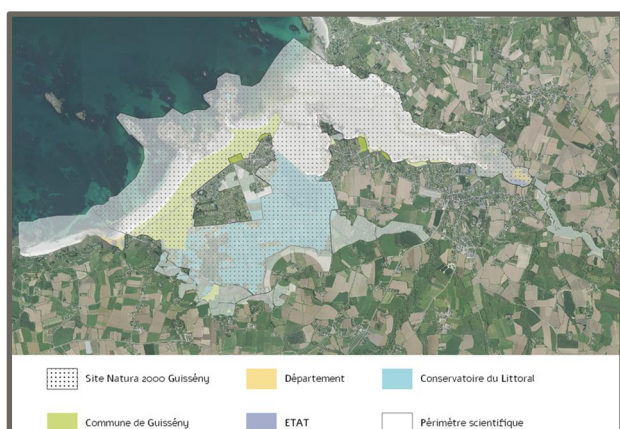
Le périmètre scientifique a été développé lors du premier groupe de travail de préfiguration de la RNR. À cette occasion, plusieurs zones ont été ajoutées, notamment les estrans du site Natura 2000 ainsi que celui du Zorn, en continuité. Les prairies privées en périphérie du site Natura 2000 ont également été incluses, de même que les parcelles situées le long de l'Alan et du Couffon, afin de protéger les cours d'eau et les zones humides. Enfin des parcelles agricoles en périphérie notamment sur le secteur de Toulouarn ont été proposées pour faire office de « zone tampon ».

Surface : 354 ha terrestre et 418 ha domaine maritime naturel

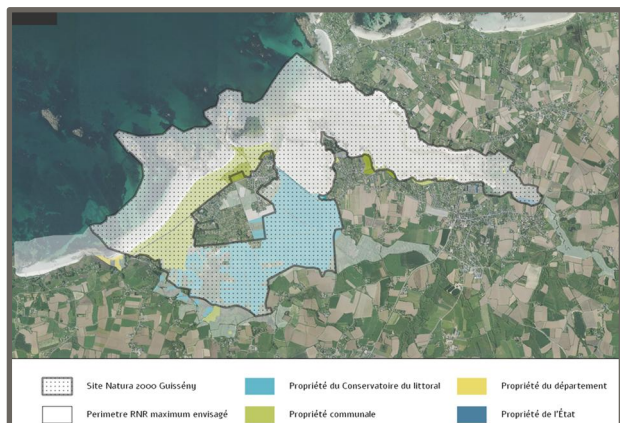
Surface publique cadastrée : 193 ha public 52 % du domaine cadastrés 189,5 ha terrestre et 3,3 ha domaine maritime cadastré

Surface privée : 175 ha privés dont 164 ha privés terrestre et 11,5 ha sur le domaine maritime

Parcelles : 531 parcelles privées



Périmètre d'étude foncière : 717 ha



L'ensemble des zones de mouillage du périmètre, et les parcelles agricoles n'étant pas en prairie ou pour lesquelles un refus avait été émis par l'agriculteur en raison de pratique incompatible avec la réglementation RNR a été retirée après prise en compte des enjeux socio-économique.

Surface : 313 ha terrestre 404 ha domaine maritime naturel

Surface public cadastrée : 193 ha public 60 % du domaine cadastrés 189,5 terrestres et 3,3 ha domaine maritime cadastré

Surface privée : 135 ha du domaine cadastré privé 123,5 ha terrestre et 11,5 ha sur le domaine maritime

Parcelles : 485 parcelles privées pour 384 propriétaires.

Du fait du nombre de propriétaires élevé (environs 400) sur le périmètre d'étude foncière, un travail de priorisation a dû être mené. Ainsi après le développement d'un périmètre d'étude stable, aux suites des groupes de travail « périmètre scientifique » et « périmètre et usage », un développement initial de la stratégie foncière a été entrepris. Cette priorisation s'est basée sur plusieurs critères classés en deux catégories : l'intérêt écologique du secteur et la situation foncière de la parcelle.



Intérêt écologique (du secteur)

Recommandation lors du GT 1
Connaissances du gestionnaire
Connectivité des espaces naturels

Situation foncière (de la parcelle)

Surface possédée par un même propriétaire
Proximité des surfaces publiques
Faciliter à classer des « grandes surfaces »

Ces critères ont été notés de 1 à 5 et combinés pour obtenir une note de priorité de contact pour chaque propriétaire. Lorsqu'un propriétaire était présent sur plusieurs secteurs et/ou possédait plusieurs parcelles, sa note de priorité était calculée en fonction de ses critères les plus élevés.

Par la suite, l'ensemble des propriétaires a été contacté par courrier, accompagné de deux documents présentant les principes d'un classement en RNR, ainsi qu'une invitation à une réunion publique. Cette réunion a rassemblé environ une centaine de propriétaires.

Après cette réunion de présentation publique, les propriétaires ont été recontactés selon la priorité établie précédemment. Certains contacts ont également été initiés indépendamment de cette priorisation lorsque des opportunités se présentaient.

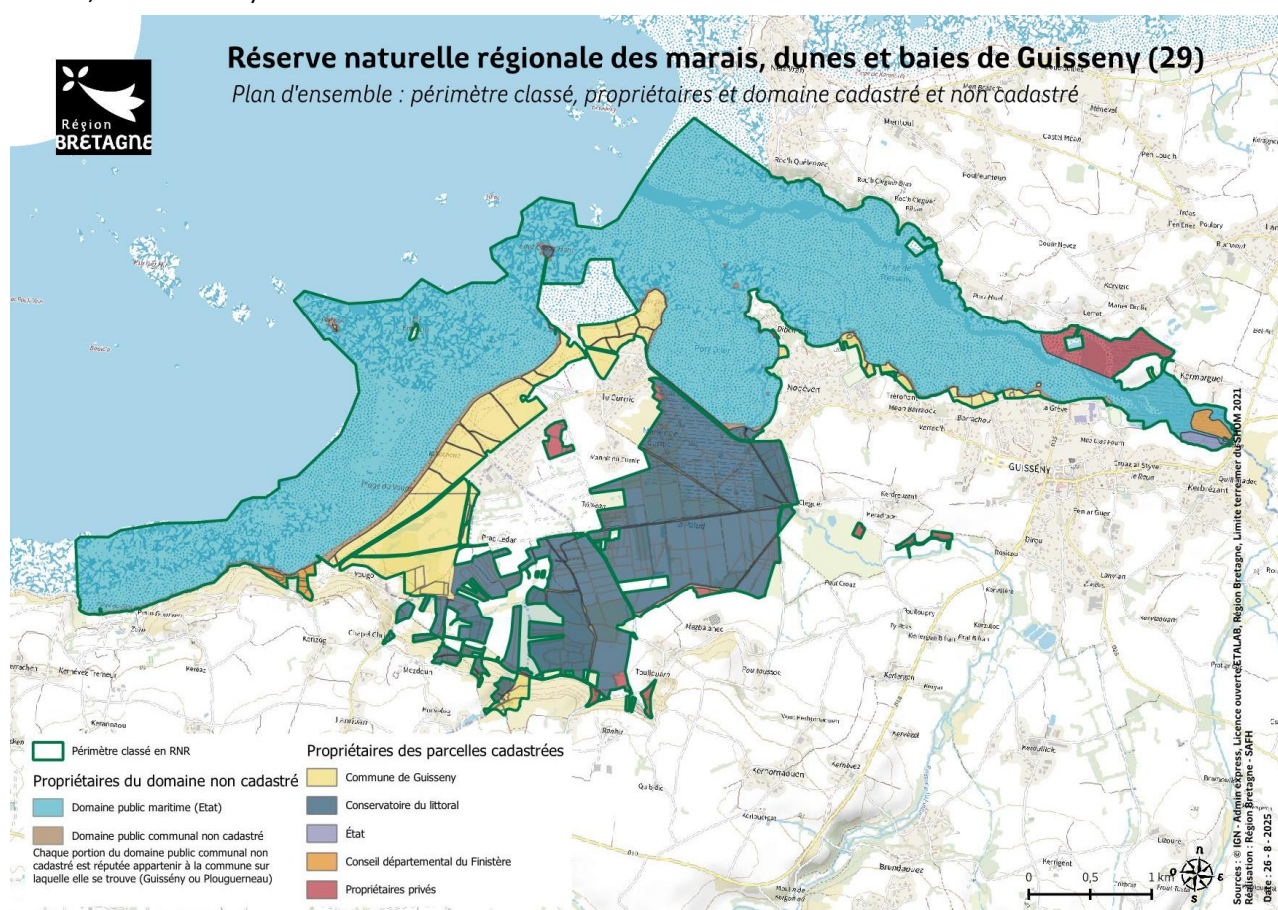
Environ une cinquantaine de propriétaires n'ont pas pu être contactés en raison de l'absence d'héritiers identifiés au cadastre et/ou de défaut d'adressage sur ce dernier. De même, de nombreux propriétaires contactés n'ont pas répondu au courrier et, faute d'autre moyen de contact connu, n'ont pas pu être joints autrement.

En raison de la durée de la démarche, plusieurs propriétaires ayant initialement répondu aux courriers mais ne s'étant pas manifestés par la suite pour donner leur avis sur le classement n'ont pas été recontactés.

Ces premiers contacts ont néanmoins permis d'identifier une partie des propriétaires qui ne souhaitent pas voir leurs parcelles classées pour le moment, mais qui sont intéressés par un potentiel rachat ultérieur au classement en RNR par un acteur public (Commune / Conservatoire du littoral). Cela a également permis d'initier des échanges en vue d'envisager un classement de certaines parcelles dans le cadre d'un renouvellement de classement. Plusieurs propriétaires ont exprimé des craintes concernant la réserve, notamment en ce qui concerne la réglementation, et préfèrent attendre de voir l'impact initial de la réserve sur le territoire avant d'envisager un classement.

Périmètre proposé au classement

Le périmètre proposé au classement porte sur une surface totale de 608,29 ha (208,07 ha terrestres et 400,22 ha marins).



Domaine public non cadastré

Plusieurs surfaces non cadastrées sont proposées au classement au titre de la Réserve. La limite entre le domaine public maritime (DPM) et le domaine public non cadastré attribué aux communes se fait selon la limite terre-mer proposée par le SHOM, en l'absence de délimitation officielle du DPM. En réalité, une part importante de cette surface attribuée aux communes est supposée faire partie du DPM.

Tableau 2 : Propriétaires des zones non cadastrées sur le périmètre proposé au classement

Propriétaire	Surface (ha)
État (DPM)	385,33
Guissény	10,92
Plouguerneau	2,22

Estrans

Cela comprend l'ensemble des estrans du site, s'étendant de la baie de Tresseny à la falaise du Zorn. Ces zones appartiennent majoritairement au Domaine Public Maritime naturel.

Chemins et zones adjacentes

Les chemins non goudronnés du site sont également inclus, ainsi que les bordures de routes, fossés et cours d'eau directement connectés à un secteur proposé au classement en Réserve. Ces secteurs appartiennent aux communes concernées.

Parcelles cadastrées

Tableau 3 : Liste des propriétaires concernés par le projet de classement²

Code propriétaire	Nom propriétaire principal	Nombre de propriétaires dans indivision	Nombres de parcelles	Surfaces totales (m²)
Kerlouan				
6	Département du Finistère	1	1	1478,398
R00312		5	1	103043,228 (115154,553)
Guissény				
8	État Par Direction De L'immobilier De L'état	2	2	19637,673
111	Commune De Guissény	1	59	655679,422
66	Conservatoire De L'espace Littoral Et Des Rivages Lacustres	1	196	875803,024
152	Conservatoire De L'espace Littoral Et Des Rivages Lacustres	1	45	224246,533
162	Dir Dept Des Territoires Et De La Mer-Service Mer - Littoral	1	2	14155,198
@00030	Propriétaires du BND 077 AC0012	2	1	24153,426
A00291		2	2	4070,010 (11306,514)

Les surfaces entre parenthèses correspondent à la surface totale de la parcelle lorsque seule une partie de celle-ci est classée

G00399		6	2	4165,361
G00473		6	2	3483,302
H00083		3	3	3023,722
J00051		7	2	6381,704
J00104		4	4	4872,095
J00118		2	2	1052,216 (2003,631)
K00138		1	3	6416,7
S00176		4	1	1028,476
Plouguerneau				
379	Département du Finistère	1	13	19543,586
439	Conservatoire De L'espace Littoral et Des Rivages Lacustres	1	71	168951,265
500	Conservatoire De L'espace Littoral et Des Rivages Lacustres	1	1	539,456

Tableau 4 : Liste des parcelles publiques concernées par le projet de classement

Commune	Code propriétaire	Liste des propriétaires	Parcelle	Surface parcelle	Surface Proposée au classement
Guissény	@00030	Propriétaires du BND 077 AC0012 COMMUNE DE GUISSENY (22872m²) BRAMOULLE JEAN MICHEL MARIE (1388 m²) Décédé	29077_AC0012	24153,426	24153,426
	111	COMMUNE DE GUISSENY	29077_A0001	981,051	981,051
			29077_A0002	479,211	479,211
			29077_A0003	967,423	967,423
			29077_A0004	5338,622	5338,622
			29077_A0005	1019,986	1019,986
			29077_A0014	7324,992	7324,992
			29077_A0015	4866,783	4866,783
			29077_AB0001	18190,161	18190,161
			29077_AB0002	35511,493	35511,493
			29077_AB0003	16054,846	16054,846
			29077_AB0004	8249,222	7873,23136
			29077_AB0005	47671,814	47671,814
			29077_AB0006	50098,207	41525,1294
			29077_AB0035	5804,567	5672,807265
			29077_AB0085	577,434	262,114743
			29077_AB0086	1649,258	1649,258
			29077_AC0001	21405,241	6264,57461
			29077_AC0002	61134,149	27489,48057
			29077_AC0008	21444,528	19570,10443

			29077_AC0010	19023,25	18316,90976
			29077_AC0011	10222,916	10222,916
			29077_AC0013	5610,668	5610,668
			29077_AC0014	7884,807	7484,438573
			29077_AO0031	413,365	413,365
			29077_AO0032	498,844	498,844
			29077_AO0033	18617,722	7784,092916
			29077_AO0246	2950,164	2950,164
			29077_AO0251	2174,699	938,7563551
			29077_AP0106	844,8	705,1380026
			29077_AP0110	225,262	186,4367273
			29077_AP0111	2369,867	2369,867
			29077_AP0113	3289,901	3241,12785
			29077_AP0148	4078,446	4078,446
			29077_AP0150	385,898	385,898
			29077_AP0164	2201,931	2201,931
			29077_AP0165	3465,302	3465,302
			29077_AP0184	128,268	128,268
			29077_AS0001	3908,401	3908,401
			29077_AS0119	332,2822778	174,4164504
			29077_AS0020	3704,971	3704,971
			29077_AS0031	1740,233	1740,233
			29077_AS0032	555,623	555,623
			29077_AS0033	2390,723	2374,051855
			29077_AS0089	2023,549	1828,71512
			29077_AS0090	410,599	410,599
			29077_AX0001	434,898	434,898
			29077_BC0001	1727,25	1727,25
			29077_BC0002	45250,941	45250,941
			29077_BC0015	6930,921	6930,921
			29077_BC0016	1396,841	1396,841
			29077_BC0017	69930,614	68702,16177
			29077_BC0025	6985,566	6985,566
			29077_BC0026	5411,656	5411,656
			29077_BC0029	357,719	357,719
			29077_BC0030	101545,735	100398,9355
			29077_BC0031	1971,171	1971,171
			29077_BC0032	5038,023	4499,993031
			29077_BC0033	150,674	150,674

Commune

Code
propriétaire

Liste des
propriétaires

Parcelle

Surface
parcelle

Surface
Proposée au
classement

Plouguerneau	379	DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE	29195_E0202	554,842	554,727
			29195_E0203	669,244	669,244
			29195_E0204	2428,824	2428,824
			29195_E0205	558,563	558,563
			29195_E0206	2501,029	2499,384
			29195_E0207	780,147	779,082
			29195_E0212	2598,03	2597,873
			29195_E0217	1907,676	1907,586
			29195_E1045	2225,573	2225,563
			29195_E1046	779,529	779,459
			29195_E1047	1650,85	1650,85
			29195_E1048	1856,154	1856,053
			29195_E1658	1033,124	1033,124
Kerlouan	6		29091_A1371	1478,398	1476,013
Guissény	8		29077_AV0089	19637,67287	19637,673

Commune	Code propriétaire	Liste des propriétaires	Parcelle	Surface parcelle	Surface Proposée au classement
Guissény	162	DIR DEPT DES TERRITOIRES ET DE LA MER-SERVICE MER - LITTORAL	29077_AV0088	13694,114	13608,3
			29077AV0090	461,085	461,085

Commune	Code propriétaire	Liste des propriétaires	Parcelle	Surface parcelle	Surface Proposée au classement
Guissény	66	CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES	29077_AD0001	6153,9	6153,9
			29077_AD0002	3595,038	3595,038
			29077_AD0003	857,741	857,741
			29077_AD0004	757,285	757,285
			29077_AD0005	4316,327	4316,327
			29077_AD0006	64649,192	64649,192
			29077_AD0007	16749,463	16749,463
			29077_AD0008	1015,185	1015,185
			29077_AD0009	2165,105	2165,105
			29077_AD0010	5451,329	5451,329
			29077_AD0011	10042,797	10042,797
			29077_AD0012	6609,92	6609,92
			29077_AD0013	334,657	334,657
			29077_AD0014	13827,562	13827,562
			29077_AD0015	2408,287	2408,287
			29077_AD0016	4176,266	4176,266
			29077_AD0017	8708,434	8708,434
			29077_AD0018	5255,764	5255,764
			29077_AD0019	2491,601	2491,601
			29077_AD0020	3643,413	3643,413
			29077_AD0021	626,412	626,412
			29077_AD0022	2980,303	2980,303
			29077_AD0023	974,276	974,276
			29077_AD0024	1157,105	1157,105

			29077_AD0025	42,467	42,467
			29077_AD0026	600,111	600,111
			29077_AD0027	4455,262	4455,262
			29077_AD0028	2350,961	2350,961
			29077_AD0029	608,839	608,839
			29077_AD0058	509,715	509,715
			29077_AD0059	3299,004	3299,004
			29077_AD0060	415,925	415,925
			29077_AE0041	3499,97	3499,97
			29077_AE0042	3488,738	3488,738
			29077_AE0043	9981,7	9981,7
			29077_AE0044	10258,311	10258,311
			29077_AE0046	3862,733	3862,733
			29077_AE0047	246,296	246,296
			29077_AE0048	2257,725	2257,725
			29077_AE0052	4649,022	4649,022
			29077_AE0053	2792,162	2792,162
			29077_AE0370	443,797	443,797
			29077_AE0371	420,181	420,181
			29077_AE0372	418,831	418,831
			29077_AE0373	402,274	402,274
			29077_AE0374	428,726	428,726
			29077_AE0375	412,628	412,628
			29077_AE0376	123,523	123,523
			29077_AE0377	769,892	769,892
			29077_AE0378	245,207	245,207
			29077_AE0379	497,498	497,498
			29077_AE0380	488,605	488,605
			29077_AE0381	482,735	482,735
			29077_AE0382	482,041	482,041
			29077_AE0383	491,073	491,073
			29077_AE0384	309,211	309,211
			29077_AE0385	429,632	429,632
			29077_AE0386	93,495	93,495
			29077_AE0387	26,468	26,468
			29077_AE0388	77,009	77,009
			29077_AE0389	237,451	237,451
			29077_AE0390	1,247	1,247
			29077_AE0391	367,415	367,415
			29077_AE0392	1223	1223
			29077_AH0001	3471,694	3471,694
			29077_AH0002	680,33	680,33
			29077_AH0003	4242,208	4242,208
			29077_AH0004	2561,463	2561,463
			29077_AH0005	7009,477	7009,477
			29077_AH0006	3136,819	3136,819
			29077_AH0010	4570,144	4570,144
			29077_AH0011	4633,214	4633,214
			29077_AH0012	12076,853	12076,853
			29077_AH0013	3218,361	3218,361
			29077_AH0014	649,602	649,602
			29077_AH0015	3147,935	3147,935
			29077_AH0016	2219,644	2219,644
			29077_AH0017	1778,711	1778,711
			29077_AH0018	3031,093	3031,093
			29077_AH0019	405,14	405,14
			29077_AH0020	4020,97	4020,97
			29077_AI0003	18033,399	18033,399
			29077_AI0004	8466,25	8466,25

			29077_AI0005	2153,643	2153,643
			29077_AI0006	9421,918	9421,918
			29077_AI0007	5069,975	5069,975
			29077_AI0009	20397,105	20397,105
			29077_AI0029	1500,954	1500,954
			29077_AI0033	5401,346	5401,346
			29077_AI0042	2489,316	2489,316
			29077_AI0046	432,022	432,022
			29077_AI0048	196,29	196,29
			29077_AI0049	2979,423	2979,423
			29077_AI0051	1880,025	1880,025
			29077_AI0054	807,7	807,7
			29077_AI0062	3052,566	3052,566
			29077_AI0068	6844,397	6844,397
			29077_AK0005	3054,184	3054,184
			29077_AK0006	2838,381	2838,381
			29077_AK0007	10139,787	10139,787
			29077_AK0008	6477,389	6477,389
			29077_AK0009	3586,335	3586,335
			29077_AK0010	694,126	694,126
			29077_AK0011	587,686	587,686
			29077_AK0012	6792,479	6792,479
			29077_AK0013	2972,148	2972,148
			29077_AK0014	3489,116	3489,116
			29077_AK0015	10375,532	10375,532
			29077_AK0016	238,301	238,301
			29077_AK0017	739,835	739,835
			29077_AK0018	557,986	557,986
			29077_AK0019	10218,392	10218,392
			29077_AK0020	4774,314	4774,314
			29077_AK0021	8508,193	8508,193
			29077_AK0022	14843,006	14843,006
			29077_AK0023	15717,499	15717,499
			29077_AK0024	15665,986	15665,986
			29077_AK0025	26406,469	26406,469
			29077_AK0026	5159,125	5159,125
			29077_AK0027	1933,495	1933,495
			29077_AK0028	6074,341	6074,341
			29077_AK0029	20959,303	20959,303
			29077_AK0030	20171,323	20171,323
			29077_AK0038	9300,827	9300,827
			29077_AK0039	739,529	739,529
			29077_AK0040	747,751	747,751
			29077_AK0041	4801,075	4801,075
			29077_AK0042	1187,266	1187,266
			29077_AK0043	2714,742	2714,742
			29077_AK0044	1226,762	1226,762
			29077_AK0045	1292,877	1292,877
			29077_AK0046	1368,764	1368,764
			29077_AK0047	1154,281	1154,281
			29077_AK0051	625,515	625,515
			29077_AK0052	436,888	436,888
			29077_AK0053	518,027	518,027
			29077_AK0056	1083,026	1083,026
			29077_AK0057	29,129	29,129
			29077_AK0058	25,291	25,291
			29077_AK0059	727,374	727,374
			29077_AK0060	758,401	758,401
			29077_AK0061	916,121	916,121

		29077_AK0062	283,711	283,711
		29077_AK0063	464,36	464,36
		29077_AK0064	489,896	489,896
		29077_AK0065	132,137	132,137
		29077_AK0067	541,75	541,75
		29077_AK0069	1069,188	1069,188
		29077_AL0001	3580,077	3580,077
		29077_AL0002	1335,737	1335,737
		29077_AL0003	9068,02	9068,02
		29077_AL0004	13023,867	13023,867
		29077_AL0005	13863,32	13863,32
		29077_AL0006	11206,069	11206,069
		29077_AL0007	7775,459	7775,459
		29077_AL0008	3732,629	3732,629
		29077_AL0009	2156,078	2156,078
		29077_AL0010	2072,505	2072,505
		29077_AL0011	20566,426	20566,426
		29077_AL0012	1437,333	1437,333
		29077_AL0013	1035,879	1035,879
		29077_AL0014	3102,906	3102,906
		29077_AL0015	3831,144	3831,144
		29077_AL0016	12290,727	12290,727
		29077_AL0017	113,843	113,843
		29077_AL0018	5674,993	5674,993
		29077_AL0019	9387,073	9387,073
		29077_AL0020	20023,484	20023,484
		29077_AL0021	14826,336	14826,336
		29077_AL0022	14393,291	14393,291
		29077_AM0001	11855,934	11855,934
		29077_AM0002	1680,757	1680,757
		29077_AM0003	224,423	224,423
		29077_AM0004	3182,37	3182,37
		29077_AM0005	9089,246	9089,246
		29077_AM0006	3231,686	3231,686
		29077_AM0007	5466,49	5466,49
		29077_AM0008	9514,364	9514,364
		29077_AM0009	1529,413	1529,413
		29077_AM0010	1979,28	1979,28
		29077_AM0011	3545,004	3545,004
		29077_AN0001	3316,766	3316,766
		29077_AN0002	13,617	13,617
		29077_AN0187	355,155	355,155
		29077_AN0188	450,478	450,478
		29077_AN0189	124,967	124,967
		29077_AN0194	317,696	317,696
		29077_AN0196	924,909	924,909
		29077_AN0197	1358,603	1358,603
		29077_AN0198	5517,489	5517,489
		29077_AN0199	6032,55	6032,55
		29077_AN0200	2753,37	2753,37
		29077_AN0201	5446,593	5446,593
		29077_AN0202	354,358	354,358
	152	29077_AH0007	5179,477	5179,477
		29077_AH0008	5972,187	5972,187
		29077_AH0009	4509,199	4509,199
		29077_AI0001	2922,504	2922,504
		29077_AI0002	4507,576	4507,576
		29077_AI0008	7131,377	7131,377
		29077_AI0030	7275,679	7275,679

		29077_AI0032	32303,025	32303,025
		29077_AI0034	9952,268	9952,268
		29077_AI0035	14909,292	14909,292
		29077_AI0036	3071,508	3071,508
		29077_AI0037	3044,219	3044,219
		29077_AI0038	4327,392	4327,392
		29077_AI0039	4528,791	4528,791
		29077_AI0040	4031,455	4031,455
		29077_AI0047	2345,156	2345,156
		29077_AI0050	5887,35	5887,35
		29077_AI0057	1338,713	1338,713
		29077_AI0059	15289,27	15289,27
		29077_AI0060	3152,948	3152,948
		29077_AI0063	3043,655	3043,655
		29077_AK0031	9319,947	9319,947
		29077_AK0032	800,676	800,676
		29077_AK0035	15866,368	15866,368
		29077_AK0036	4212,162	4212,162
		29077_AM0053	784,412	784,412
		29077_AM0054	2523,059	2523,059
		29077_AM0055	1219,807	1219,807
		29077_AM0056	1251,079	1251,079
		29077_AM0057	1291,772	1291,772
		29077_AM0058	1654,937	1654,937
		29077_AM0064	10534,764	10534,764
		29077_AM0065	253,854	253,854
		29077_AM0066	1011,833	1011,833
		29077_AM0067	1166,16	1166,16
		29077_AM0068	1050,728	1050,728
		29077_AM0069	11651,978	11651,978
		29077_AN0184	305,671	305,671
		29077_AN0185	1101,741	1101,741
		29077_AN0186	3968,776	3968,776
		29077_AN0190	904,672	904,672
		29077_AN0191	2109,002	2109,002
		29077_AN0192	2343,818	2343,818
		29077_AN0193	1361,709	1361,709
		29077_AZ0001	2834,567	2834,567
Plouguerneau	439	2915_E1581	867,17	867,17
		29195_E1014	6209,987	6209,987
		29195_E1015	398,716	398,716
		29195_E0458	1426,434	1426,434
		29195_E0459	3603,682	3603,682
		29195_E0468	2689,505	2689,505
		29195_E0494	1848,851	1848,851
		29195_E0497	2486,759	2486,759
		29195_E0498	7728,797	7728,797
		29195_E0499	8423,078	8423,078
		29195_E0524	2712,068	2712,068
		29195_E0531	994,8	994,8
		29195_E0532	765,401	765,401
		29195_E0533	984,383	984,383
		29195_E0536	3950,548	3950,548
		29195_E0550	1996,869	1996,869
		29195_E0552	8225,088	8225,088
		29195_E0553	3033,988	3033,988
		29195_E0554	2858,266	2858,266
		29195_E0556	6987,713	6987,713
		29195_E0562	1662,98	1662,98

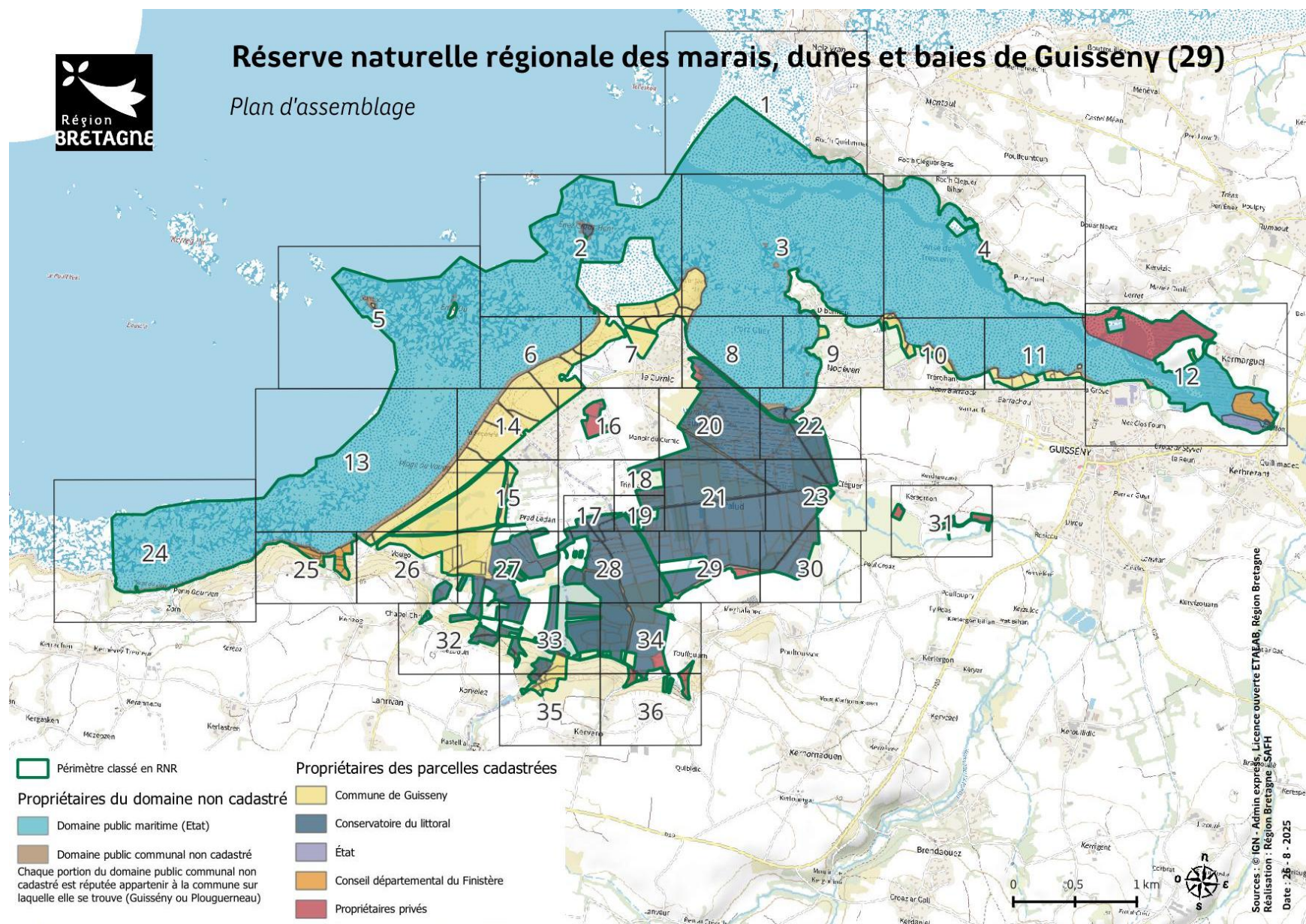
		29195_E0563	1667,492	1667,492
		29195_E0566	642,76	642,76
		29195_E0567	3549,453	3549,453
		29195_E0568	3651,633	3651,633
		29195_E0569	966,157	966,157
		29195_E0570	6238,006	6238,006
		29195_E0576	683,024	683,024
		29195_E0577	2936,401	2936,401
		29195_E0578	2058,323	2058,323
		29195_E0587	2672,883	2672,883
		29195_E0588	2242,427	2242,427
		29195_E0589	3792,697	3792,697
		29195_E0590	4094,538	4094,538
		29195_E0592	2282,272	2282,272
		29195_E0596	419,149	419,149
		29195_E0597	1210,749	1210,749
		29195_E0598	382,884	382,884
		29195_E0602	2646,028	2646,028
		29195_E0603	3678,018	3678,018
		29195_E0605	3701,463	3701,463
		29195_E0611	2330,304	2330,304
		29195_E0615	3504,493	3504,493
		29195_E0616	945,228	945,228
		29195_E0617	1300,473	1300,473
		29195_E0618	540,016	540,016
		29195_E0619	632,257	632,257
		29195_E0620	1284,902	1284,902
		29195_E0624	646,37	646,37
		29195_E0635	530,238	530,238
		29195_E0636	211,562	211,562
		29195_E0637	782,996	782,996
		29195_E0645	458,074	458,074
		29195_E0646	2303,18	2303,18
		29195_E0647	512,54	512,54
		29195_E0649	1040,342	1040,342
		29195_E0650	1408,023	1408,023
		29195_E1012	342,372	342,372
		29195_E1013	1745,362	1745,362
		29195_E1169	1831,434	1831,434
		29195_E1170	1779,007	1779,007
		29195_E1251	1666,885	1666,885
		29195_E1355	467,949	467,949
		29195_E1371	557,238	557,238
		29195_E1374	1996,416	1996,416
		29195_E1376	2039,655	2039,655
		29195_E0467	4028	4028
		29195_E0543	2711,9	2711,9
		29195_E0544	1227,8	1227,8
		29195_E0545	1285,2	1285,2
		29195_E0546	2214,5	2214,5
		29195_E1028	8469	8469
		29195_E1029	8307,9	8307,9
		29195_E1580	956,023	956,023
		29195_E1378	539,456	539,456
		29195_E1009	5291,12	5291,12
		29195_E1168	1728,01	1728,01
		29195_E0551	2120,04	2120,04

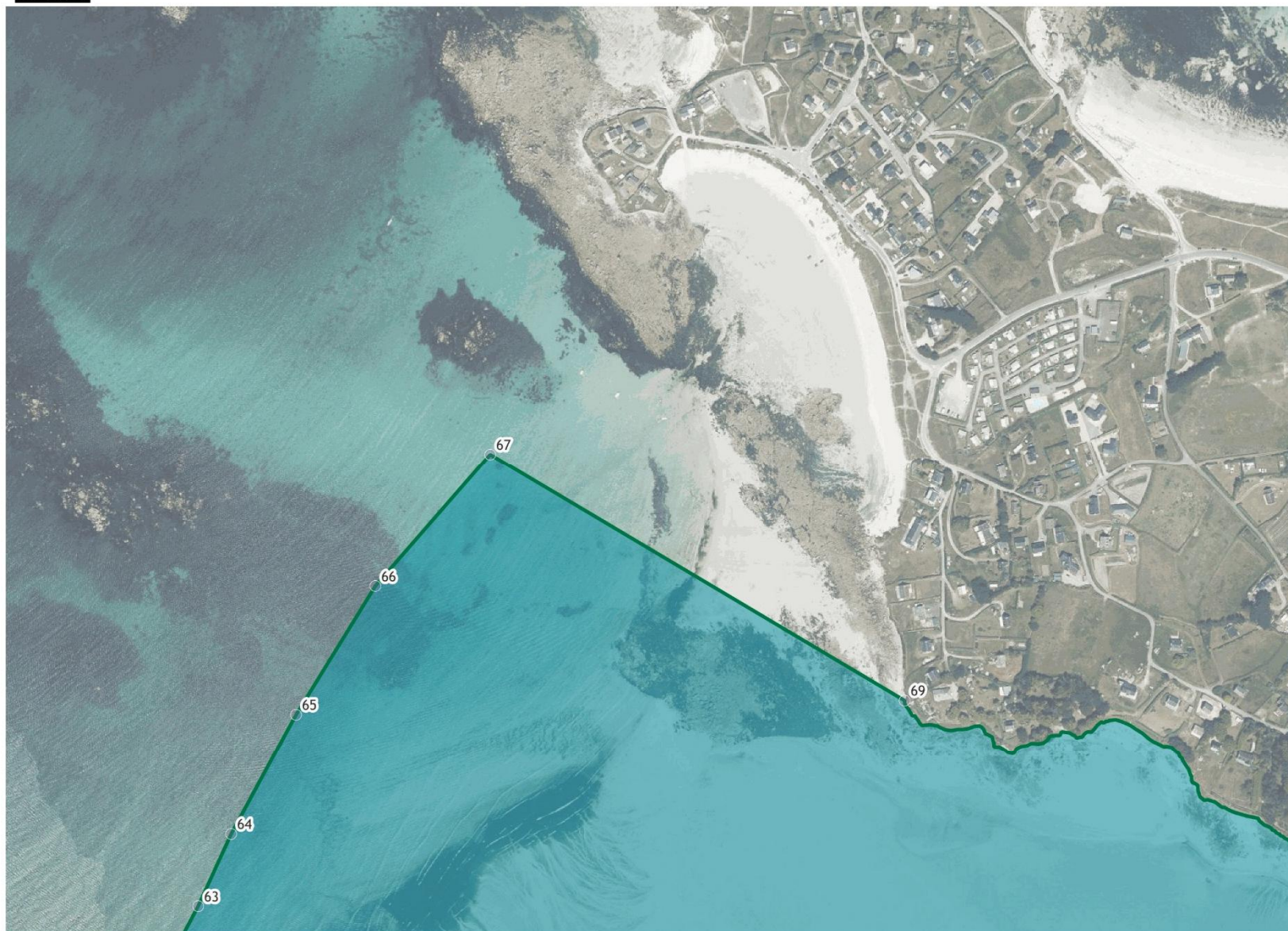
500




Tableau 5 : Liste des parcelles privées proposées au classement

Commune	Code propriétaire	Liste des propriétaires	Parcelle	Surface parcelle	Surface parcelle Proposée au classement
Guissény	A00291		29077_A0163	6791,42	3156,58
			29077_A0164	4509,09	913,47
	G00399		29077_H0515	641,64	641,64
			29077_H0527	3521,53	3521,53
	G00473		29077_A0055	2695,15	2695,15
			29077_A0056	786,27	786,27
	H00083		29077_AD0061	917,05	917,05
			29077_AD0079	1799,36	1799,36
			29077_AD0080	305,75	305,75
	J00051		29077_A0085	1404,51	1404,51
			29077_AI0025	4973,77	4973,77
	J00104		29077_H0505	2670,42	2670,42
			29077_H0506	623,86	623,86
			29077_H0507	979,56	979,56
			29077_H0508	595,69	595,69
	J00118		29077_AO0135	818,48	818,48
			29077_AO0137	1185,49	231,76
	K00138		29077_A0089	2822,57	2822,57
			29077_A0090	2573,94	2573,94
			29077_AI0024	5493,6	410,6
			29077_AI0026	606,37	606,37
	S00176		29077_A0087	1027,92	1027,92
			29077_A00005	2051,8	918,5
			29077_A00006	8167,6	7896,43
			29077_A00007	2042,9	1023,36
			29077_A00008	2041,2	1153,12
			29077_AB0011	1936,7	998 ;36
			29077_AB0103	981,5	752,17
			29077_AB0015	6119,1	5135,67
			29077_AM0034	2990	2990
Kerlouan	R00312		29091_A1047	115095,00	103043,23



Cartes des parcelles proposées au classement










-  Périètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

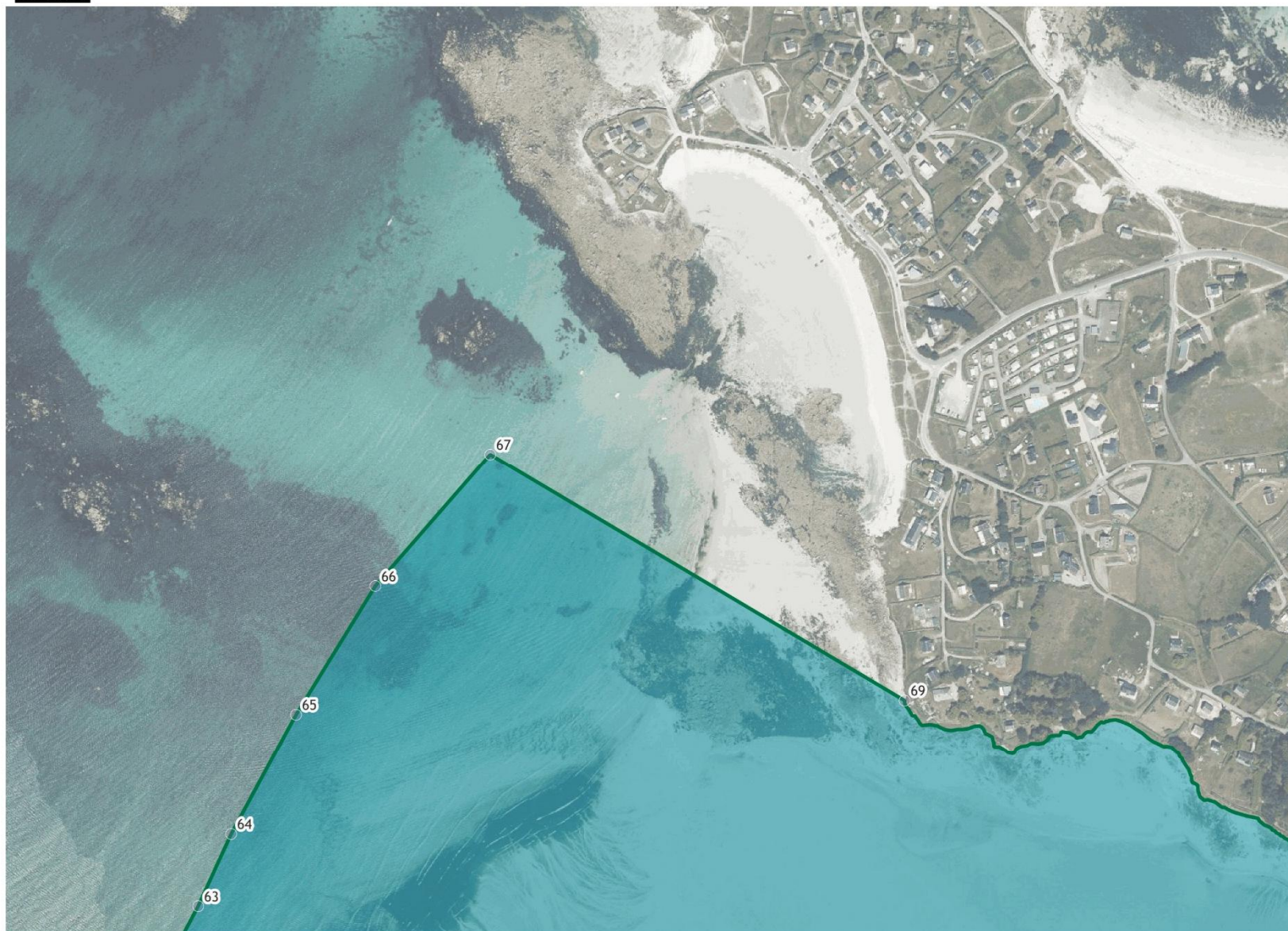
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

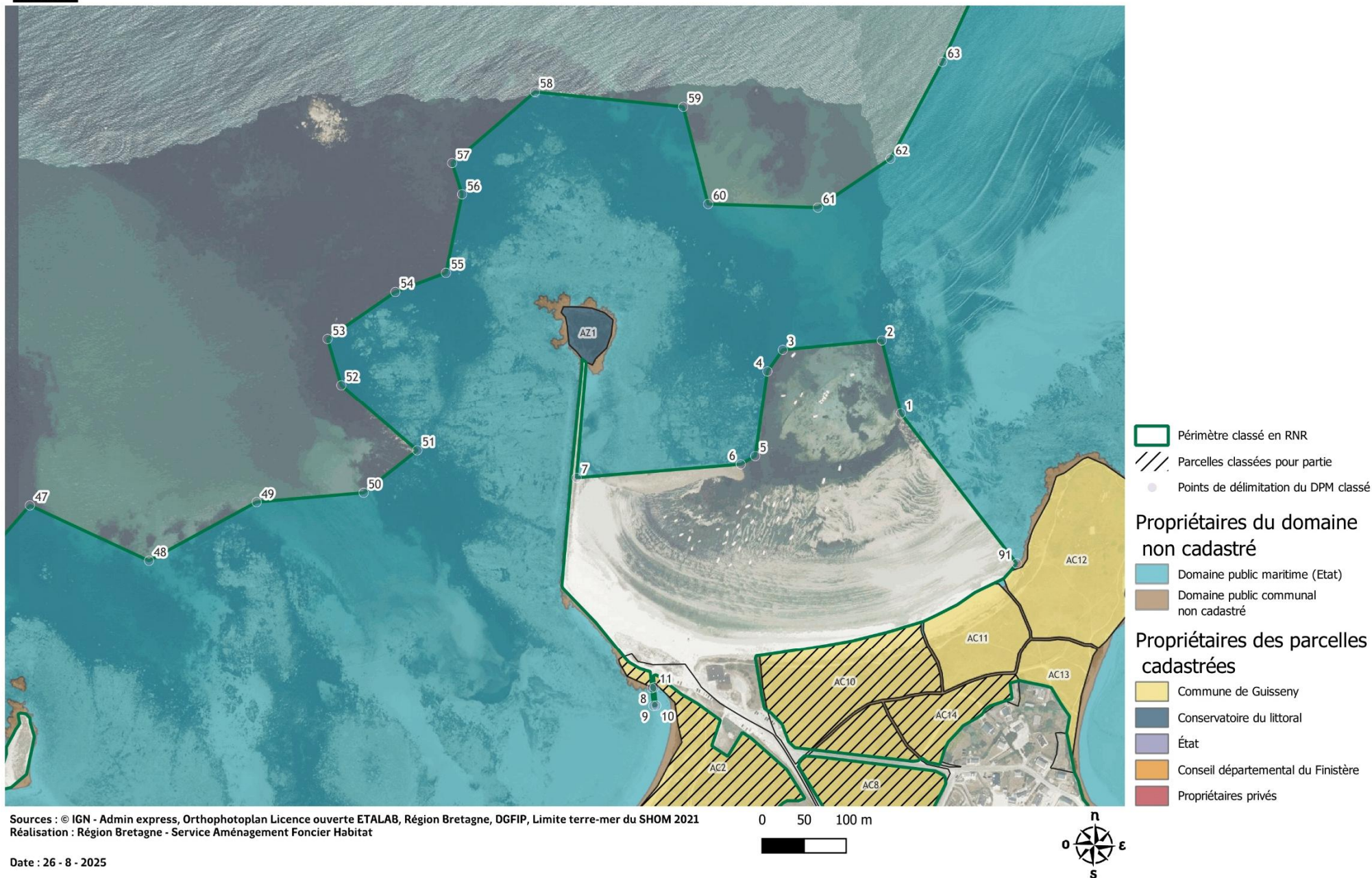
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

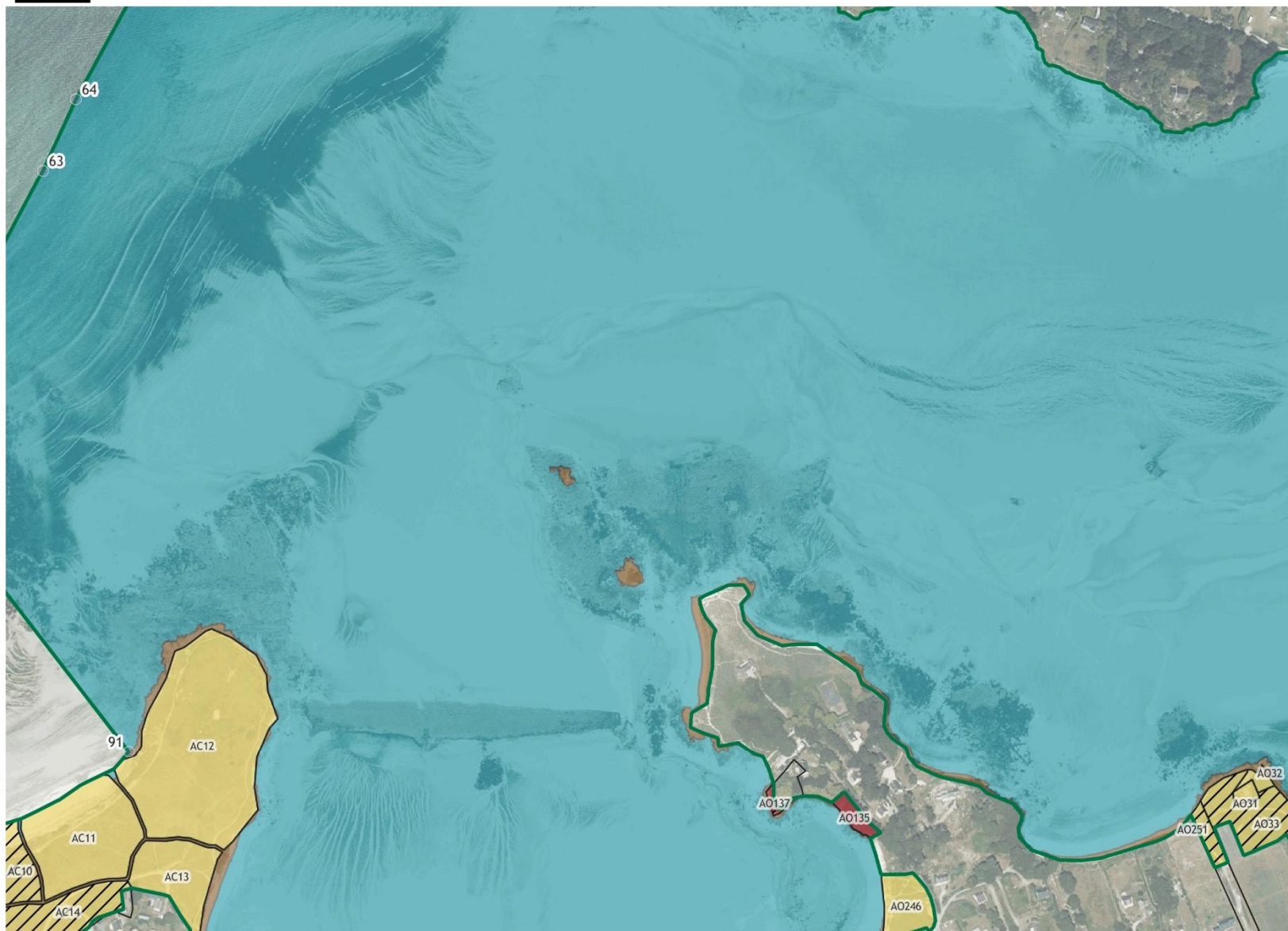
Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat




Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m














-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- État
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- État
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

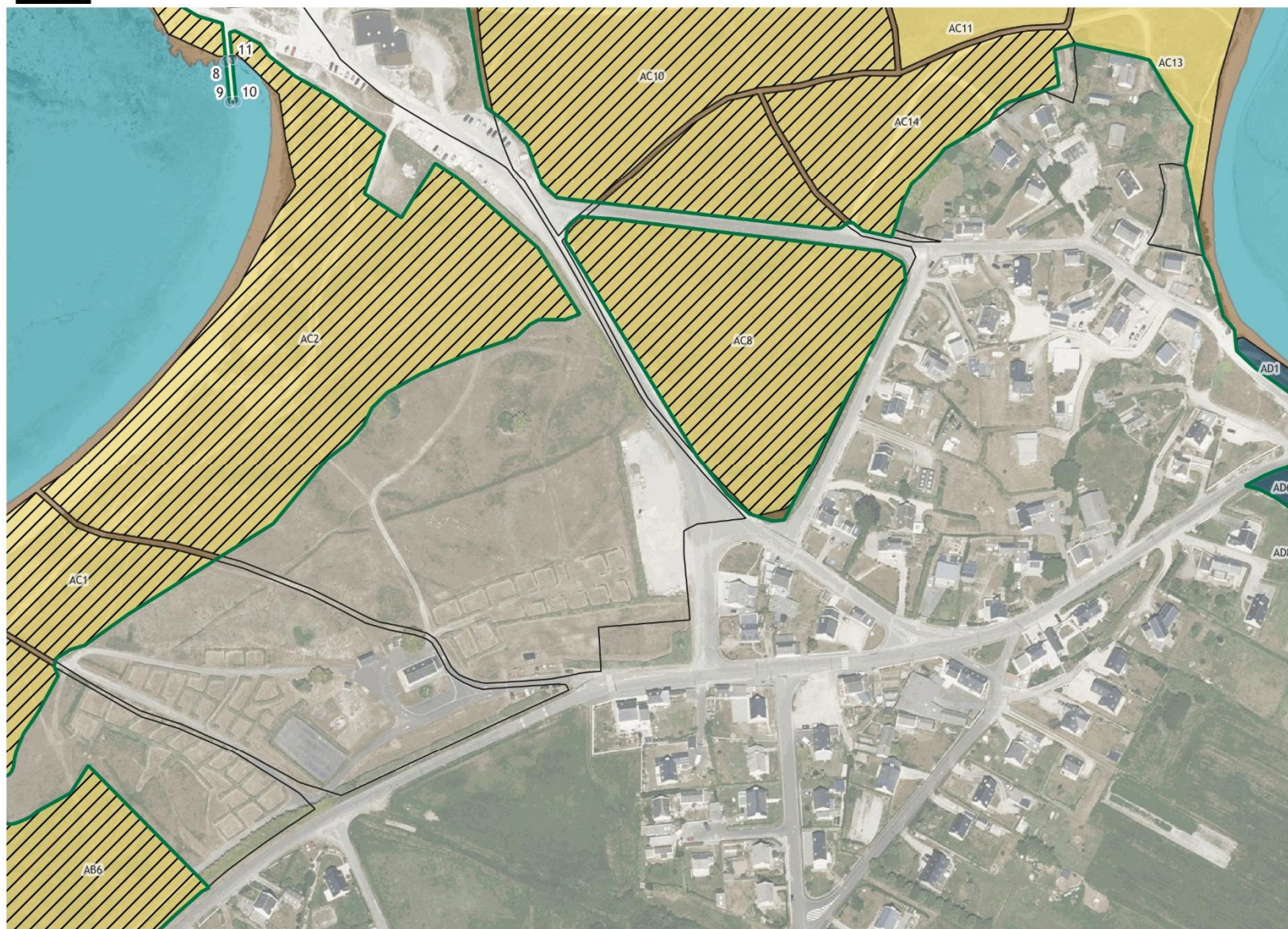
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

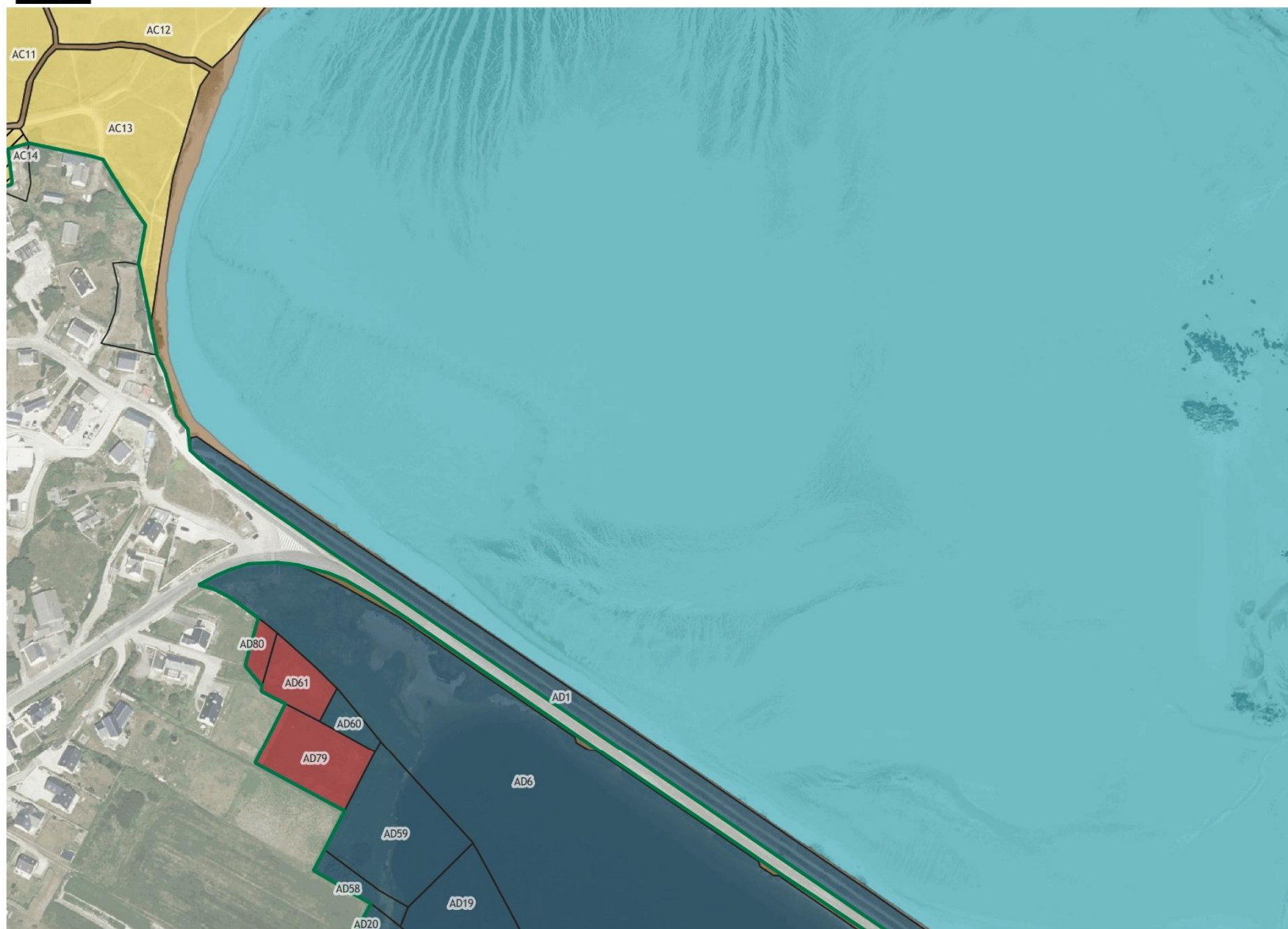
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- Etat
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

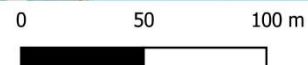
-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

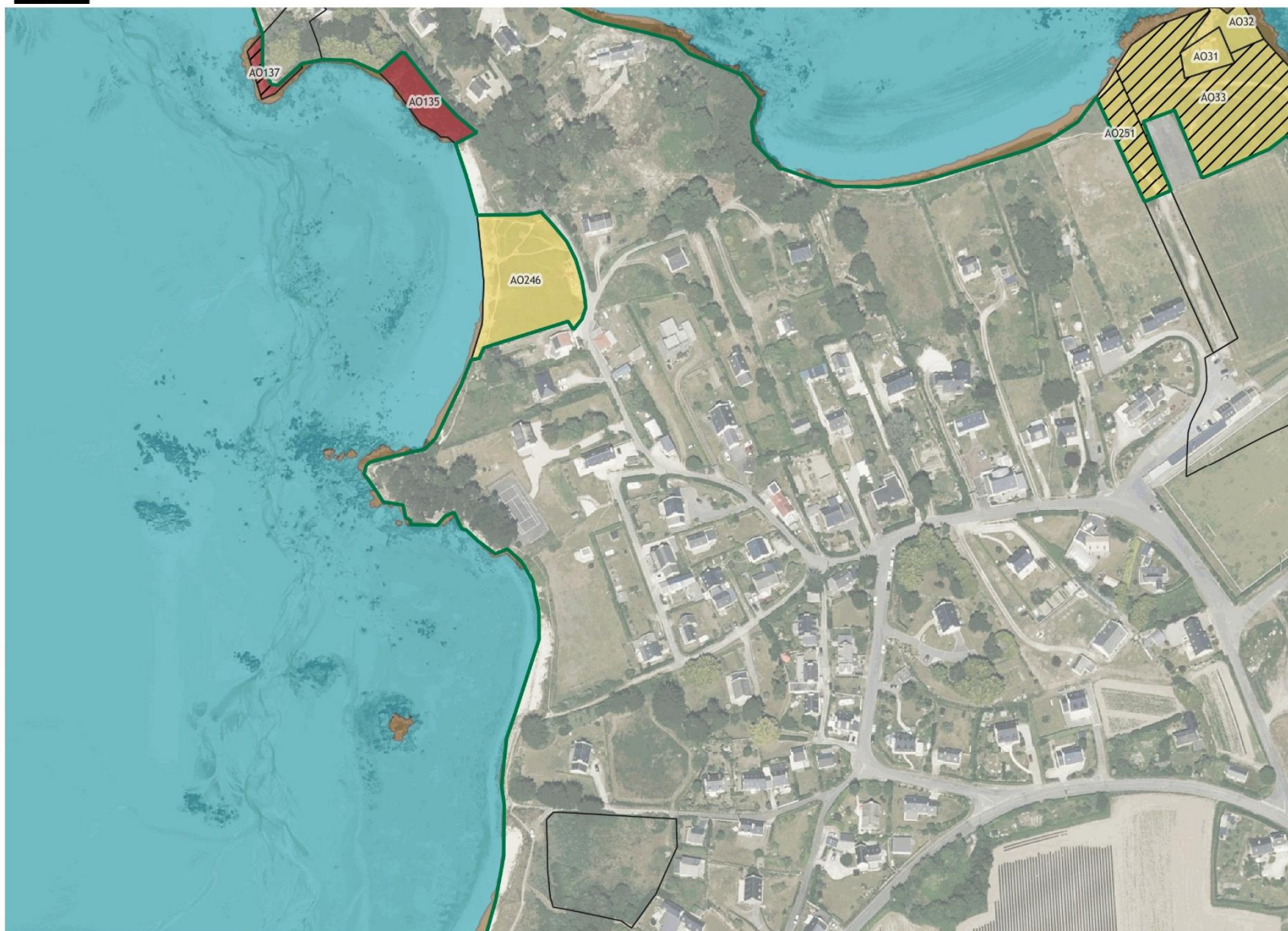
Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

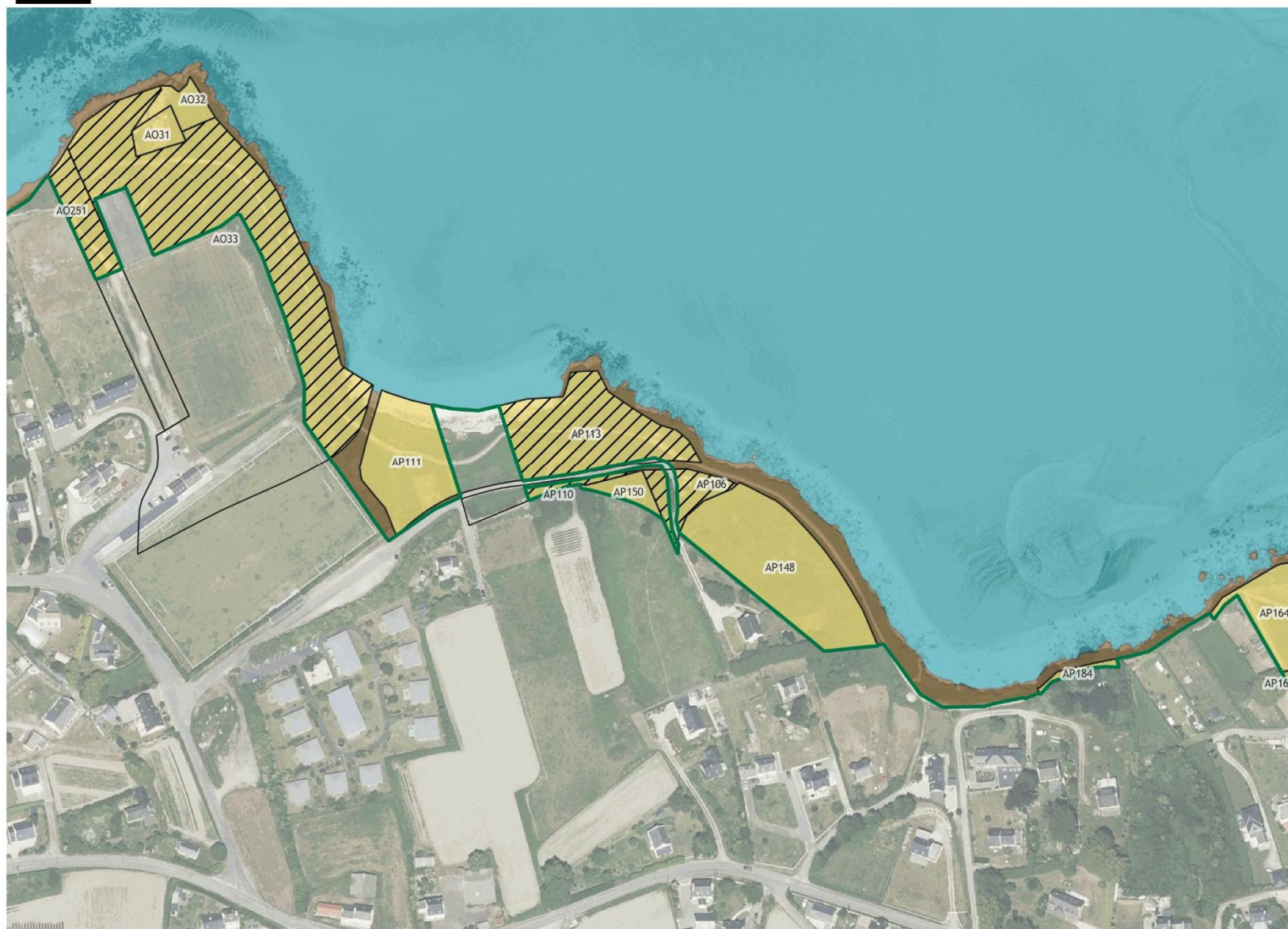
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- Etat
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

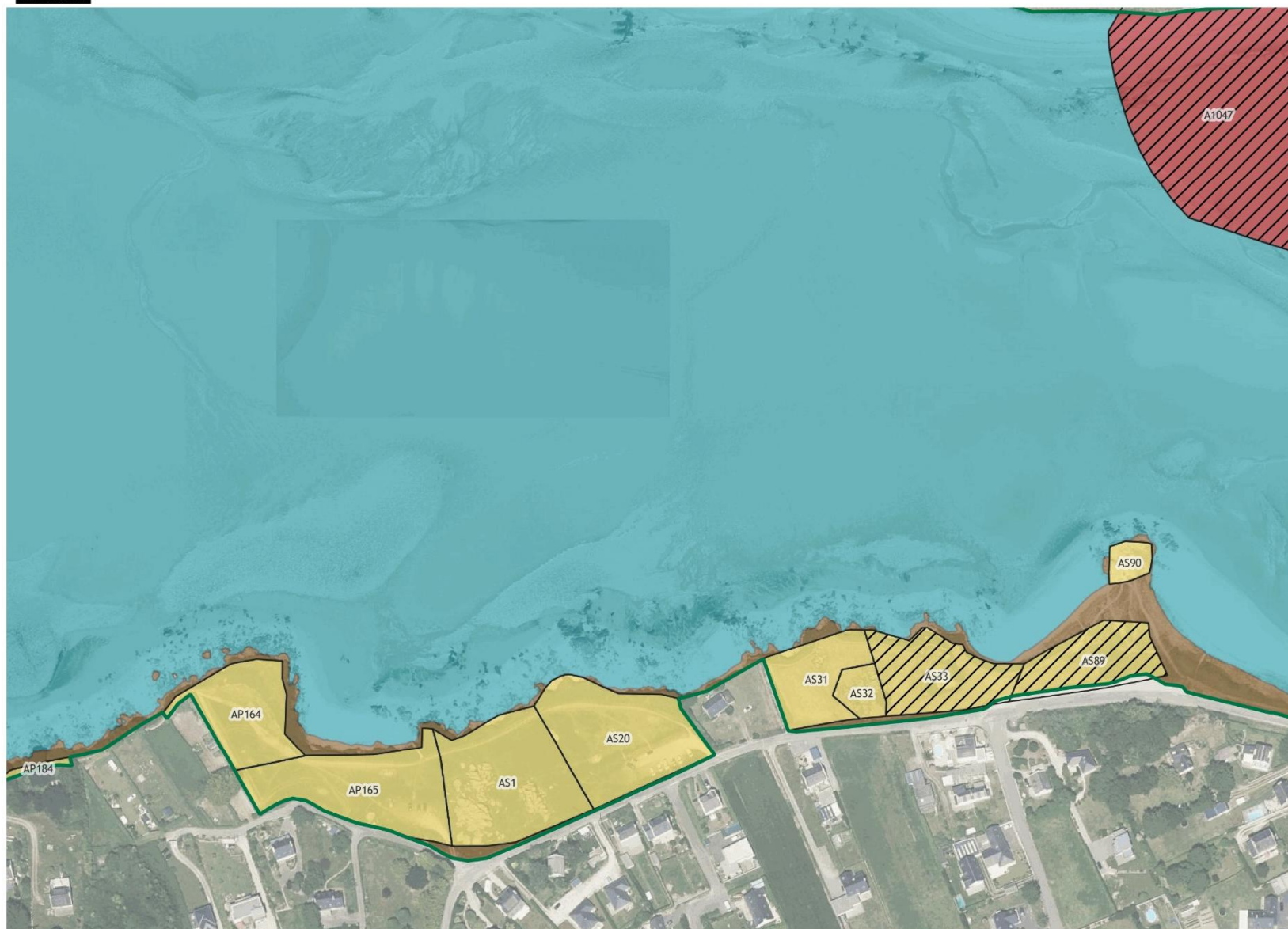
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFiP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

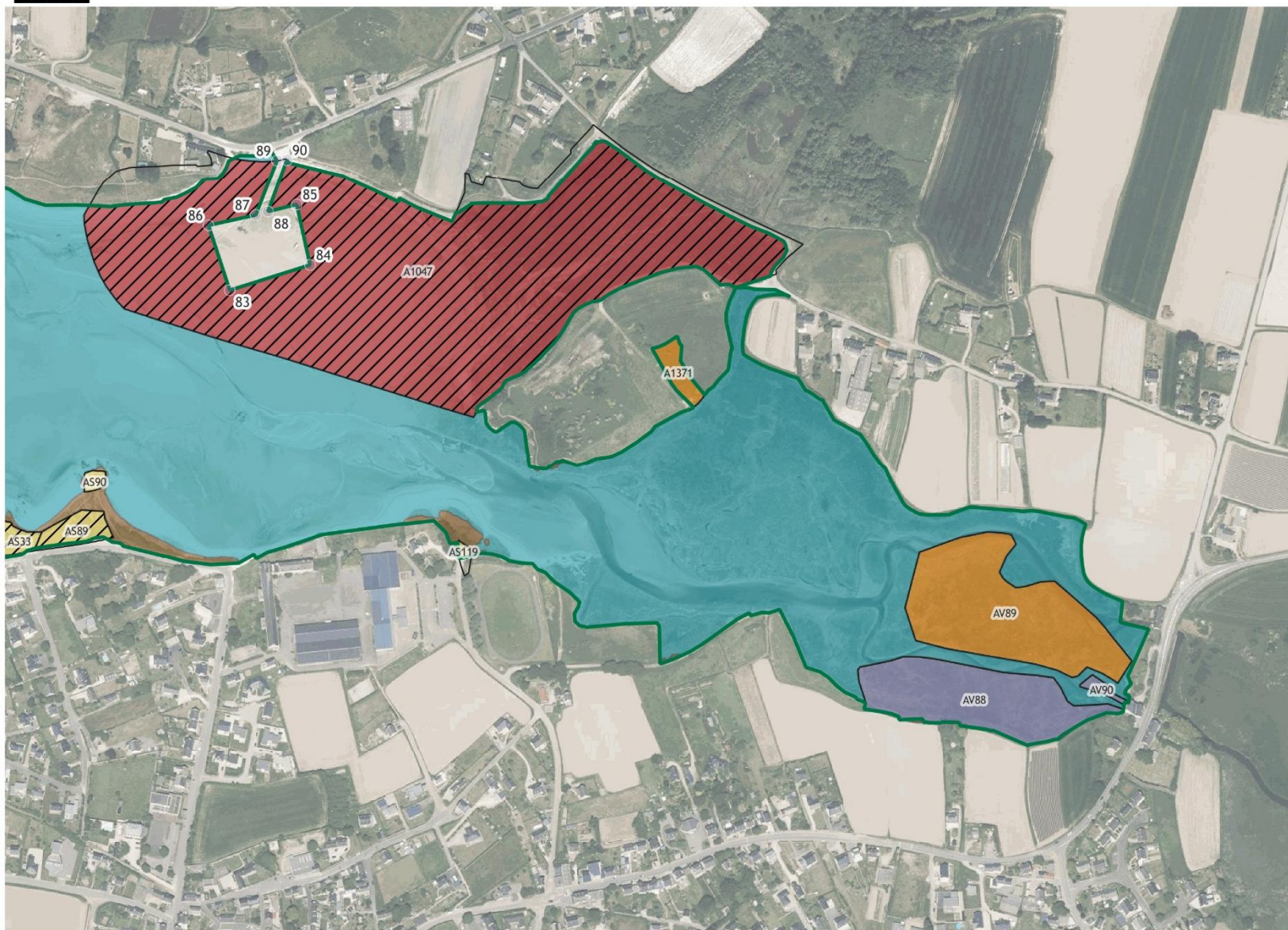
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- État
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

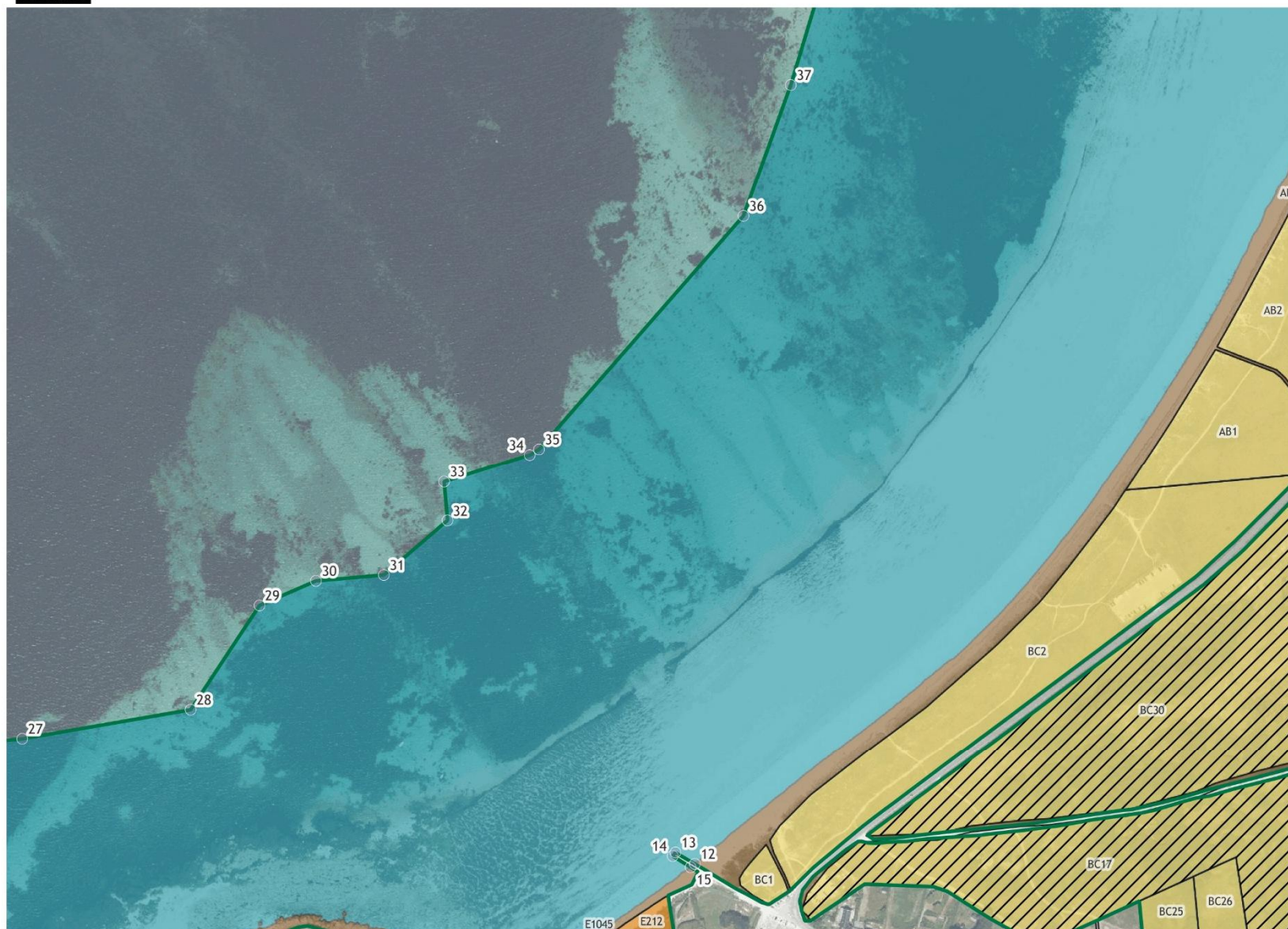
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- Etat
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFiP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

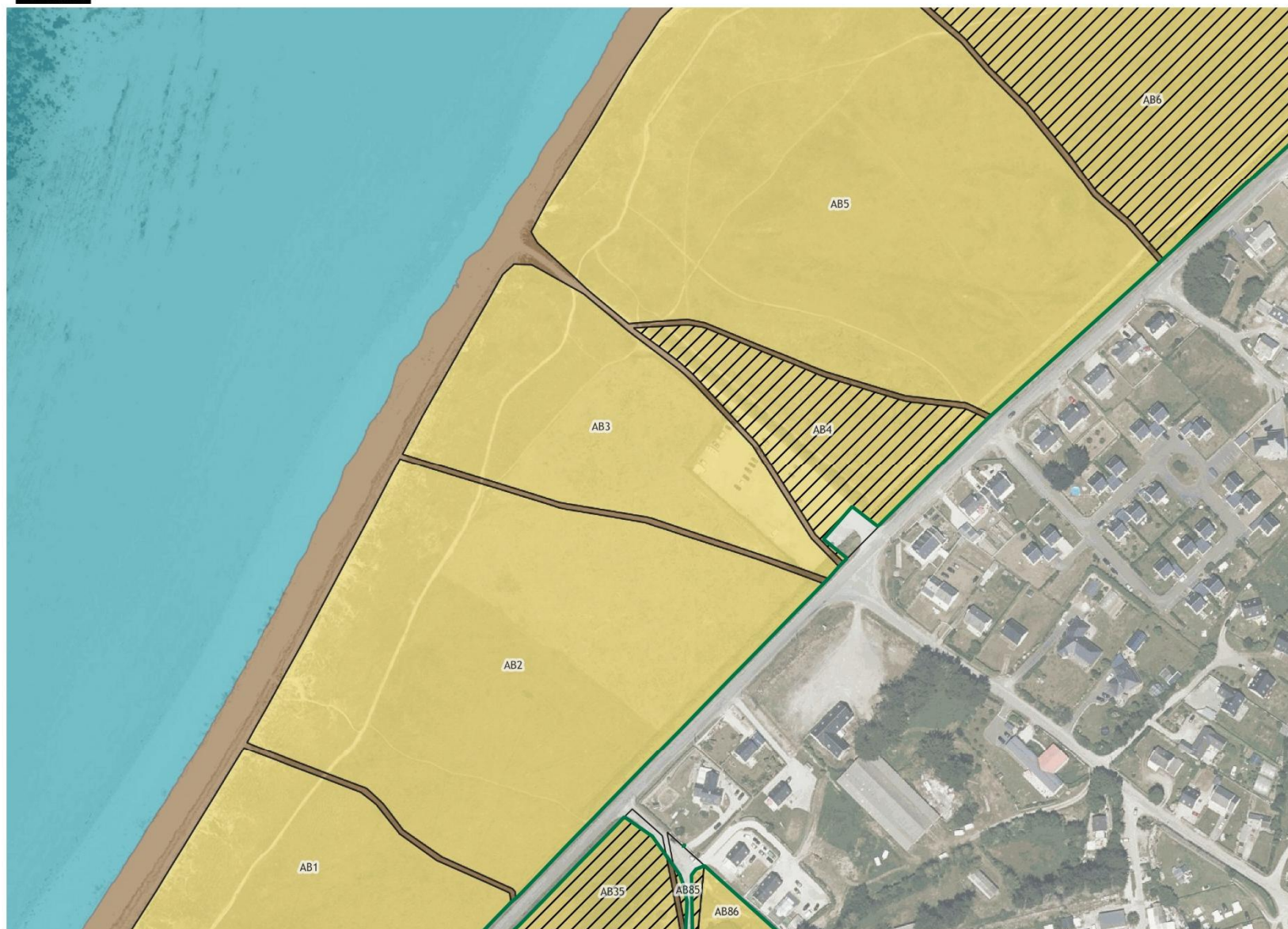
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

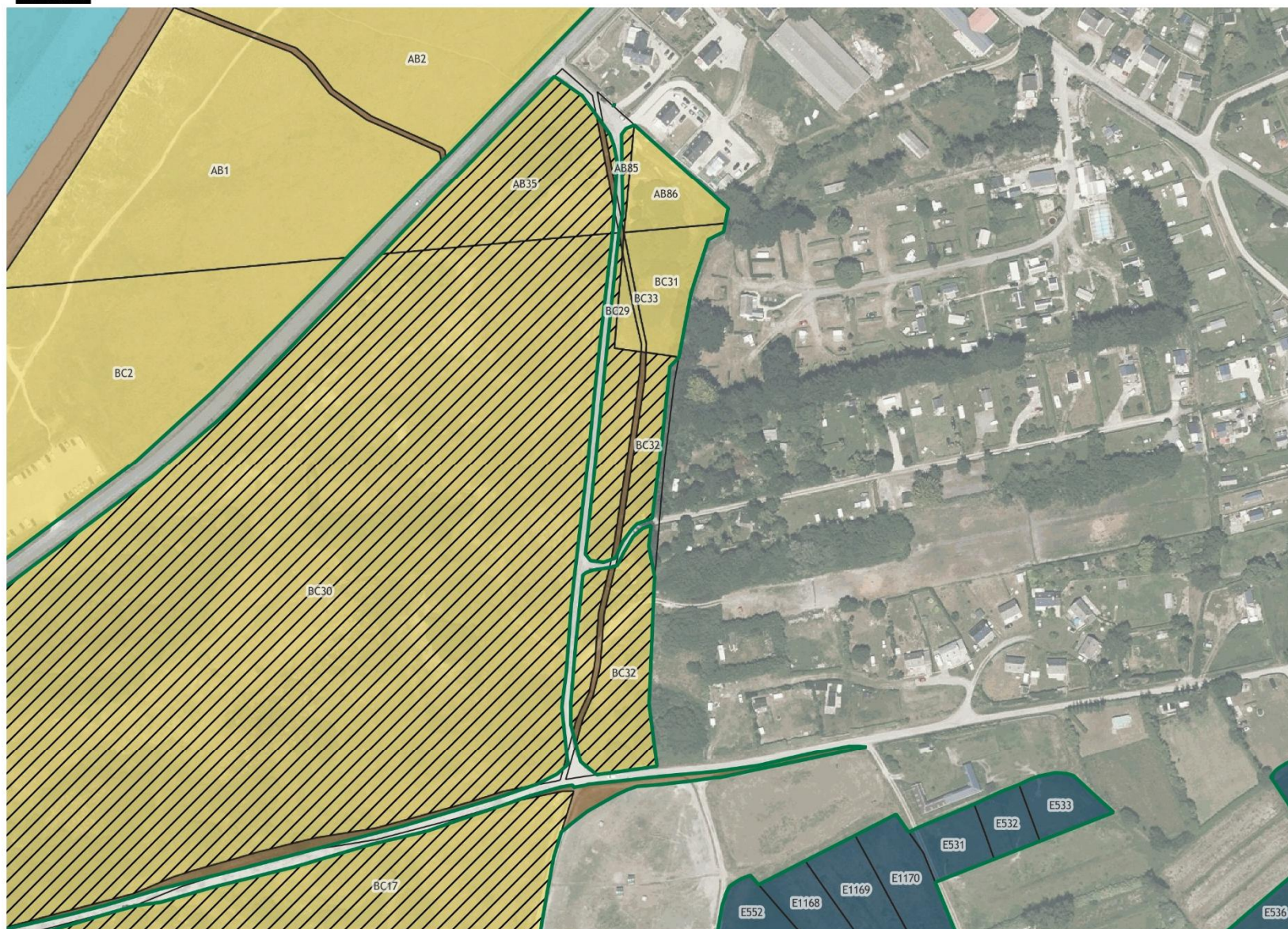
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- État
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

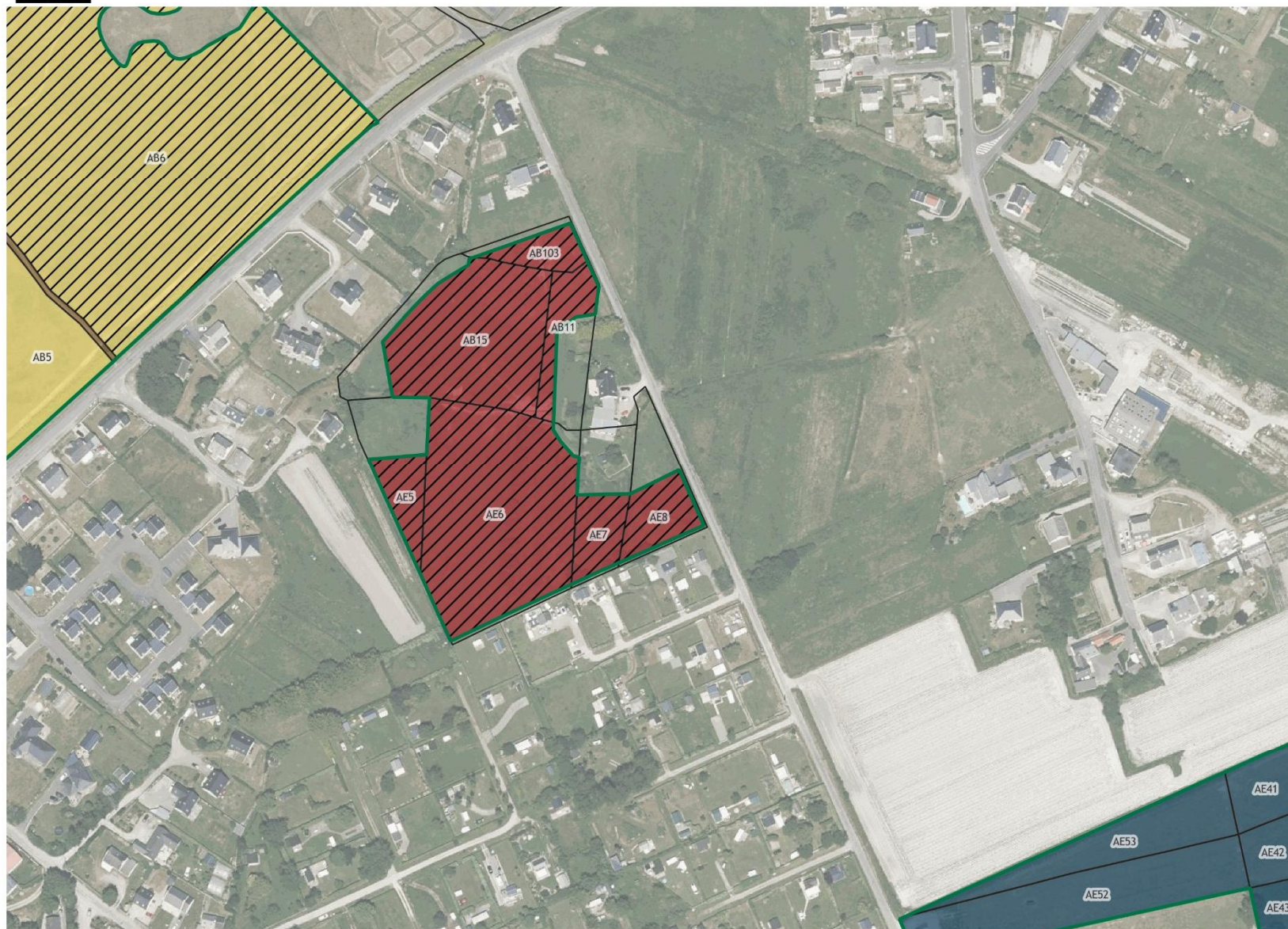
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFiP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées




-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat



Date : 26 - 8 - 2025










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

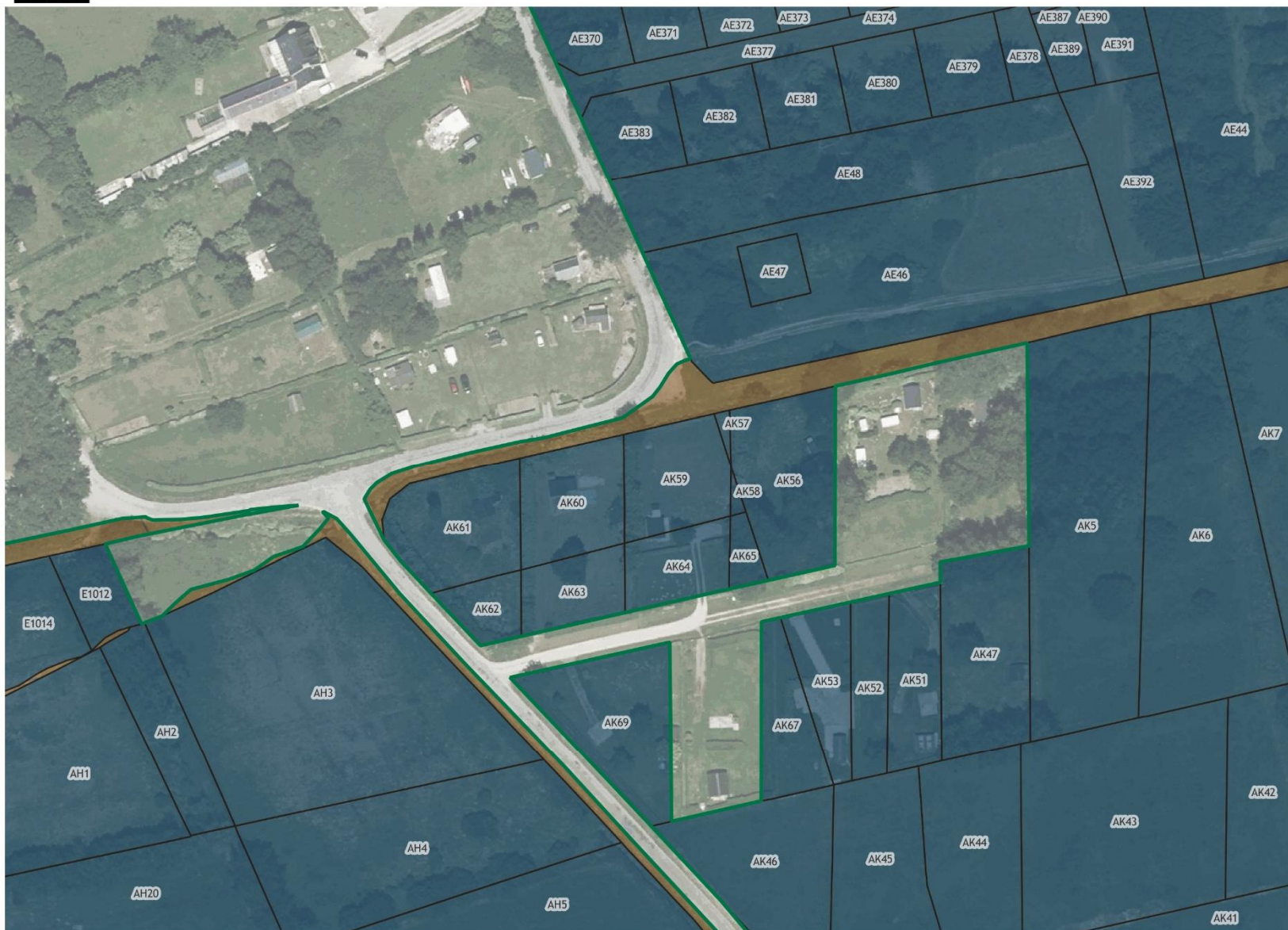
Propriétaires des parcelles cadastrées




-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat



Date : 26 - 8 - 2025








-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

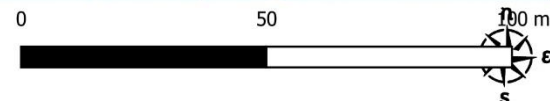
-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

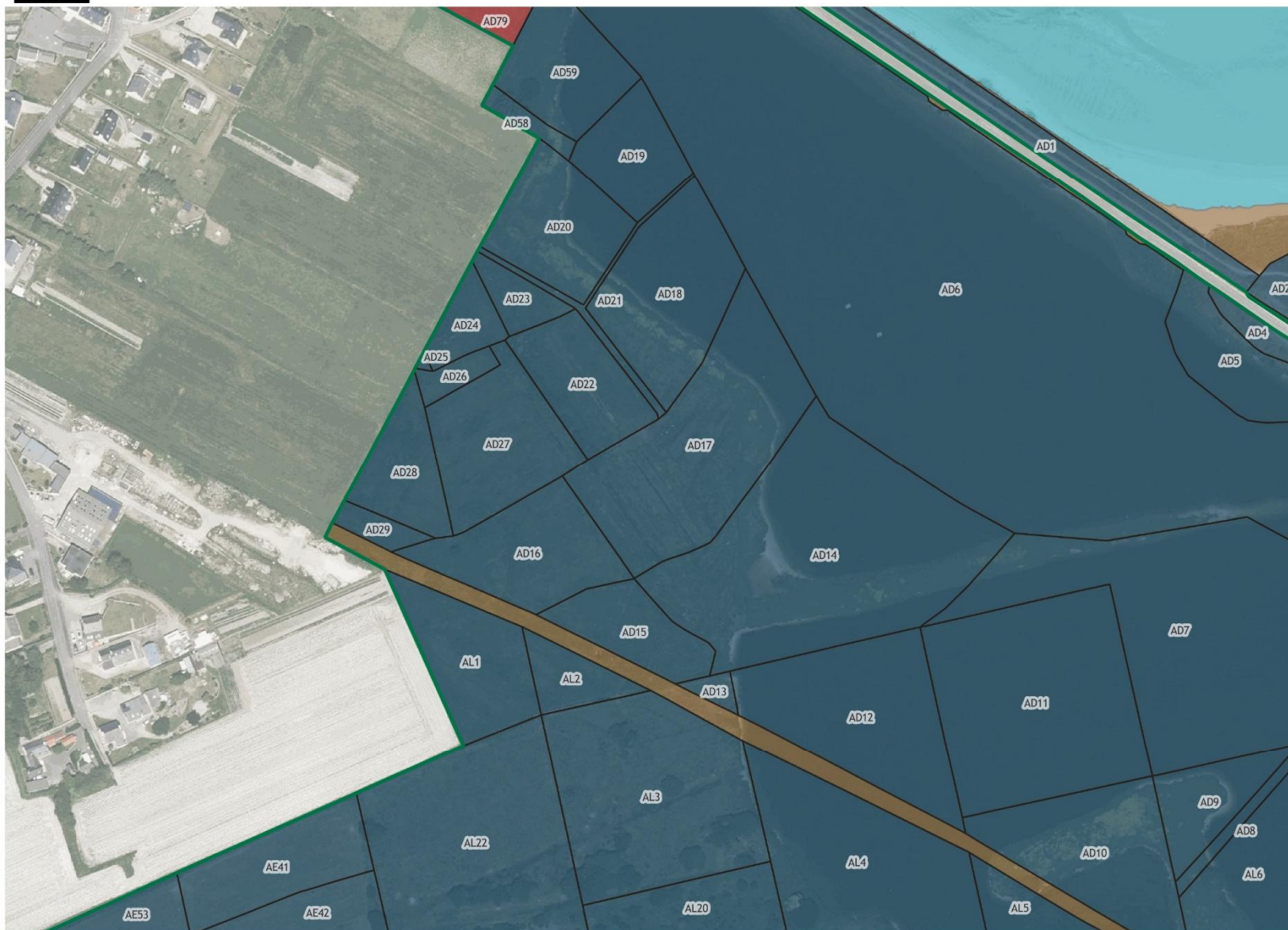
Propriétaires des parcelles cadastrées




-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat



Date : 26 - 8 - 2025










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

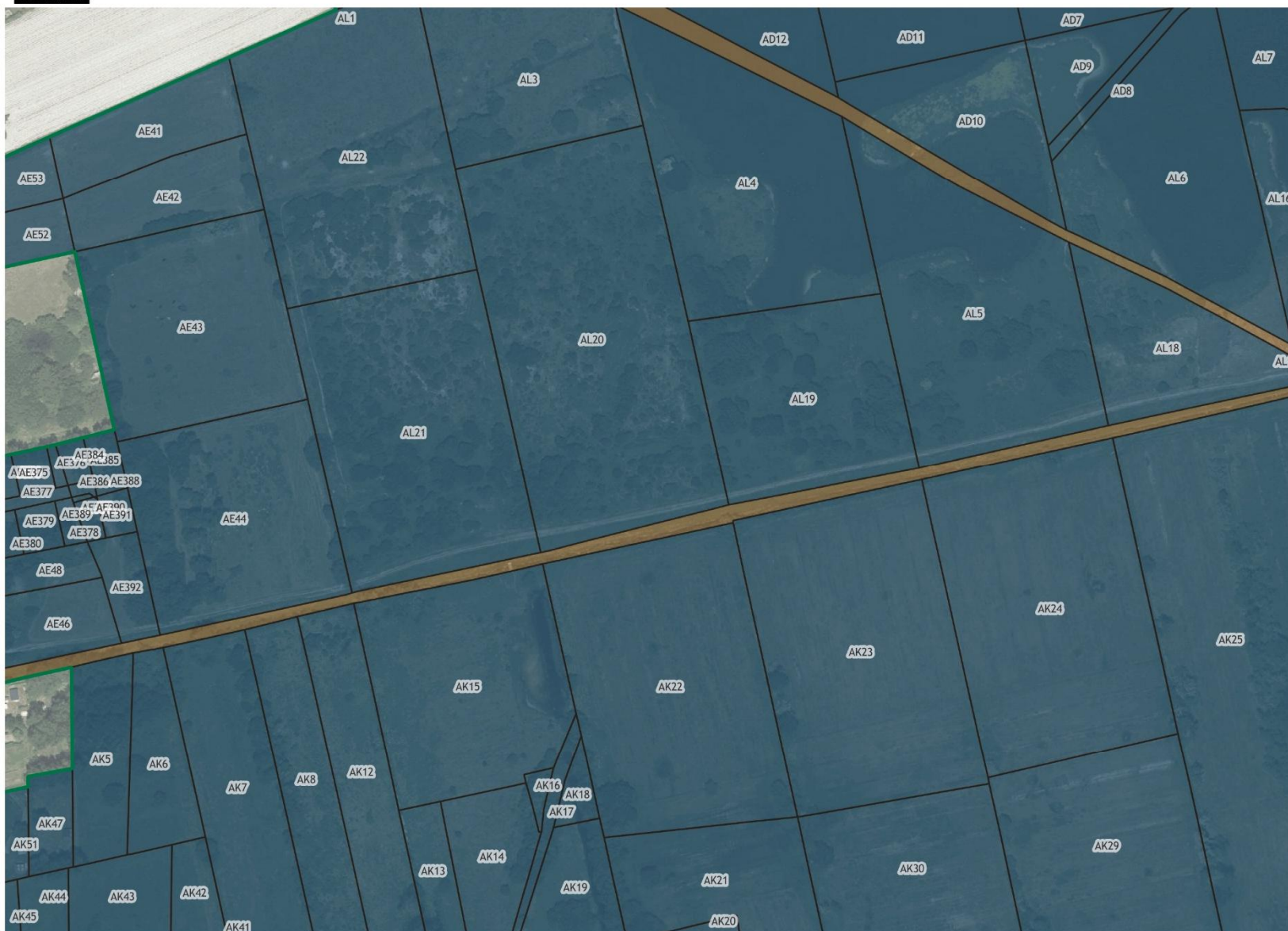
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

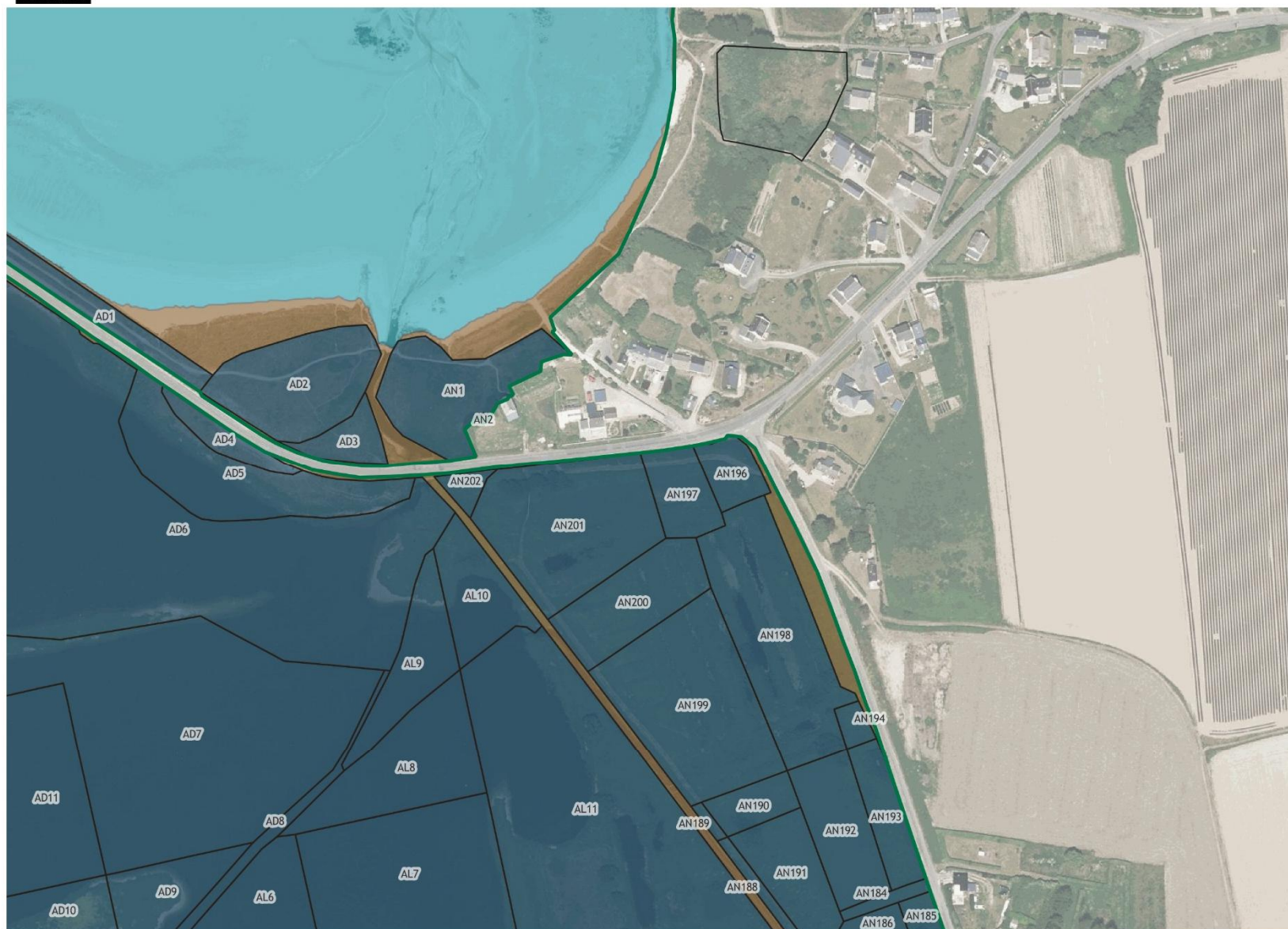
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- État
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

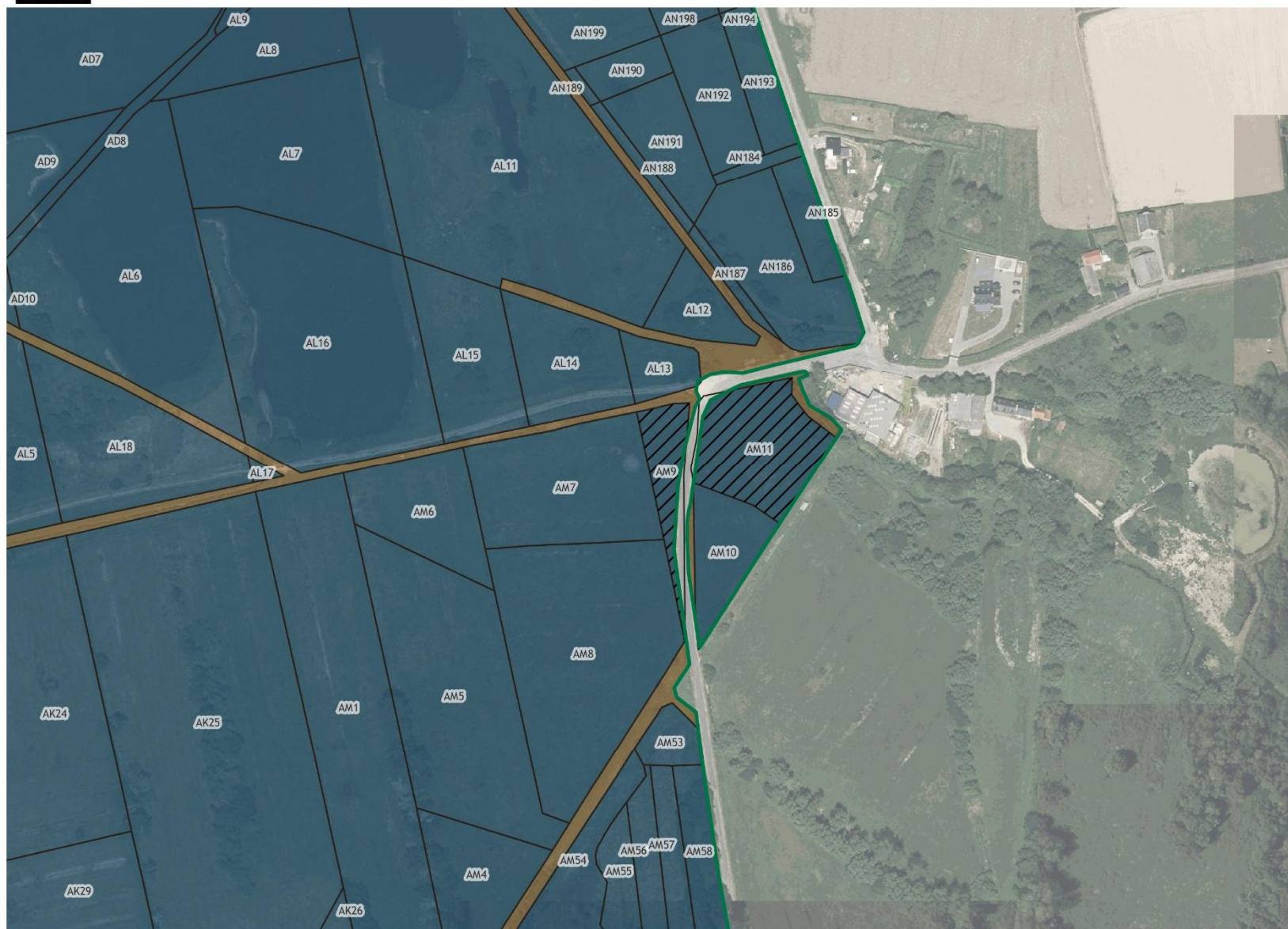
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- Etat
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

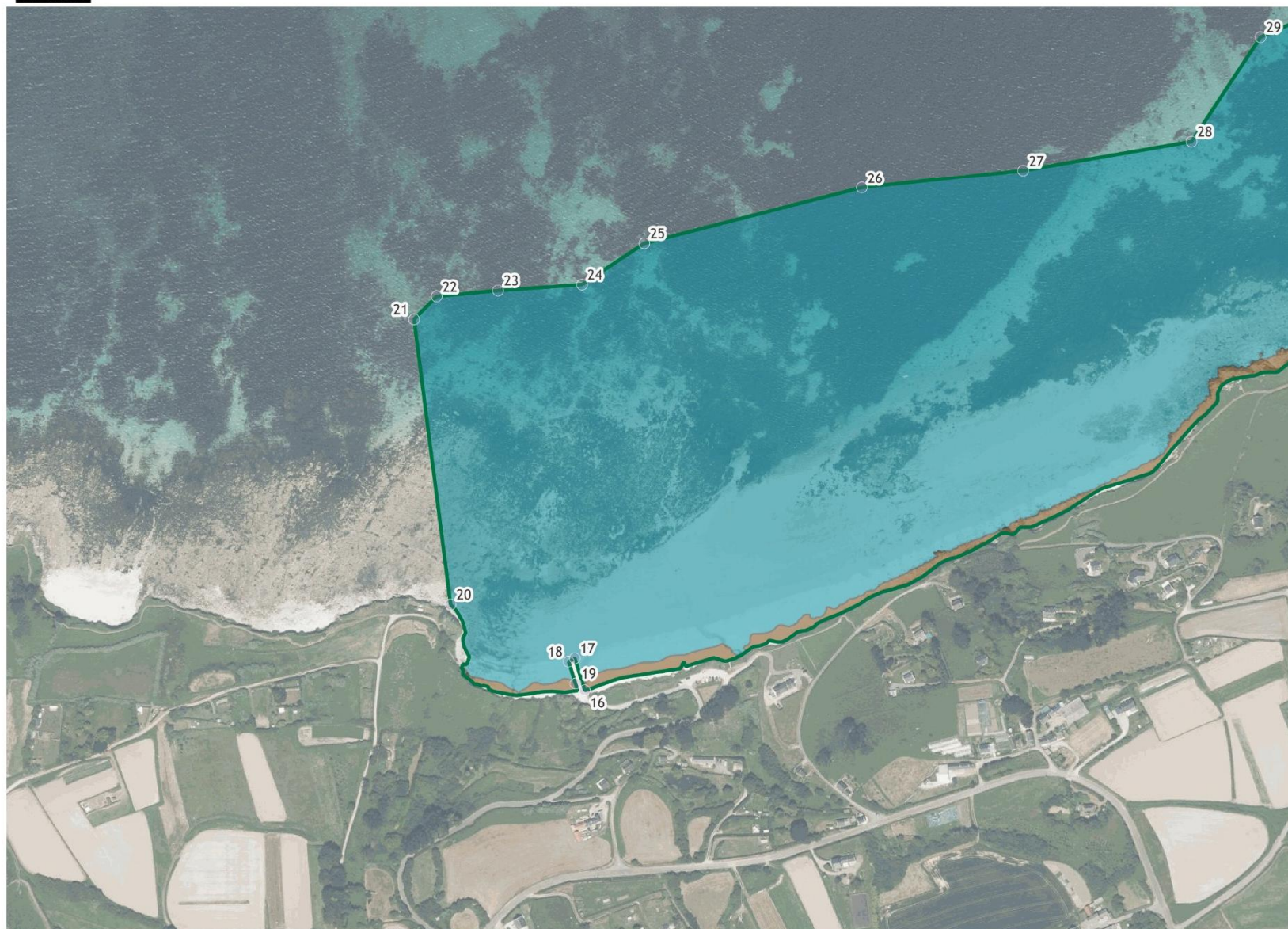
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

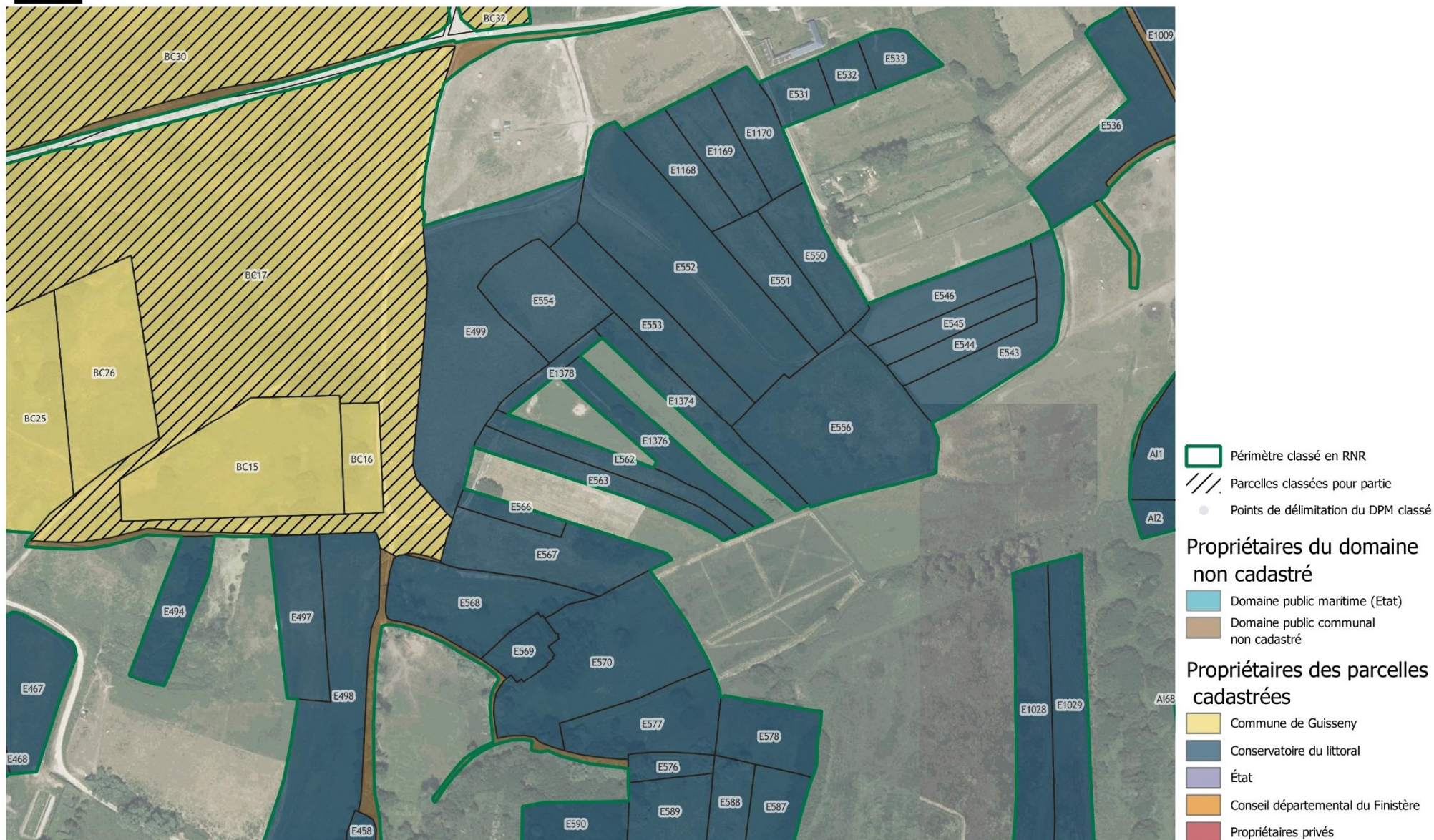
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m



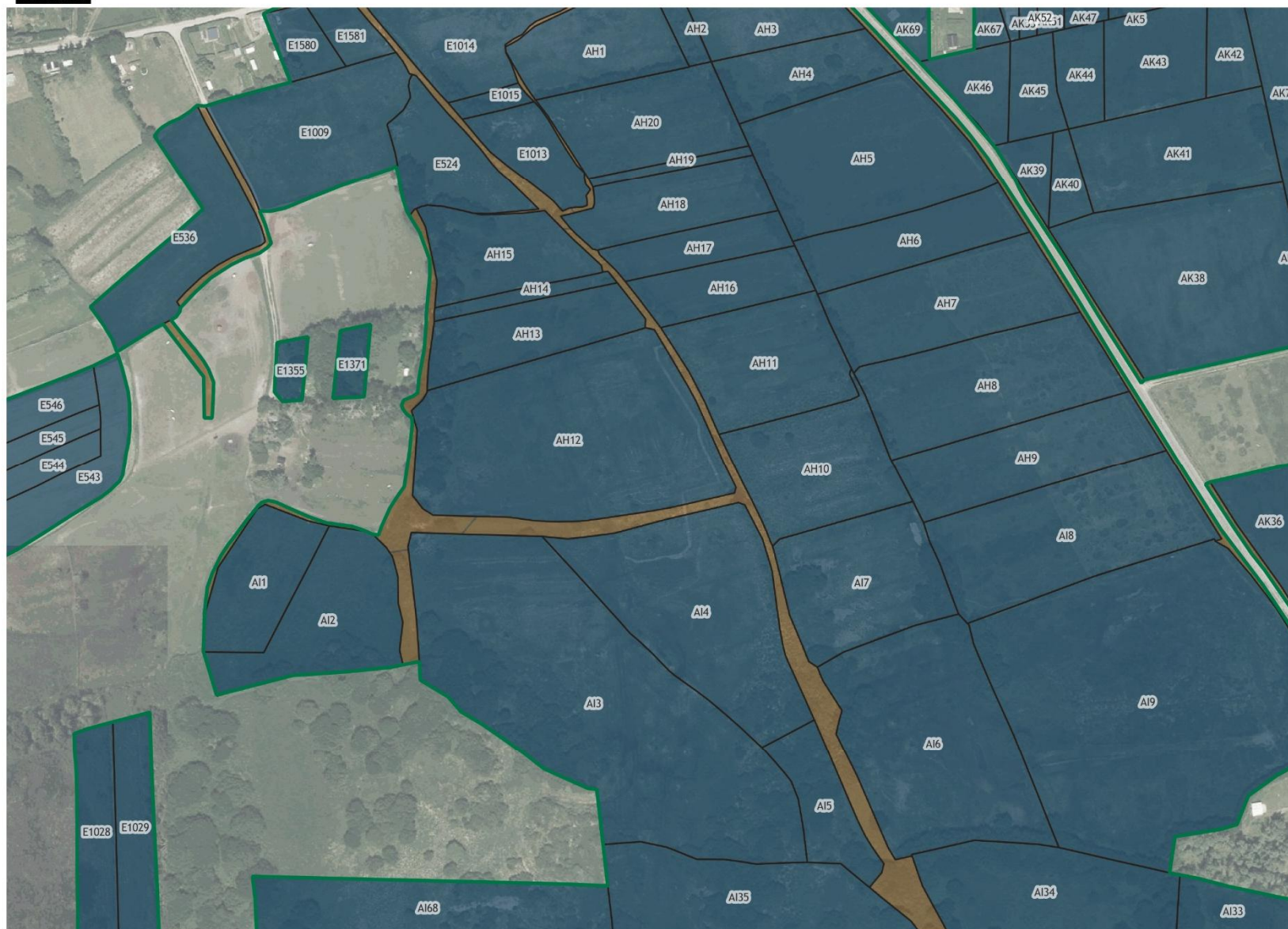


Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périimètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

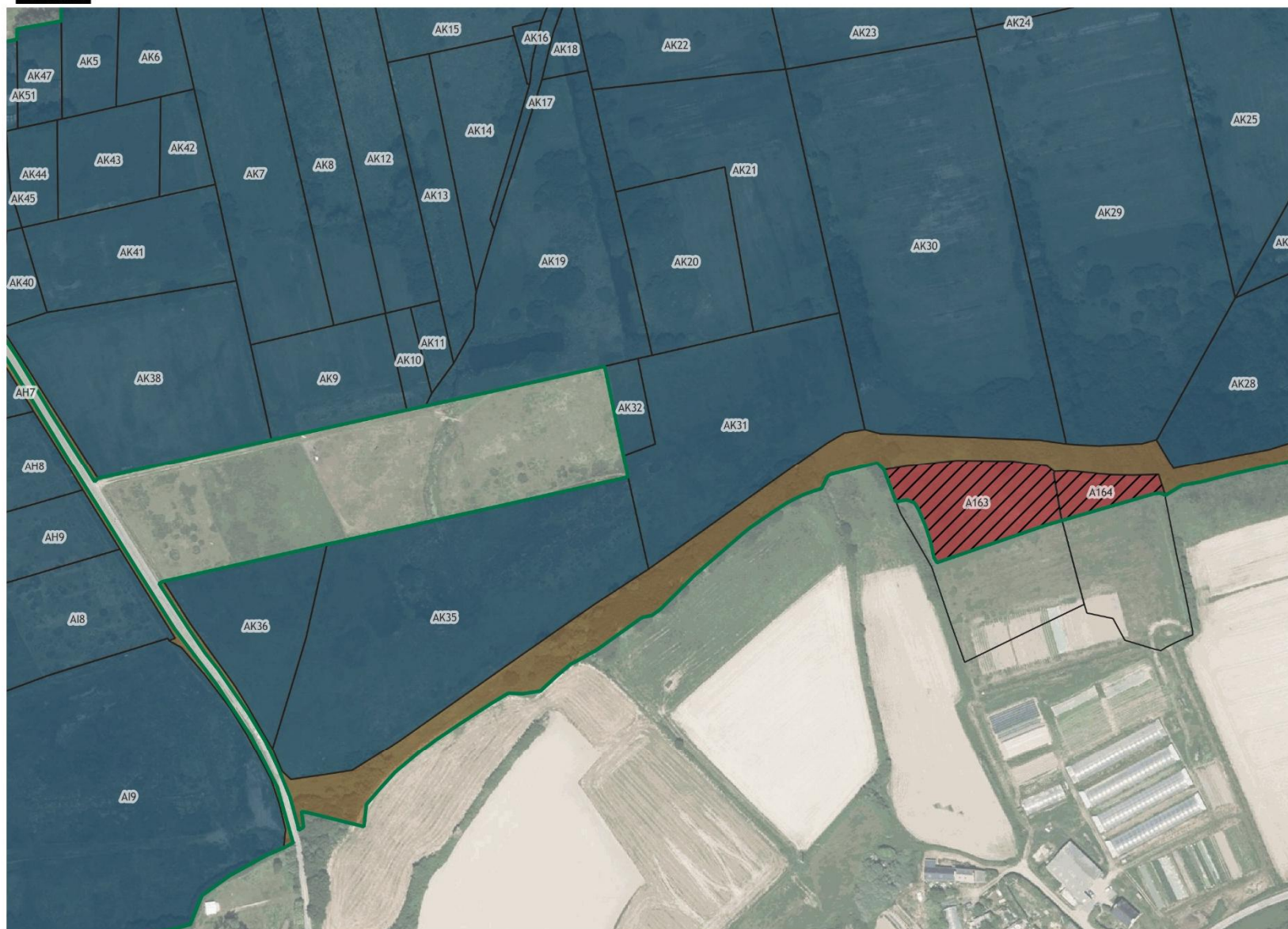
- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- État
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

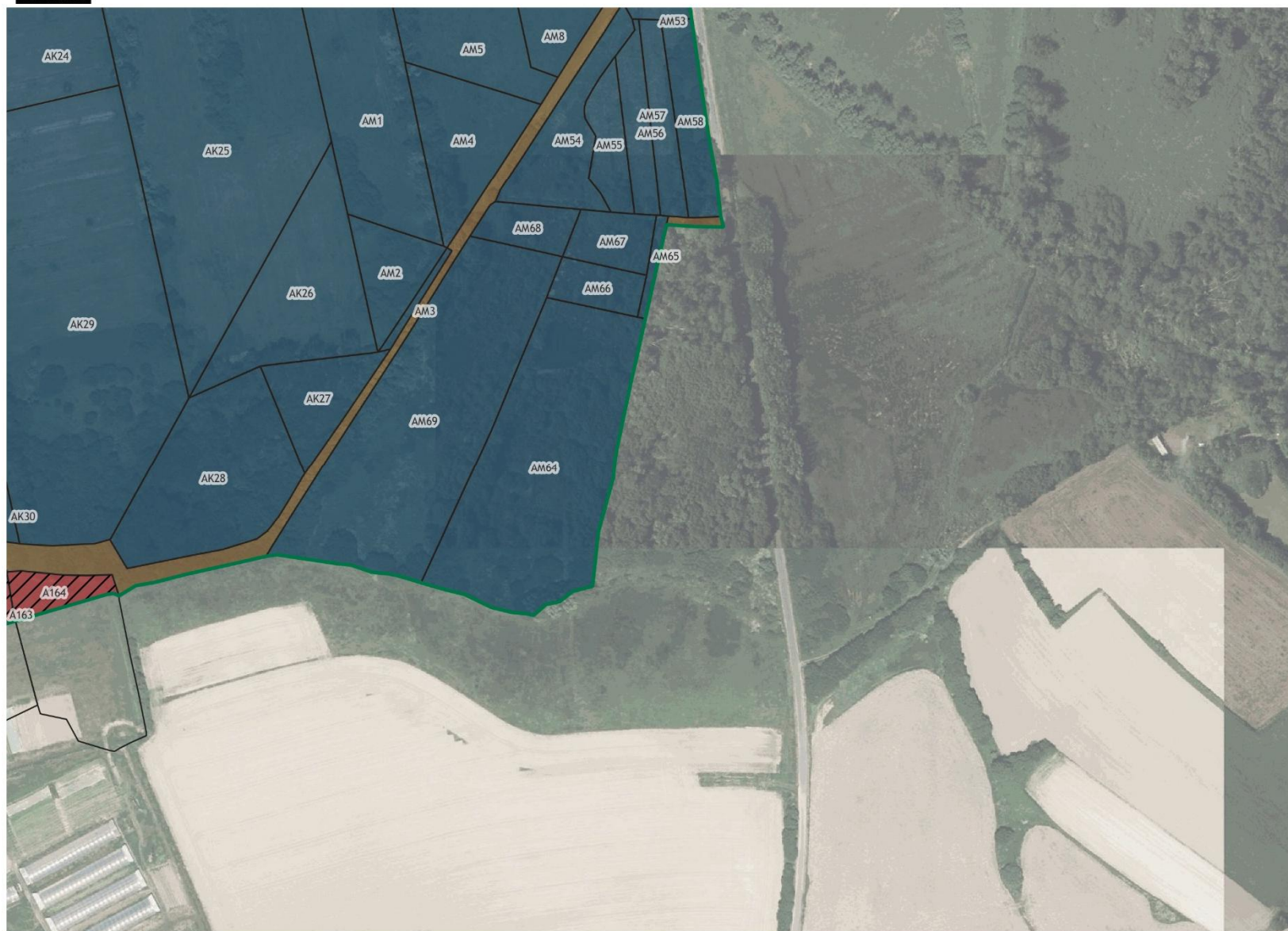
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





- Périmètre classé en RNR
- Parcelles classées pour partie
- Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

- Domaine public maritime (Etat)
- Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

- Commune de Guisseny
- Conservatoire du littoral
- Etat
- Conseil départemental du Finistère
- Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

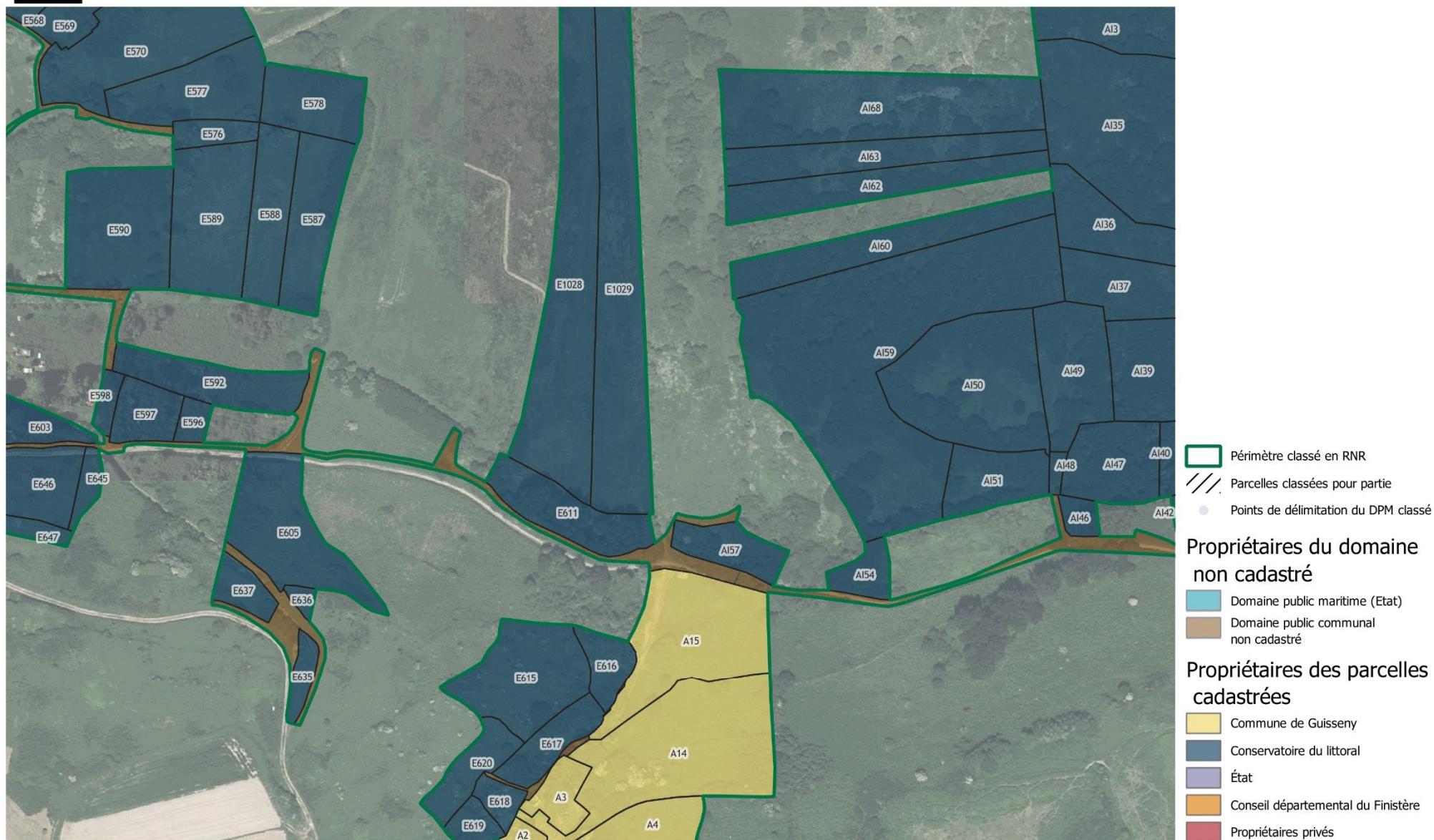
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  État
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m



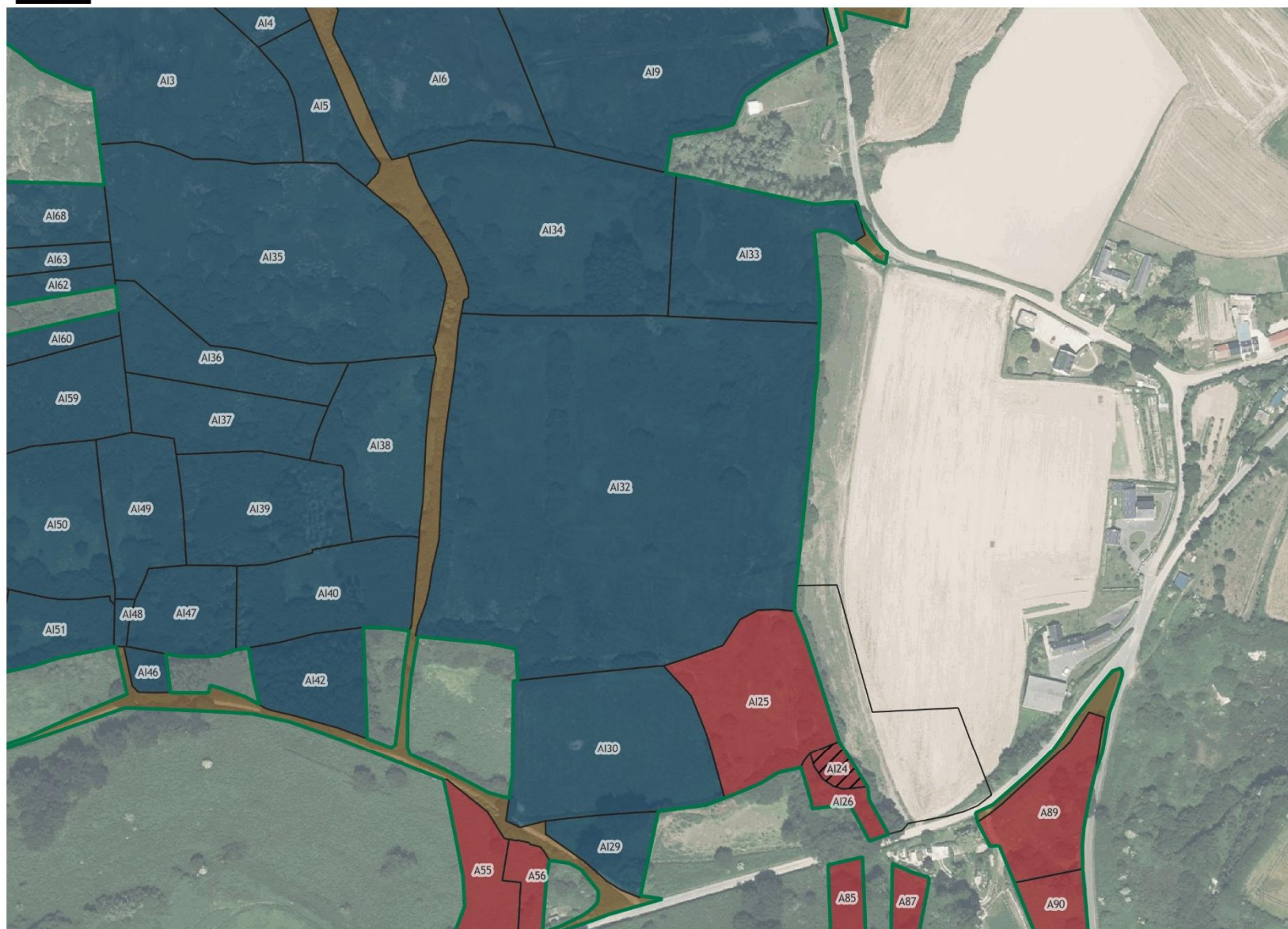





Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

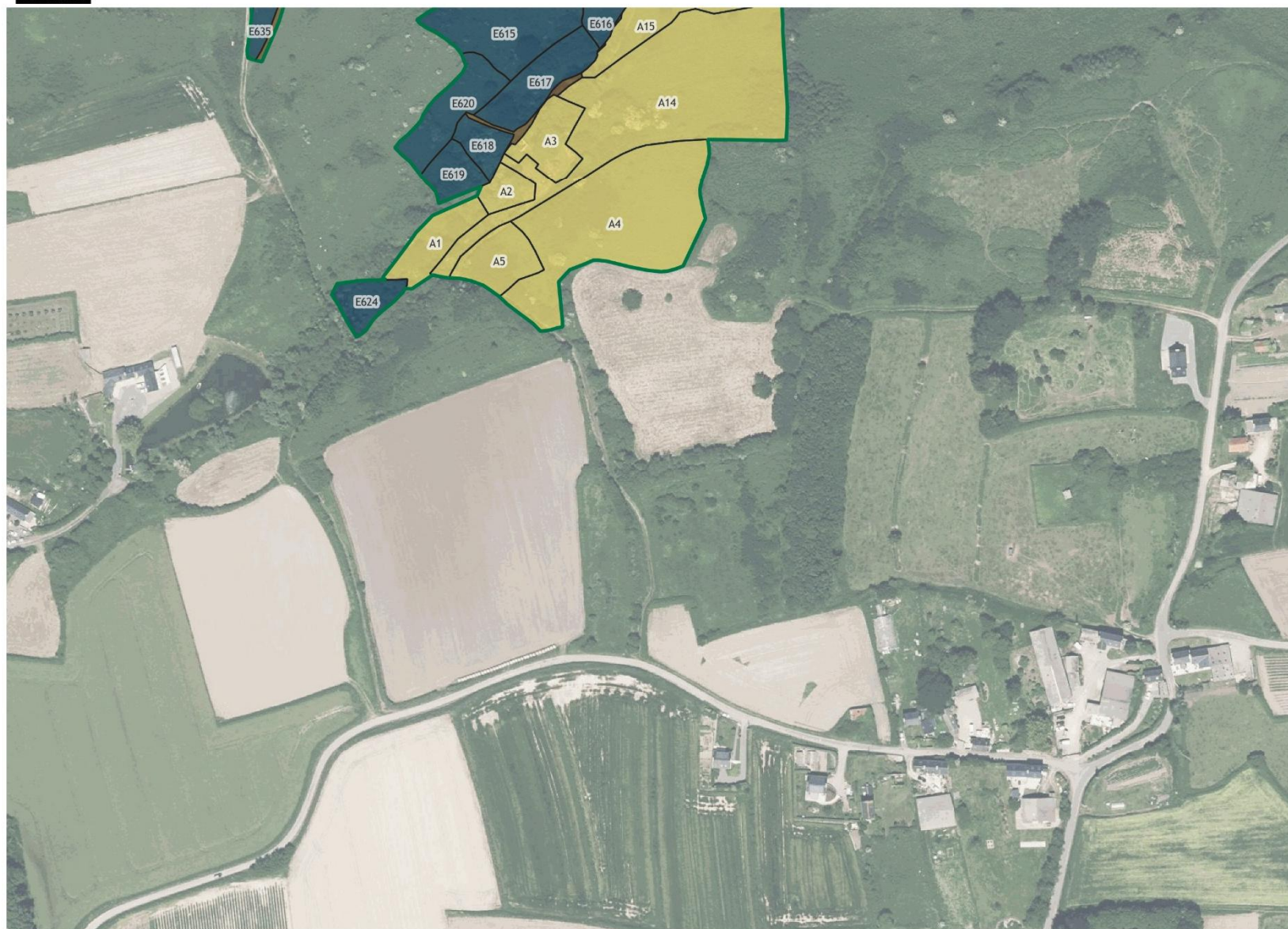
-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m





-  Périmètre classé en RNR
 -  Parcelles classées pour partie
 -  Points de délimitation du DPM classé
- Propriétaires du domaine non cadastré**
-  Domaine public maritime (Etat)
 -  Domaine public communal non cadastré
- Propriétaires des parcelles cadastrées**
-  Commune de Guisseny
 -  Conservatoire du littoral
 -  État
 -  Conseil départemental du Finistère
 -  Propriétaires privés




Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025



0 50 100 m










-  Périmètre classé en RNR
-  Parcelles classées pour partie
-  Points de délimitation du DPM classé

Propriétaires du domaine non cadastré

-  Domaine public maritime (Etat)
-  Domaine public communal non cadastré

Propriétaires des parcelles cadastrées

-  Commune de Guisseny
-  Conservatoire du littoral
-  Etat
-  Conseil départemental du Finistère
-  Propriétaires privés

Sources : © IGN - Admin express, Orthophotoplan Licence ouverte ETALAB, Région Bretagne, DGFIP, Limite terre-mer du SHOM 2021
Réalisation : Région Bretagne - Service Aménagement Foncier Habitat

Date : 26 - 8 - 2025

0 50 100 m



Gestion de la Réserve

Le gestionnaire

Le gestionnaire d'une Réserve naturelle est responsable de la gestion et de l'animation de celle-ci. En tant que tel, il élabore, dans les deux ans suivant sa désignation par le Conseil régional, le plan de gestion de la Réserve. Ce plan programme sur dix ans les actions à réaliser pour préserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel du site à partir des enjeux collectivement définis. Il est à approuver par le comité consultatif de gestion et le Conseil Scientifique régional du Patrimoine Naturel puis est validé par le Président du Conseil régional de Bretagne.

Par la suite, le gestionnaire met en œuvre et évalue ce plan de gestion, par la réalisation et la mise en place des opérations de gestion et de conservation du patrimoine naturel. Il assure également l'application des mesures de protection prévues sur la Réserve, au travers d'une surveillance du site et de missions de police de la nature si nécessaire. Enfin, il assure l'accueil et l'information du public, tout en menant des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

Chaque année, le gestionnaire présente au comité consultatif de gestion un bilan annuel d'activité, rendant compte des actions et dépenses réalisées au cours de l'année écoulée, ainsi qu'un projet de budget pour l'année suivante selon un programme d'actions prévisionnel. Dans ce cadre, il est chargé d'animer et de gérer les activités du secrétariat du comité consultatif.

Dans la continuité des actions mises en place sur la commune, notamment dans le cadre de l'animation du site Natura 2000 FR5300043 et de la gestion des terrains communaux et du Conservatoire du littoral, la Commune de Guissény est candidate au statut de gestionnaire de la Réserve naturelle régionale.

La mairie de Guissény

Le maire est Raphaël RAPIN (depuis 2008). Le conseil municipal est composé de 19 élus <https://www.guisseny.net/municipalite>.

Le tableau des emplois de la mairie compte 11 postes permanents (2 vacants), et un poste en CDD de projet. Des saisonniers sont employés pendant la période estivale au service technique.

Direction générale : le poste actuellement vacant sera pourvu à partir de septembre 2024

Services administratifs (état civil, accueil, urbanisme, comptabilité, secrétariat) : 4 agents

Service environnement : 2 techniciens, responsable Nicolas LONCLÉ; chargée de mission (CDD de projet) Titouan LÉ ROST

Service technique (5 agents) : responsable Sébastien Quiniou; responsable travaux Ronan L'HOSTIS

Présentation des agents du service environnement – espaces naturels

Jusqu'à 2020, un seul agent travaillait à la gestion des espaces naturels. A partir de 2020, une seconde personne (Marie CHÉVALIER de juin 2020 à juin 2023) a rejoint le service dans le cadre d'un CDD de projet. Titouan LÉ ROST actuellement en CDD de projet a pris la suite à partir de septembre 2023. La pérennisation d'un service avec deux agents permanents est un objectif à court terme. La structuration projetée du service est développée ultérieurement (cf. Structuration envisagée du service environnement et espaces naturels).

Nicolas LONCLÉ, chargé de mission Natura 2000, Responsable du service environnement. Technicien territorial titulaire en poste depuis 2011.

Avant d'intégrer ce poste, il a eu des expériences variées dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Chargé d'études et sigiste en bureau d'études spécialisé sur les milieux

littoraux et marins. Ingénieur d'études à l'UBO (1 an) sur des projets d'écologie de la restauration des végétations littorales. Animateur nature (1 an) en centre de découverte de l'environnement dans les Monts d'Arrée. Au travers de stages, d'emplois, de bénévolat notamment dans le monde associatif, il a travaillé d'une part sur les problématiques de développement local sur des îles et d'autre part sur la conservation d'oiseaux en zone agricoles et en milieux littoraux, notamment dans des réserves naturelles, en France et à l'étranger.

Titouan RST, chargée de mission classement RNR et plan de gestion. Technicien territorial (CDD de projet).

Avant de rejoindre le service environnement, il a principalement œuvré sur les îles de Groix et de Sein, abordant des enjeux de gestion conservatoire des espaces naturels. Ses missions incluaient la cartographie et la préconisation de gestion des landes littorales, au sein de la Réserve Naturelle Nationale François Le Bail, ainsi que le développement du plan de gestion pour le Conservatoire du littoral et le Parc naturel régional d'Armorique sur l'île de Sein. Sur son poste actuel, il a piloté la démarche de concertation nécessaire à l'élaboration du dossier de classement en Réserve Naturelle Régionale (RNR).

Gestion actuelle par la commune

La commune est opératrice locale du site Natura 2000 depuis 25 ans. Dans ce cadre, elle mène des actions et a élaboré et suivi un programme d'action (DOCOB) comparable au Plan de gestion d'une réserve naturelle. A titre d'exemples, la Commune de Guissény, au travers de son service environnement – espaces naturels, mène ou a déjà mené les actions suivantes :

Principes	Description	Exemples
Gestion et protection des milieux naturels	Mise en place d'opération de restauration des habitats	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration des milieux tourbeux et prairiaux • Mise en défens des végétations littorales par la canalisation du public • Renaturation de terrains de loisirs dans le marais du Curnic (début des travaux prévus à l'automne 2024) • Renaturation de la friche scolaire de Skol An Aod (début des travaux prévus en 2025)
	Mise en place d'une gestion agro-pastorale concertée pour l'entretien des milieux	<ul style="list-style-type: none"> • Animation et mise en place de MAEC avec des agriculteurs (4^{ème} campagne) • Animation et mise en place de Contrats Natura 2000 avec des particuliers propriétaires de chevaux (5^{ème} campagne)
	Accompagnement et encadrement des activités pour une prise en compte des enjeux du site	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement acteurs locaux pour l'organisation d'événements (courses, fêtes, événement culturels) • Suivi des évaluations d'incidences pour les activités sur le domaine marin notamment : projet de collecte des algues vertes ; circulation sur le DPM
	Surveillance et police	<ul style="list-style-type: none"> • La commune n'a pas pour le moment d'argent assermenté (formation prévue en 2025) mais mène des actions de surveillance et également d'intervention sur des infractions environnementales touchant à la qualité de l'eau par exemple sur l'ensemble du territoire communal.
Connaissance des milieux naturels	Coordination de suivi scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un partenariat de suivi morpho-sédimentaire depuis 2004 sans discontinuité avec l'UBO
	Réalisation de suivis scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Suivis en régie et dans le cadre de stage des espèces d'intérêt communautaire (Liparis, Agrion de Mercure, Damier de la succise) et autres espèces d'intérêt patrimonial • Mise en place d'une étude sur l'évaluation des capacités épuratoires et fonctions écologiques de l'étang du Curnic (2021-2022) • Cartographie d'habitats en régie (2020-2023)
Éducation à la nature et ouverture au public	Aménagements in situ d'accueil du public	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une boucle découverte (2009) avec bornes et livret d'interprétation • Renouvellement en cours d'installations de découverte (passerelles) ; projet d'observatoires en cours

	Animations nature et projet(s) pédagogique(s)	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place depuis plus de 10 ans d'animations pendant la saison estivale et quasi-annuellement pour d'autres événements (fête de la nature, journées du patrimoine, journée mondiale des zones humides, etc.) Projets ponctuels avec scolaires (du primaire au lycée) Organisation de chantier nature internationaux de jeunes (2010, 2014, 2016) et dispositif argent de poche avec jeunes de la commune de 16 à 18 ans
	Autres modes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> Participation à l'animation du projet CoastAppli porté par l'UBO (suivi participatif du trait de côte) avec habitants volontaires et collégiens Participation à la construction de spectacles in situ basés sur la patrimoine naturel et culturel (<i>Skeiz ; Chuchumuchu, murmures de roseaux</i>)
	Maison de site	<ul style="list-style-type: none"> Étude de faisabilité et de pré-programmation Maison de la digue en 2019 : projet non réalisé en raison du risque de submersion Nouveau projet d'accueil en cours de définition sur le site de Skol An Aod
Inscription dans réseau d'espaces protégés	Participation à la vie des réseaux	<ul style="list-style-type: none"> Participation active à l'association des chargés de missions Natura 2000 : Représentation lors d'une conférence européenne en 2014 ; Représentation du réseau Natura 2000 auprès de l'AGNB (jusqu'à 2020) Site à l'initiative d'échange sur la gestion et le suivi du damier de la succise Accueil de journées régionales de gestionnaires : Gardes du littoral (2014) ; Journée d'échanges techniques sur la gestion des étangs (2022), etc.
	Participation à des observatoires	<ul style="list-style-type: none"> Site pilote pour l'observation des risques côtiers Intégration observatoire pêche à pied récréative à partir de 2018
Ancrage territorial		<ul style="list-style-type: none"> La commune est l'échelon de collectivité le plus local et permet une proximité forte avec les habitants. Le site de Guissény est caractérisé par une forte gestion participative : agriculteurs et propriétaires de chevaux, association d'entretien des sentiers, aide ponctuelle d'autres associations. L'implication des habitants est historique notamment au travers de l'Association Guissény Rendez-Vous Nature puis de Nature et biodiversité en Pays Pagan. L'expertise reconnue de la commune pour la gestion du site naturel favorise sa représentation pour les projets territoriaux portés par d'autres structures du territoire (stratégie de gestion du trait de côte ou encore politique de gestion de l'eau au niveau communautaire)

Concernant les opérations de travaux d'aménagements notamment de mise en défens, les grosses opérations sont menées avec des prestataires. Le service environnement-espaces naturels de la commune assure donc des tâches multiples nécessaires à la conduite de telles opérations :

- Définition des besoins techniques ;
- Évaluation des besoins financiers et demande de subvention ;
- Rédaction et passation de marchés publics ;
- Suivi de travaux ;
- Suivi administratif et financier.

Les opérations ponctuelles sont généralement menées en régie, dans le cadre notamment de chantier avec des jeunes de la commune. La commune possède du matériel propre au service environnement-espaces naturels ou disponible au service technique.

Partenaires existants à poursuivre et à développer

La Commune de Guissény collabore avec d'autres structures pour la gestion et la connaissance des milieux. Outre les partenariats scientifiques historiques notamment avec l'UBO, le CBNB, Bretagne

Vivante, la commune a plusieurs partenaires de gestion. Les partenariats sont plus ou moins anciens et forts et pour le projet de RNR, ils sont tous amenés à être maintenus et renforcés.

- Le **Conservatoire du littoral** du fait de l'importance du foncier sur le site est l'un des partenaires principaux et historiques de la commune pour la gestion de l'espace naturel. Les travaux menés sont souvent portés directement par la commune en lien étroit avec le CDL dans le cadre de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage par exemple ou en assurant le suivi des travaux financés par le Conservatoire.
- La **Communauté de communes de Lesneven Côte des Légendes** est la principale collectivité partenaire et les échanges se sont intensifiés ces dernières années autour principalement de deux enjeux forts pour l'espace naturel :
 - Qualité de l'eau (lutte contre les algues vertes et qualité des eaux de baignade)
 - Compétence GEMAPI et de gestion du trait de côte : la digue du Curnic et le cordon dunaire font partie du système d'endiguement. Les agents du service environnement assurent le suivi en période à risque
- La **Communauté de communes du Pays des Abers** est opératrice du site Natura 2000 des Abers, qui est limitrophe et en continuité du site de Guissény. Elle est également gestionnaire déléguée des terrains du Conservatoire du littoral et du département sur la partie Plouguerneau. Les échanges sont très fréquents entre les agents et les opérations de gestion et les enjeux de gouvernance sur ce secteur sont généralement discutés ensemble. Une opération de surveillance commune a déjà été menée sur ce secteur. Les modalités de partenariat seront précisées sur la partie terrestre de Plouguerneau
- La **Commune de Plouguerneau** du fait du territoire terrestre relativement important au sein du site et du projet de RNR est une collectivité avec laquelle les échanges sont importants et qui se sont surtout renforcés ces cinq dernières années. Le lancement d'un Atlas de la biodiversité communale (ABC) à Plouguerneau a été moteur pour les échanges. La gestion des activités sur la côte a également été un sujet et Guissény et Plouguerneau ont pris l'habitude de se concerter pour les arrêtés liés aux activités se déroulant sur la plage du Vougo commune aux deux collectivités.
- La **Commune de Kerlouan** n'a qu'une faible partie terrestre concernée par le site Natura 2000 et le projet de RNR. Les liens sur la gestion de l'espace naturel sont moins étroits et plus ponctuels. Les deux communes partagent des équipements communs (école publique intercommunale, station d'épuration) et les échanges de matériel sont fréquents entre les deux communes. Les agents se connaissent bien et la coopération est probablement amenée à se poursuivre voire se développer.

Propositions pour la création et la composition du Comité consultatif de gestion de la RNR

Le comité consultatif de gestion, se réunit au moins une fois par an, et participe activement aux orientations de gestion de la réserve en donnant des avis et des suggestions sur son fonctionnement et sur le projet de plan de gestion. Lors de ces réunions, le gestionnaire présente : les rapports annuels d'activités et financiers de la réserve, ainsi que le programme d'actions et le budget prévisionnel de l'année suivante, les sujets soumis à discussion et à approbation. Composé de tous les acteurs concernés par la RNR, le comité consultatif assure une évaluation régulière de l'état et de l'évolution du patrimoine initial du site. Présidé par le Président du Conseil régional ou son représentant, il garantit une concertation efficace et peut se réunir en dehors de la convocation annuelle pour valider des événements exceptionnels et urgents.

Dans le cadre du projet de réserve naturelle régionale de Guissény et suite aux discussions menées dans le cadre des groupes de travail, le comité consultatif pourrait comprendre trois collèges, regroupant les représentants ou les délégués habilités des organismes suivants :

Collège des partenaires institutionnels et propriétaires publics :

- Le préfet du Finistère
- Le préfet maritime de l'Atlantique
- Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- Le Président Le Conseil Départemental du Finistère
- Le directeur régional de l'Office français de la biodiversité
- Le directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) ou son représentant
- Le délégué de rivage Bretagne du Conservatoire de l'Espace Littoral
- Le délégué régional de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- Le directeur de la Direction Interrégionale de la Mer du Nord-Atlantique Manche Ouest
- La commune de Guissény
- La commune de Kerlouan
- La commune de Plouguerneau
- La Communauté de Communes Lesneven Côte des Légendes
- La Communauté de Communes du Pays des Abers

Collège des experts et associations de protection de la nature :

- Président du Conseil Scientifique
- Représentant de l'Institut Universitaire Européen de la Mer
- Représentant du Bassin Versant Algue Verte
- Représentant des Services des Collectivités en charge de la gestion des espaces naturels
- Représentant des Services des Collectivités compétentes en GEMAPI
- Représentant de l'Association Eau et Rivière de Bretagne
- Représentant de l'Association Bretagne Vivante
- Représentant du GR®TIA
- Représentant du GMB
- Représentant du C®VA
- Représentant de la FDC 29 (Fédération Départementale des Chasseurs)
- Représentant du CBNB (Conservatoire Botanique National de Brest)
- Représentant de l'IFR®M®R

Collège des usagers du territoire et propriétaires privés:

- Représentant des propriétaires
- Représentant de Finistère 360°
- Représentant des Offices du Tourisme
- Représentant de la Société de Chasse de Guissény
- Représentant de la Chambre d'Agriculture du Finistère
- Représentant de la Fédération Départementale des Randonneurs Pédestres
- Représentant du Comité Départemental du Tourisme Équestre
- Représentant de l'Association des Usagers du Port du Curnic
- Représentant du Comité Départemental des Pêcheurs Plaisanciers et Sportifs du Finistère
- Représentant de la Chambre Syndicale des Algues et Végétaux Marins
- Représentant du Comité Départemental des Pêches et Élevages Marins du Finistère

Liens avec le copil N2000

Afin de favoriser une gouvernance commune du site Natura 2000 et de la Réserve naturelle, une mise en commun du comité de pilotage Natura 2000 et du comité consultatif de gestion de la Réserve peut être envisagée et semble l'option la plus adaptée au site. Auquel cas il pourrait être envisagé de scinder le collège des partenaires institutionnels et propriétaires publics en deux collèges – Collège des administrations et établissements publics de l'état et collège des collectivités - pour être plus proche de la composition Natura 2000.

Dans le cadre de la rédaction du plan de gestion une réflexion sur la mise en commun des documents de gestion au travers d'un DUG sera également poursuivie.

Propositions de règlement

Le projet de réglementation de la Réserve naturelle régionale de Guissény s'est construit à travers de nombreux échanges avec les acteurs et représentants des usages locaux. Ce processus inclut les travaux du groupe de travail sur la réglementation, qui s'est réuni à trois reprises, ainsi que trois groupes thématiques dédiés aux usages récréatifs, aux activités de chasse et aux pratiques agropastorales. Plusieurs échanges informels avec les usagers du territoire ont enrichi ces travaux

Ces réunions ont permis de partager et de développer le projet de réglementation prenant au mieux en compte les enjeux du territoire. Ainsi, la réglementation élaborée permettra de limiter les pressions sur les patrimoines du site tout en assurant le maintien et l'encadrement des activités humaines sur le territoire de la Réserve.

Cette réglementation a également été élaborée en collaboration avec les différents services de l'État, dans le but de garantir son applicabilité et de définir le partage des compétences entre les différentes autorités, notamment en ce qui concerne le Domaine public maritime naturel.

Les articles présentés ci-après ont été rédigés à partir du guide d'élaboration des réglementations pour les Réserves naturelles bretonnes, basé sur les recommandations de Réserve Naturelle de France (RNF). Ils réglementent ainsi : la protection des patrimoines naturels et archéologiques ; les activités, pratiques et usages ; la circulation ; la publicité ; les travaux, et la modification de l'état ou de l'aspect de la réserve naturelle.

Protection des patrimoines naturels et archéologiques

Article 3.1 Réglementation relative à la faune

Il est interdit, sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle et sous réserve des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle :

1° d'introduire, des animaux, quel que soit leur stade de développement sous réserve des articles 3.6, 3.8, 3.9, 3.10, 3.11 et 3.13 de la présente réglementation ;

2° de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des animaux non domestiques, quel que soit leur stade de développement ou des parties de ceux-ci sous réserve des articles 3.9 et 3.10 de la présente réglementation ;

3° d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des animaux non domestiques, quel que soit leur stade de développement ou des parties de ceux-ci, en provenance de la réserve naturelle sous réserve des articles 3.9 et 3.10 de la présente réglementation ;

4° de troubler ou de déranger volontairement les animaux par quelque moyen que ce soit sous réserve des articles 3.9, 3.10, 3.11, 3.12 et 3.13 de la présente réglementation.³

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques, sanitaires ou de sauvetage par arrêté du/de la Président-e du Conseil régional, dans le respect des objectifs définis dans le plan de gestion, pour toutes espèces animales non protégées au titre de l'article L411 et suivants du Code de l'environnement, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion, du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en l'absence de conseil scientifique et du (des) propriétaire (s) concerné (s) et si cela concerne le Domaine public maritime naturel, après avis de l'État.

En l'absence de protocole (ou convention) existants, les opérations de destructions d'espèces animales susceptibles de provoquer des dégâts sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Sont préalablement requis, les avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en l'absence de conseil scientifique.⁴

Article 3.2 Réglementation relative aux végétaux et espèces fongiques

Il est interdit, sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle et sous réserve des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle :

1° d'introduire, des espèces végétales et fongiques non cultivées sous quelques formes que ce soit et quel que soit leur stade de développement sous réserve des articles 3.11, 3.12 et 3.13 de la présente réglementation ;

2° de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des espèces végétales et fongiques non cultivées, sous quelques formes que ce soit et quel que soit leur stade de développement sous réserve des articles 3.10 et 3.14 de la présente réglementation ;

3° d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des espèces végétales et fongiques non cultivées, quel que soit leur stade de développement ou des parties

³ Formulation retenue pour être au plus proche de l'article R332-71 du code de l'environnement :

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe le fait, en infraction à la réglementation d'une réserve naturelle : De troubler ou déranger volontairement des animaux, par quelque moyen que ce soit, sans y avoir été autorisé

⁴ N'existe pas actuellement, sera travaillé dans le cadre du plan de gestion.

de ceux-ci, en provenance de la réserve naturelle sous réserve des articles 3.10 et 3.14 de la présente réglementation.

L'agrainage est interdit sur le territoire de la réserve naturelle.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées par arrêté du/de la Président·e du Conseil régional, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques, sanitaires ou pour les activités et manifestations soumises à autorisation au titre de la présente réglementation dans le respect des objectifs définis dans le plan de gestion, pour toutes espèces végétales et fongiques non protégées au titre de l'article L411 et suivants du Code de l'environnement, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en l'absence de conseil scientifique et du (des) propriétaire (s) concerné (s) et si cela concerne le Domaine public maritime naturel, après avis de l'État.

Article 3.3 Réglementation relative au patrimoine géologique

Il est interdit, sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle sous réserve des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle :

1° d'introduire, de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des roches, des minéraux ou des fossiles ;⁵

2° d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter du sable, des galets, des roches minéraux ou fossiles, en provenance de la réserve naturelle.⁶

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées par arrêté du/de la Président·e du Conseil régional, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou sanitaires, dans le respect des objectifs définis dans le plan de gestion pour tout objet géologique non situé en site d'intérêt géologique, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en l'absence de conseil scientifique et du (des) propriétaire (s) concerné (s) et si cela concerne le Domaine public maritime naturel, après avis de l'État.

Article 3.4 Réglementation relative au patrimoine archéologique situé dans la réserve naturelle

Il est interdit, sous réserve des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle :

1° de mener des sondages, prospections, fouilles à des fins de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie ;

2° de porter atteinte, détenir ou transporter, de quelque manière que ce soit, des monuments ou objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie de la réserve naturelle ;

3°a d'emporter en dehors de la réserve naturelle, mettre en vente, vendre ou acheter des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie de la réserve naturelle.

3°b de mettre en vente, vendre ou acheter des monuments pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie de la réserve naturelle.

⁵ L'absence des galets et du sable dans ce point permet une tolérance pour les activités familiales, notamment balnéaires déplaçant du sable sur le site.

⁶ Ce deuxième point permet néanmoins des actions en cas de prélèvement de sable pour un usage hors site, tels que des prélèvements de brouettes de sable ou galets.

4° d'utiliser du matériel permettant la détection d'objets métalliques, à l'effet de recherches de monuments et d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans avoir, au préalable, obtenu une autorisation administrative délivrée en fonction de la qualification du demandeur ainsi que de la nature et des modalités de la recherche⁷.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées par arrêté du/de la Président·e du Conseil régional, notamment à des fins scientifiques, dans le respect des objectifs définis dans le plan de gestion pour tout objet archéologique, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en l'absence de conseil scientifique et du (des) propriétaire (s) concerné (s) et si cela concerne le Domaine public maritime naturel, après avis de l'État.

Article 3.5 Réglementation relative aux atteintes à l'intégrité des milieux naturels et du site

Il est interdit :

1° d'abandonner, de déposer ou de jeter, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet s'ils existent, des déchets, matériaux, produits ou tout autre objet de quelque nature que ce soit ;

2° de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore sous réserve des articles 3.9, 3.12, 3.15 et 3.16 de la présente réglementation et des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle ;

3° d'utiliser un éclairage artificiel, quels que soient son support, sa localisation et sa durée, à l'exclusion de l'éclairage des bâtiments à usage d'habitation, de l'éclairage public urbain et de l'éclairage sécuritaire de circulation et l'éclairage utilisé par les services publics de secours sous réserve des articles 3.6, 3.7, 3.9, 3.10, 3.13, 3.15, 3.16 et 3.17 de la présente réglementation et des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle ;

4° de faire des inscriptions, signes ou dessins sur les pierres, arbres ou tout autre bien meuble ou immeuble, autres que ceux nécessaires à l'information du public, à la signalisation de la réserve naturelle, aux délimitations foncières, à la gestion forestière et à la sécurité, mises en place par le gestionnaire de la réserve naturelle ou ses mandataires. Les acteurs de la randonnée ayant le droit de faire des inscriptions, signes ou dessins et qui ne seraient pas mandatés par le gestionnaire ne sont pas concernés par cette interdiction mais devront avoir l'accord écrit du gestionnaire ;

5° de transporter, d'allumer du feu sous réserve des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle ;

6° de dégrader par quelque action que ce soit les habitats naturels sous réserve des articles 3.21 et 3.22 de la présente réglementation et des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle ;

7° de dégrader par quelque action que ce soit les bâtiments, installations, mobiliers et matériels du site ou les constructions, même en ruines, présents sur le territoire de la réserve naturelle sous réserve des articles 3.21 et 3.22 de la présente réglementation et des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées par arrêté du/de la Président·e du Conseil régional, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou pour les activités et manifestations

⁷ Sur le Domaine public maritime, les services de la DRASSM sont compétents pour les autorisations.

soumises à autorisation au titre de la présente réglementation dans le respect des objectifs définis dans le plan de gestion, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en l'absence de conseil scientifique et du ou des propriétaire (s) concerné (s) et si cela concerne le Domaine public maritime naturel, après avis de l'État.

Réglementation de la fréquentation et des activités

Article 3.6 Accès, circulation et stationnement des personnes

La circulation et le stationnement des personnes sont autorisés uniquement sur les itinéraires, zones et aménagements ouverts au public, et à l'activité en question.

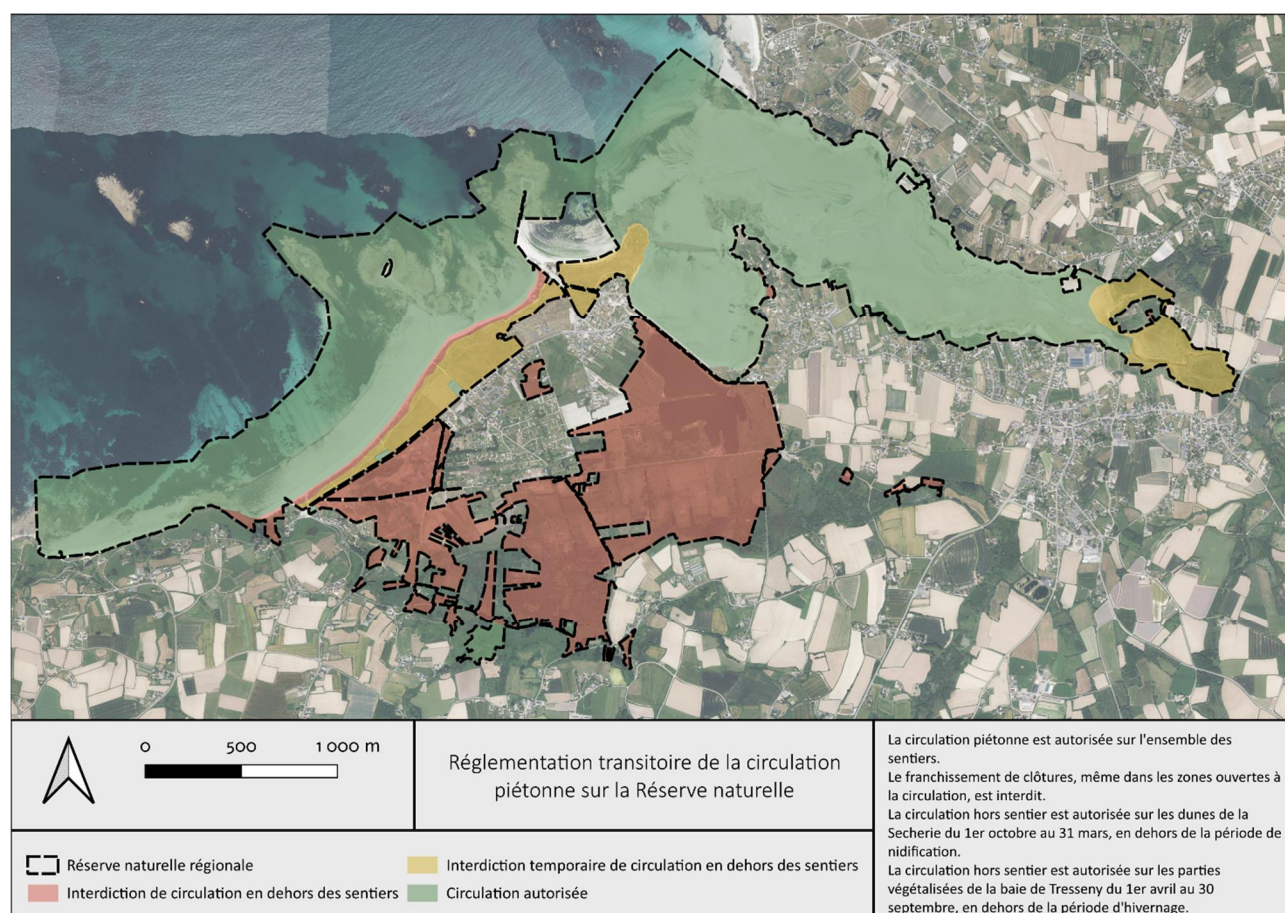
Les itinéraires, zones et aménagements ouverts au public figurent sur les cartographies transitoires ci-après et s'appliquent jusqu'à approbation du plan de gestion. Ce plan de gestion intégrera le plan de circulation définitif.

Circulation des personnes à pied

La circulation des personnes à pied, peut s'effectuer sur l'ensemble des sentiers du site.

En dehors des sentiers, la circulation est autorisée sur les zones ci-après : estran (hors secteurs végétalisés de la baie de Tresseny en période d'hivernage du 1^{er} octobre au 31 mars), dunes de la Sécherie (hors période de nidification du 1^{er} avril au 30 septembre), Barrachou, Corps de garde.

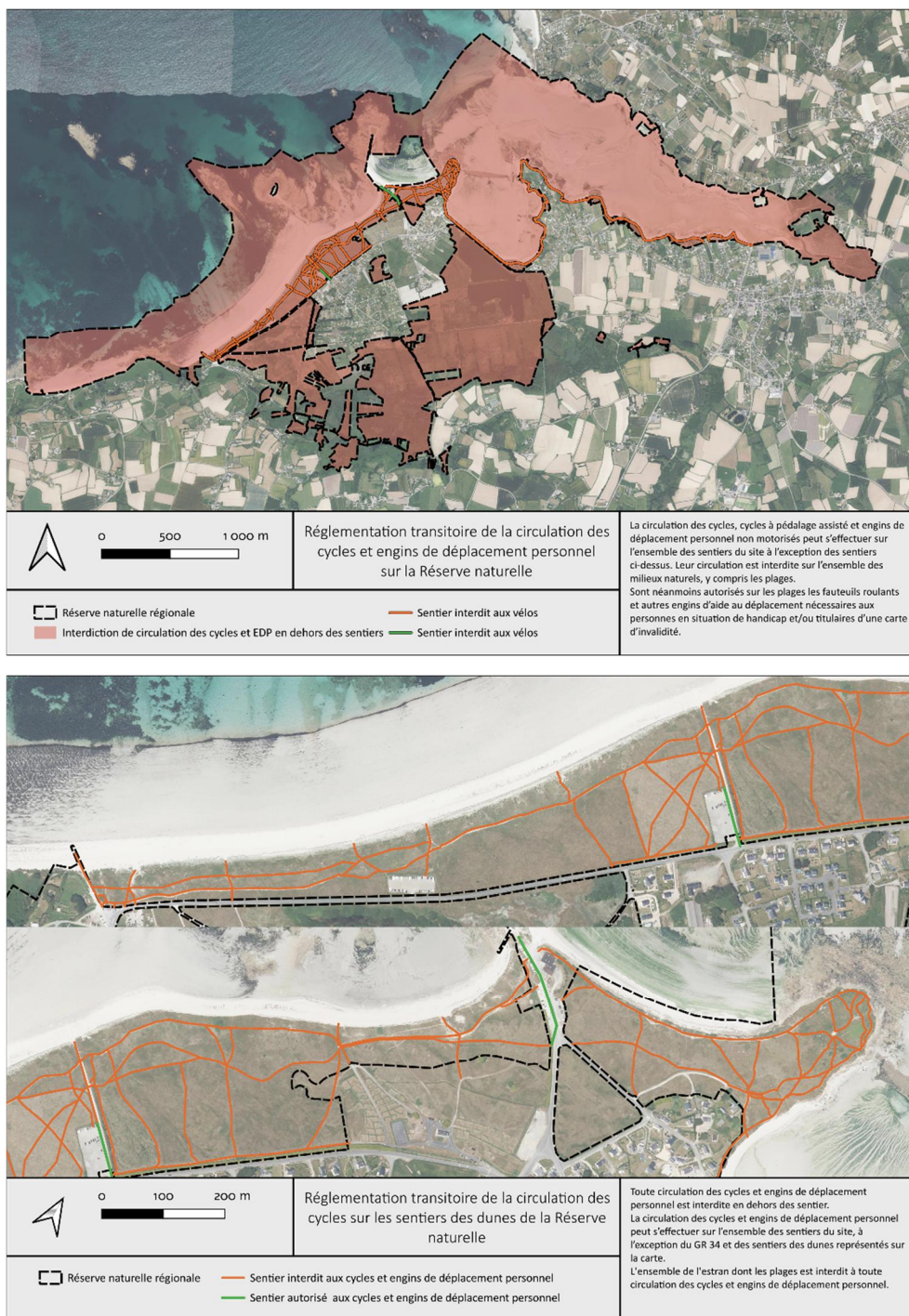
Le franchissement des clôtures est interdit



Circulation des cycles et engins de déplacement personnel⁸

La circulation des cycles, cycles à pédalage assisté⁹ et engins de déplacement personnel non motorisés peut s'effectuer sur l'ensemble des sentiers du site à l'exception des sentiers ci-après. Leur circulation est interdite sur l'ensemble des milieux naturels, y compris les plages.

Sont néanmoins autorisés sur les plages les fauteuils roulants et autres engins d'aide au déplacement nécessaires aux personnes en situation de handicap et/ou titulaires d'une carte d'invalidité.



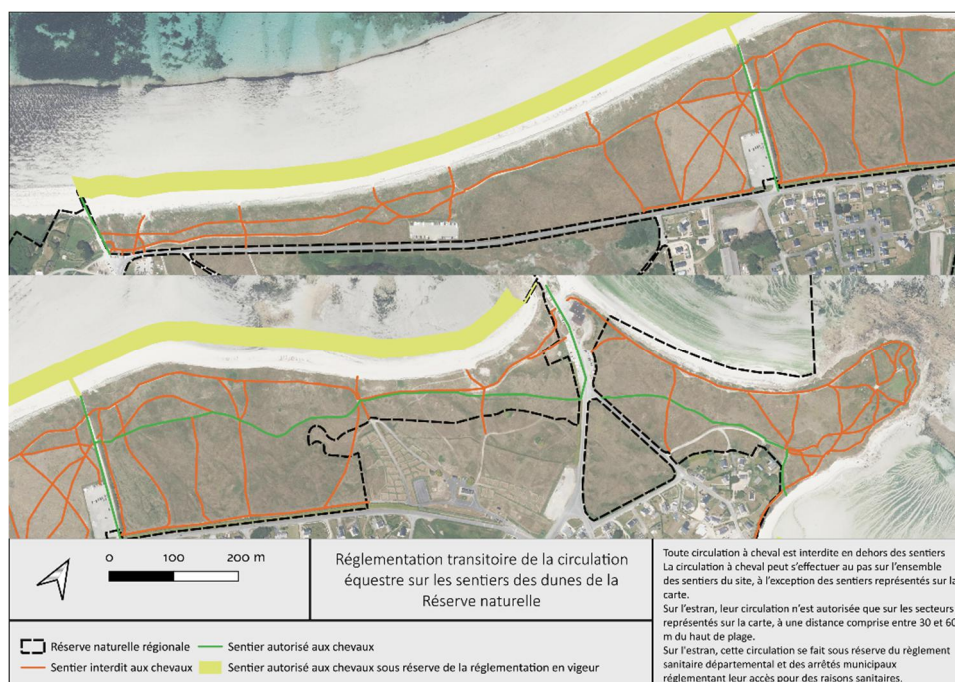
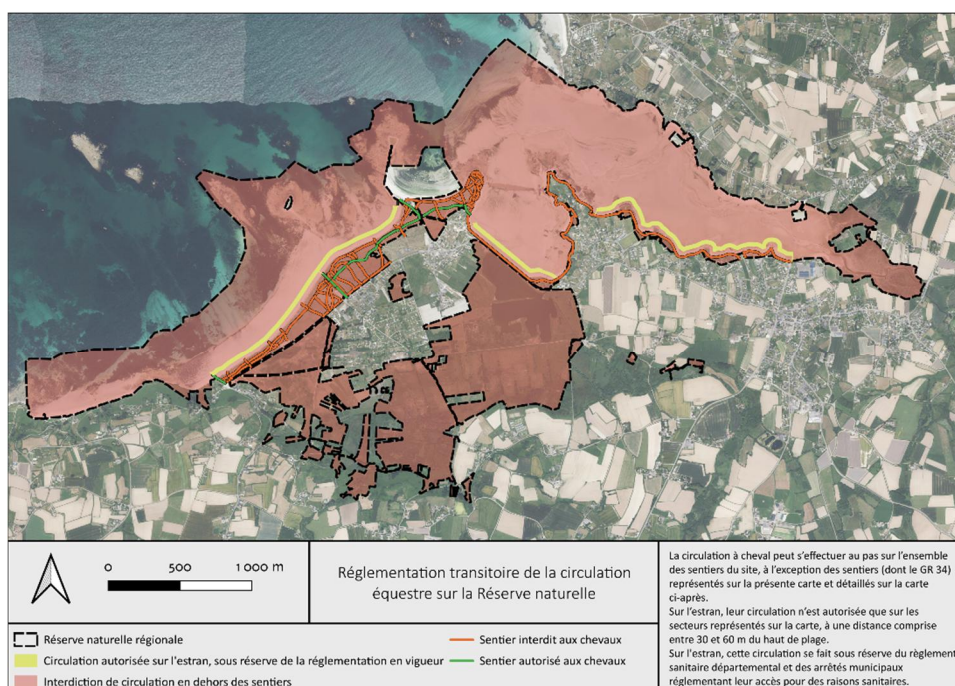
⁸ Sont inclus dans les engins de déplacement personnel les véhicules de petite dimension sans moteur, tels que la trottinette les skates, et les rollers

⁹ Dans la présente réglementation les cycles à pédalage assisté sont distingués des vélos électriques, réglementés dans l'article 3.7.

Circulation des personnes à cheval

La circulation à cheval, peut s'effectuer au pas sur l'ensemble des sentiers du site à l'exception des sentiers ci-après. Leur circulation est interdite sur l'ensemble des milieux naturels terrestres. Sur l'estran, leur circulation n'est autorisée que sur les secteurs ci-après à une distance comprise entre 30 et 60 m du ¹⁰trait de côte¹¹. Cette circulation se fait sous réserve du règlement sanitaire départemental et des arrêtés municipaux réglementant leur accès pour raison sanitaire.

Les déjections des équidés doivent être ramassées par leur (s) propriétaire (s) et évacuées du site.

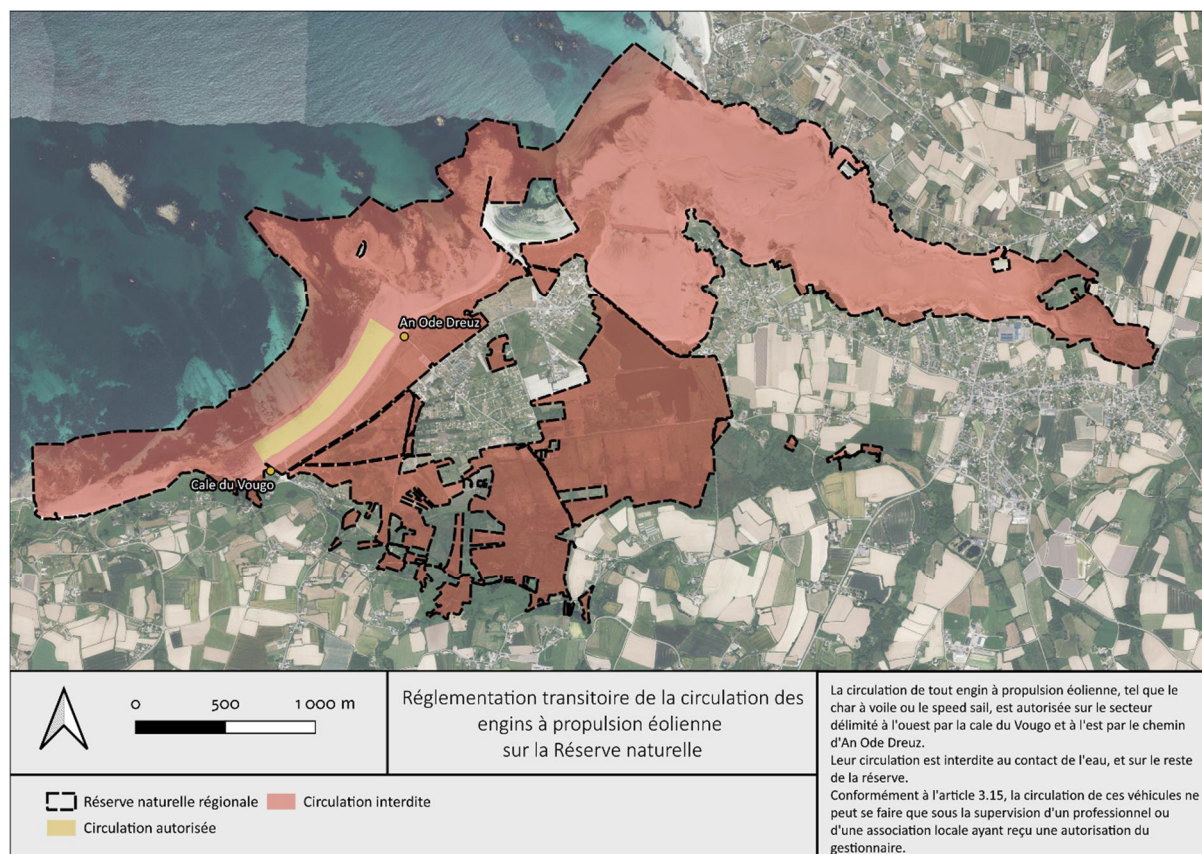


¹⁰ La zone autorisée ne bénéficiera pas d'une matérialisation sur le terrain.

¹¹ La limite du trait de côte utilisé pour le présent dossier est basée sur LIM-TM (<https://www.shom.fr/fr/liste-actualites/une-nouvelle-limite-entre-la-terre-et-la-mer-qui-reunit-terriens-et-marins-la>), en l'absence d'arrêté préfectoral de délimitation du DPM.

Circulation des véhicules terrestres à propulsion éolienne

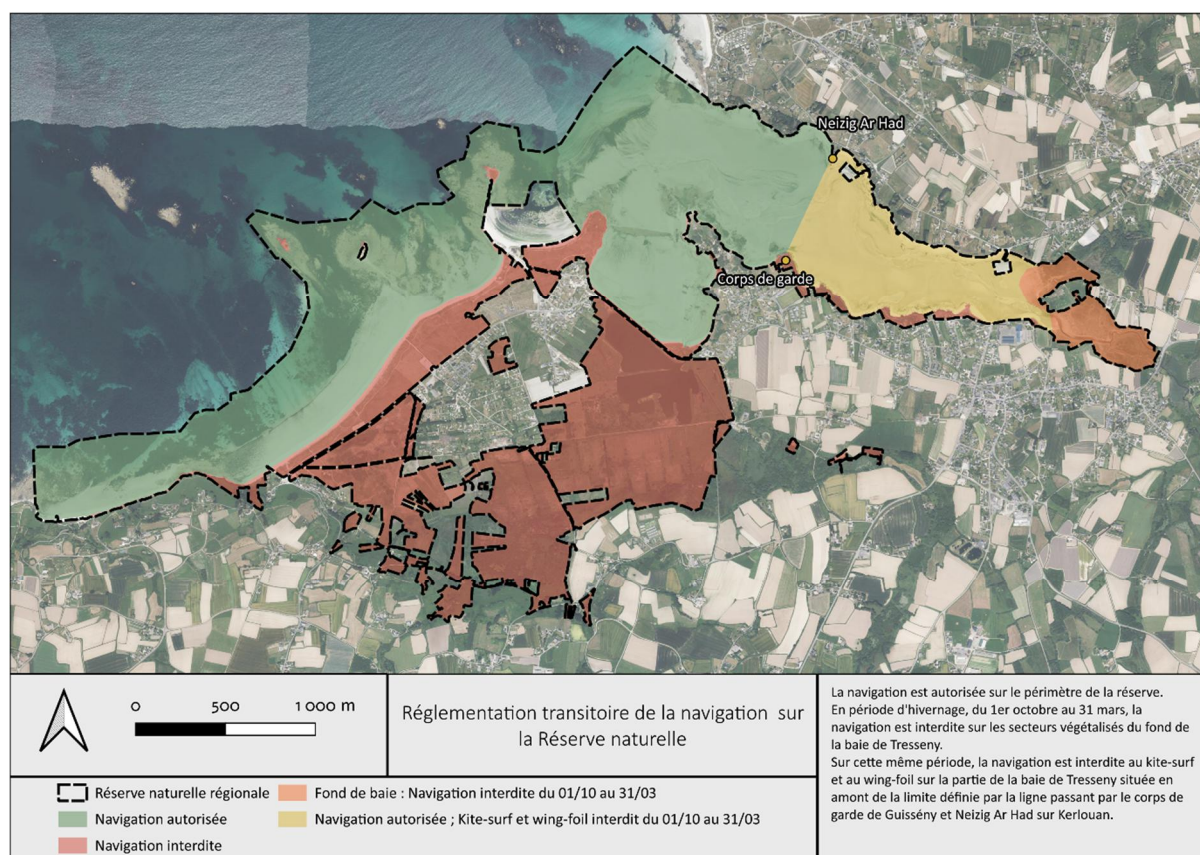
La circulation de tout véhicule terrestre à propulsion éolienne (char à voile, speed-sail, kite-mountainboard...) est autorisée uniquement sur l'estran du Vougo selon une zone délimitée à l'est par la cale du Vougo et à l'ouest par l'accès plage d'An Ode Dreuz. La circulation de ces engins est interdite au contact de l'eau.



Navigation

La navigation à voile, des engins de plage ou des engins non immatriculés, est interdite en période d'hivernage du 1^{er} octobre au 31 mars sur la partie amont de la baie de Tresseny depuis la limite définie par la ligne passant par le corps de garde de Guissény et Neizig Ar Had sur Kerlouan. Cette interdiction ne concerne pas les engins lors de leur accès et départ des zones de mouillage du Lerret et de Poulfeunten.

Toute navigation est interdite du 1^{er} octobre au 31 mars au-dessus des secteurs végétalisés en fond de baie de Tresseny.



Exceptions

Toutefois, peuvent circuler en dehors de ces itinéraires, zones et aménagements :

- Le gestionnaire ainsi que ses mandataires dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle ;
- Le gestionnaire ainsi que ses mandataires et le public accompagné dans le cadre d'animations, notamment pédagogiques, encadrées ou autorisées par le gestionnaire ;
- Les titulaires de droits réels et les ayants droit sur les parcelles les concernant ;
- Les agent·e·s cité·e·s à l'article L332-20 du Code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement ;
- Les personnes intervenant dans le cadre d'opérations de secours, de sauvetage et de police ;
- Les agents assermentés de l'État
- Les agriculteurs, éleveurs, chasseurs dans le cadre des dispositions des articles 3.9 et 3.11 de la présente réglementation, sur les zones mentionnées par ces articles et dans le strict exercice de leurs activités ;
- Les personnes ayant reçu une autorisation spéciale du/de la Président·e du Conseil régional ou pour la navigation, une autorisation du Préfet compétent après avis du gestionnaire, notamment à des fins scientifiques.

Bivouac et Camping

Le bivouac et le campement sous une tente, dans un véhicule ou une remorque habitable ou dans tout autre abri mobile est interdit, sauf dans le cadre d'opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle avec l'accord préalable écrit du gestionnaire.

Dans les autres cas, le bivouac et le campement sous une tente doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du/de la Président·e du Conseil régional, après avis du gestionnaire.

VII. Article 3.7 Accès, circulation et stationnement des véhicules à moteur

La circulation d'engins motorisés terrestres est interdite sur l'ensemble du territoire de la Réserve naturelle à l'exception des parkings et de leurs accès. Sont également considérés comme véhicules terrestres à moteurs, les vélos électriques et les engins de déplacements personnels motorisés, tels que la trottinette électrique ou le gyropode.

La navigation est interdite du 1^{er} octobre au 31 mars pour tout engin de navigation motorisé au-dessus des secteurs végétalisés du fond de baie de Tresseny. Sur le reste de la réserve, la navigation à moteur est soumise à la réglementation en vigueur.

La navigation des véhicules nautiques à moteur (Jet ski, scooter des mers...) est autorisée uniquement de façon perpendiculaire à la cote pour atteindre les secteurs hors Réserve ou leur navigation est possible. Dans toute autre situation, leur navigation est interdite sur l'ensemble de la Réserve.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux véhicules à moteur utilisés pour :

- L'entretien, la gestion et la surveillance de la réserve naturelle ;
- Les actions de recherche scientifiques ;
- Les animations et la pédagogies encadrées ou autorisées ;
- Les opérations de déminage d'éventuelles munitions historiques découvertes
- Les personnes intervenant dans le cadre d'opérations de secours, de sauvetage et de police
- Les véhicules des agents assermentés de l'État
- Les titulaires de droits réels et leurs ayants droit pour l'accès à la/aux parcelles sur lesquelles ils ont un droit selon le plan de circulation qui leur est dédié et dans le respect du patrimoine naturel ;
- Les usagers mentionnés ci-après, uniquement à titre professionnel : agriculteurs, éleveurs et pêcheurs et dans le cadre des dispositions des articles 3.10, 3.11, 3.13 de la présente réglementation ;
- Les personnes ayant reçu une autorisation du/de la Président·e du Conseil régional après avis du gestionnaire, notamment à des fins scientifiques. Sur le Domaine public maritime cette autorisation ne se substitue pas l'autorisation préfectorale de circulation VTM.
- Les personnes ayant reçu une autorisation de circulation sur le domaine maritime du Préfet du Finistère ou du Préfet maritime.

Article 3.8 Circulation des animaux domestiques

Sous réserve des articles 3.6 et 3.9 de la présente réglementation,

Les chiens sont autorisés sous le contrôle permanent de leur maître et s'ils sont tenus en laisse, sur les itinéraires, zones ou aménagements ouverts au public. Cette autorisation se fait sous réserve du règlement sanitaire départemental et des arrêtés municipaux réglementant leur accès pour raison sanitaire. Ils sont interdits en permanence sur les secteurs végétalisés du fond de baie de Tresseny

Les déjections des chiens doivent être ramassées par leur (s) propriétaire (s) et évacuées du site.

Les autres animaux domestiques au titre de l'arrêté ministériel du 11 août 2006 sont interdits sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

Toutefois, ces interdictions et les conditions associées à ces autorisations ne s'appliquent pas aux espèces animales utilisées :

- Par le gestionnaire ainsi que ses mandataires dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaire à la gestion de la réserve naturelle ;
- Par les titulaires de droits réels et les ayants droit ;

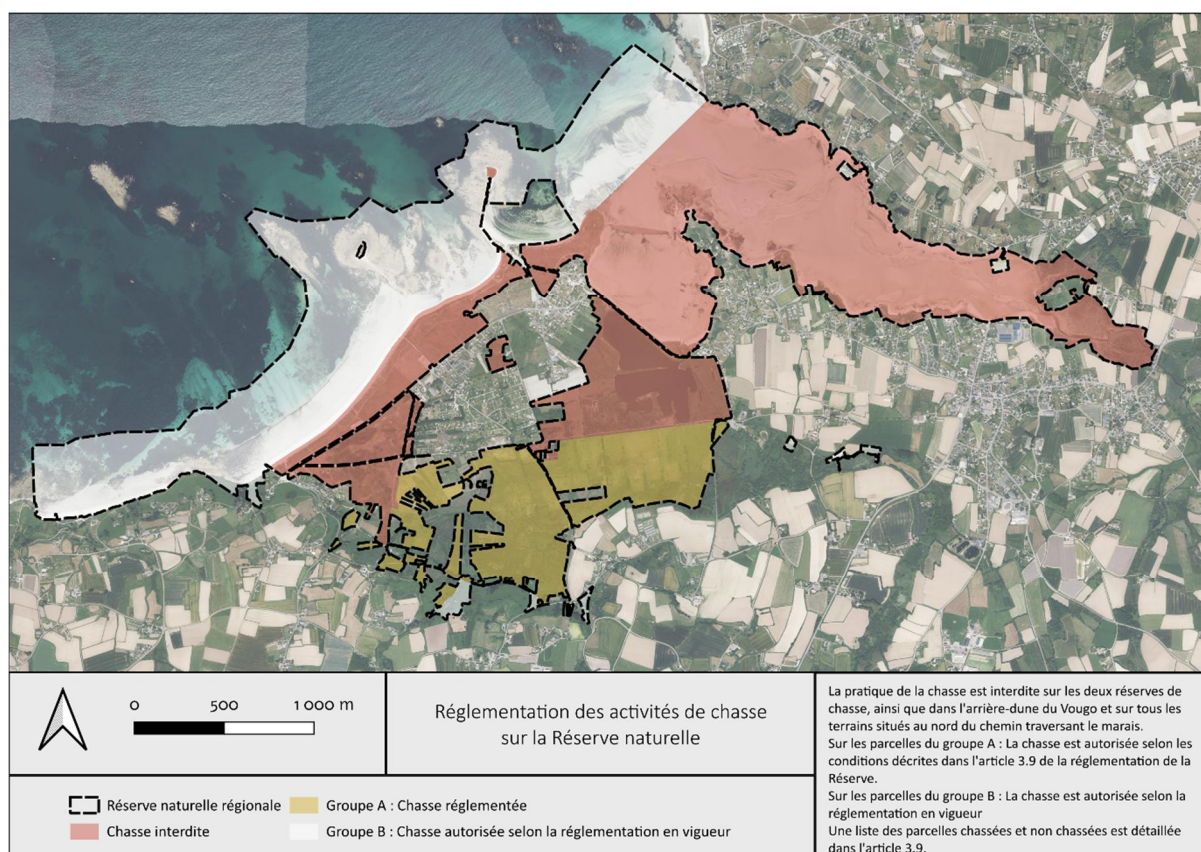
- Par les agent·e·s cité·e·s à l'article L332-20 du Code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement ;
- Par les personnes intervenant dans le cadre d'opérations de secours, de sauvetage et de police ;
- Par les chasseurs uniquement dans le cadre des dispositions des articles 3.9, de la présente réglementation, sur les zones mentionnées par ces articles et dans le strict exercice de leurs activités sous réserve de déclaration préalable auprès du gestionnaire. Concernant les chasseurs, les animaux domestiques doivent être sous contrôle permanent de leurs maîtres ;
- Par les personnes titulaires d'une carte de mobilité-inclusion ;
- Par les personnes ayant reçu une autorisation du/de la Président·e du Conseil régional après avis du gestionnaire, notamment à des fins scientifiques.

Article 3.9 Activités de chasse

L'acte de chasse est défini à l'article L420-3 du Code de l'environnement.

En application de l'article L332-3 du Code de l'environnement :

Les parcelles chassées et non chassées sont cartographiées sur la carte figurant ci-après.



La chasse est autorisée sur les parcelles suivantes, selon les modalités décrites ci-après et conformément à la réglementation en vigueur (dont les arrêtés préfectoraux d'ouverture de la chasse et les conventions de propriétaires dont celle du Conservatoire du Littoral). L'élaboration de nouvelles conventions devra à minima respecter les modalités ci-après.

Groupe A (parcelles du Conservatoire du littoral, autres parcelles publiques et parcelles en continuité avec les précédentes).

29077_A0163 ; 29077_A0164 ; 29077_AH0001 ; 29077_AH0002 ; 29077_AH0003 ; 29077_AH0004 ; 29077_AH0005 ; 29077_AH0006 ; 29077_AH0007 ; 29077_AH0008 ; 29077_AH0009 ; 29077_AH0010 ; 29077_AH0011 ; 29077_AH0012 ; 29077_AH0013 ; 29077_AH0014 ; 29077_AH0015 ; 29077_AH0016

; 29077_AH0017 ; 29077_AH0018 ; 29077_AH0019 ; 29077_AH0020 ; 29077_AI0001 ; 29077_AI0002 ; 29077_AI0003 ; 29077_AI0004 ; 29077_AI0005 ; 29077_AI0006 ; 29077_AI0007 ; 29077_AI0008 ; 29077_AI0009 ; 29077_AI0025 ; 29077_AI0026 ; 29077_AI0029 ; 29077_AI0030 ; 29077_AI0032 ; 29077_AI0033 ; 29077_AI0034 ; 29077_AI0035 ; 29077_AI0036 ; 29077_AI0037 ; 29077_AI0038 ; 29077_AI0039 ; 29077_AI0040 ; 29077_AI0042 ; 29077_AI0046 ; 29077_AI0047 ; 29077_AI0048 ; 29077_AI0049 ; 29077_AI0050 ; 29077_AI0051 ; 29077_AI0057 ; 29077_AI0059 ; 29077_AI0060 ; 29077_AI0062 ; 29077_AI0063 ; 29077_AI0068 ; 29077_AK0005 ; 29077_AK0006 ; 29077_AK0007 ; 29077_AK0008 ; 29077_AK0009 ; 29077_AK0010 ; 29077_AK0011 ; 29077_AK0012 ; 29077_AK0013 ; 29077_AK0014 ; 29077_AK0015 ; 29077_AK0016 ; 29077_AK0017 ; 29077_AK0018 ; 29077_AK0019 ; 29077_AK0020 ; 29077_AK0021 ; 29077_AK0022 ; 29077_AK0023 ; 29077_AK0024 ; 29077_AK0025 ; 29077_AK0026 ; 29077_AK0027 ; 29077_AK0028 ; 29077_AK0029 ; 29077_AK0030 ; 29077_AK0031 ; 29077_AK0032 ; 29077_AK0035 ; 29077_AK0036 ; 29077_AK0038 ; 29077_AK0039 ; 29077_AK0040 ; 29077_AK0041 ; 29077_AK0042 ; 29077_AK0043 ; 29077_AK0044 ; 29077_AK0045 ; 29077_AK0046 ; 29077_AK0047 ; 29077_AK0051 ; 29077_AK0052 ; 29077_AK0053 ; 29077_AK0067 ; 29077_AK0069 ; 29077_AM0001 ; 29077_AM0002 ; 29077_AM0003 ; 29077_AM0004 ; 29077_AM0005 ; 29077_AM0006 ; 29077_AM0007 ; 29077_AM0008 ; 29077_AM0009 ; 29077_AM0053 ; 29077_AM0054 ; 29077_AM0055 ; 29077_AM0056 ; 29077_AM0057 ; 29077_AM0058 ; 29077_AM0064 ; 29077_AM0065 ; 29077_AM0066 ; 29077_AM0067 ; 29077_AM0068 ; 29077_AM0069 ; 2915_?1581 ; 29195_?0499 ; 29195_?0524 ; 29195_?0531 ; 29195_?0532 ; 29195_?0533 ; 29195_?0536 ; 29195_?0550 ; 29195_?0551 ; 29195_?0552 ; 29195_?0553 ; 29195_?0554 ; 29195_?0556 ; 29195_?0562 ; 29195_?0563 ; 29195_?0566 ; 29195_?0567 ; 29195_?0568 ; 29195_?0569 ; 29195_?0570 ; 29195_?0576 ; 29195_?0577 ; 29195_?0578 ; 29195_?0587 ; 29195_?0588 ; 29195_?0589 ; 29195_?0590 ; 29195_?0592 ; 29195_?0596 ; 29195_?0597 ; 29195_?0598 ; 29195_?0611 ; 29195_?1009 ; 29195_?1012 ; 29195_?1013 ; 29195_?1014 ; 29195_?1015 ; 29195_?1167 ; 29195_?1168 ; 29195_?1169 ; 29195_?1170 ; 29195_?1355 ; 29195_?1371 ; 29195_?1374 ; 29195_?1376 ; 29195_?1378 ; 29195_?1580

Groupe B (parcelles isolées ou aux extrémités du périmètre classé)

29077_A0001 ; 29077_A0002 ; 29077_A0003 ; 29077_A0004 ; 29077_A0005 ; 29077_A0014 ; 29077_A0015 ; 29077_A0055 ; 29077_A0056 ; 29077_A0085 ; 29077_A0087 ; 29077_A0089 ; 29077_A0090 ; 29077_AM0010 ; 29077_AM0011 ; 29077_AS0119 ; 29077_H0505 ; 29077_H0506 ; 29077_H0507 ; 29077_H0508 ; 29077_H0515 ; 29077_H0527 ; 29077_AX0001 ; 29195_?0615 ; 29195_?0616 ; 29195_?0617 ; 29195_?0618 ; 29195_?0619 ; 29195_?0620 ; 29195_?0624 ; 29195_?0635 ; 29195_?0636 ; 29195_?0637 ; 29195_?0645 ; 29195_?0646 ; 29195_?0647 ; 29195_?0649 ; 29195_?0650 ; 29195_?1045 ; 29195_?1046 ; 29195_?1047 ; 29195_?1048 ; 29195_?0459 ; 29195_?0468 ; 29195_?1658 ; 29195_?0202 ; 29195_?0203 ; 29195_?0204 ; 29195_?0205 ; 29195_?0206 ; 29195_?0207 ; 29195_?0212 ; 29195_?0217 ; 29195_?1251 ; 29195_?0602 ; 29195_?0605

La liste des espèces visées, les périodes et les modes de chasse pour chaque parcelle où la chasse est autorisée figure sur le tableau ci-après :

Groupe de parcelles	Espèces	Périodes	Mode de chasse
A	Sangliers, lapins, renards, chevreuil, bécasse, faisan	Période d'ouverture de la chasse, hors vacances scolaires	Chasse à tir, rabat du gibier, récupération des

		chiens et réalisation d'opération de reprise Introduction d'animaux et utilisation d'appelants interdit Emploi de dispositif sonore interdit
B	Conformément à la réglementation en vigueur	Introduction d'animaux et utilisation d'appelants interdits Emploi de dispositif sonore interdit

La chasse est interdite sur les parcelles suivantes :

29077_AL0001 ; 29077_AL0002 ; 29077_AL0003 ; 29077_AL0004 ; 29077_AL0005 ; 29077_AL0006 ;
29077_AL0007 ; 29077_AL0008 ; 29077_AL0009 ; 29077_AL0010 ; 29077_AL0011 ; 29077_AL0012 ;
29077_AL0013 ; 29077_AO0031 ; 29077_AO0032 ; 29077_AO0033 ; 29077_AL0014 ; 29077_AL0015 ;
29077_AL0016 ; 29077_AL0017 ; 29077_AL0018 ; 29077_AL0019 ; 29077_AL0020 ; 29077_AL0021 ;
29077_AL0022 ; 29077_AD0001 ; 29077_AD0002 ; 29077_AD0003 ; 29077_AD0004 ; 29077_AD0005
; 29077_AD0006 ; 29077_AO0135 ; 29077_AO0137 ; 29077_AD0007 ; 29077_AD0008 ; 29077_AD0009
; 29077_AD0010 ; 29077_AD0011 ; 29077_AD0012 ; 29077_AD0013 ; 29077_AD0014 ; 29077_AD0015
; 29077_AD0016 ; 29077_AD0017 ; 29077_AD0018 ; 29077_AD0019 ; 29077_AD0020 ; 29077_AD0021
; 29077_AD0022 ; 29077_AB0001 ; 29077_AD0023 ; 29077_AD0024 ; 29077_AD0025 ; 29077_AD0026
; 29077_AD0027 ; 29077_AD0028 ; 29077_AD0029 ; 29077_A00370 ; 29077_A00371 ; 29077_A00372
; 29077_A00373 ; 29077_A00374 ; 29077_A00375 ; 29077_A00376 ; 29077_A00377 ; 29077_A00378 ;
29077_A00379 ; 29077_A00380 ; 29077_A00381 ; 29077_A00382 ; 29077_A00383 ; 29077_A00384 ;
29077_A00385 ; 29077_A00386 ; 29077_A00387 ; 29077_A00388 ; 29077_A00389 ; 29077_A00390 ;
29077_A00391 ; 29077_A00392 ; 29077_AN0001 ; 29077_AN0002 ; 29077_AB0002 ; 29077_AB0003 ;
29077_AB0004 ; 29077_AB0005 ; 29077_AB0006 ; 29077_AD0058 ; 29077_AD0059 ; 29077_AD0060 ;
29077_AD0061 ; 29077_AB0035 ; 29077_AD0079 ; 29077_AD0080 ; 29077_AO0246 ; 29077_AO0251
; 29077_AS0001 ; 29077_AS0020 ; 29077_AC0001 ; 29077_A00041 ; 29077_A00042 ; 29077_A00043 ;
29077_A00044 ; 29077_A00046 ; 29077_A00047 ; 29077_A00048 ; 29077_AS0031 ; 29077_AS0032 ;
29077_AS0033 ; 29077_AC0002 ; 29077_AC0008 ; 29077_AC0010 ; 29077_AC0011 ; 29077_AC0012 ;
29077_AC0013 ; 29077_A00052 ; 29077_A00053 ; 29077_AS0089 ; 29077_AS0090 ; 29077_AC0014 ;
29077_AC0029 ; 29077_AP0106 ; 29077_AP0111 ; 29077_AP0113 ; 29077_AN0184 ; 29077_AN0185 ;
29077_AN0186 ; 29077_AN0187 ; 29077_AN0188 ; 29077_AN0189 ; 29077_AN0190 ; 29077_AN0191
; 29077_AN0192 ; 29077_AN0193 ; 29077_AN0194 ; 29077_AN0196 ; 29077_AN0197 ; 29077_AN0198
; 29077_AN0199 ; 29077_AN0200 ; 29077_AN0201 ; 29077_AN0202 ; 29077_AP0148 ; 29077_AP0164
; 29077_AP0165 ; 29077_AP0184 ; 29077_AN0263 ; 29077_AV0088 ; 29077_AZ0001 ; 29077_BC0001
; 29077_BC0002 ; 29077_BC0015 ; 29077_BC0016 ; 29077_BC0017 ; 29077_BC0023 ; 29077_BC0025 ;
29077_BC0026 ; 29077_BC0029 ; 29077_BC0030 ; 29077_BC0032 ; 29077_BC0033 ; 29091_A1047 ;
29195_00458 ; 29195_00493 ; 29195_00494 ; 29195_00497 ; 29195_00498 ; 29077_AV0089 ;
29077_AP0150 ; 29077_AP0110 ; 29077_AB0085 ; 29077_AB0086 ; 29077_BC0031 ; 29077_AV0090 ;

29077_AK0057 ; 29077_AK0059 ; 29077_AK0064 ; 29077_AK0061 ; 29077_AK0058 ; 29077_AK0060 ; 29077_AK0065 ; 29077_AK0056 ; 29077_AK0062 ; 29077_AK0063; 29091_A1371

La chasse est interdite au sein des enclos mis en place dans le cadre d'opération de gestion.

L'introduction d'animaux et l'utilisation d'appelants est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve.

Constitue un acte de chasse prohibé :

1° le tir, depuis des parcelles où la chasse est autorisée, d'animaux situés sur des parcelles où la chasse est interdite ou d'animaux en provenance lorsque leur fuite a été provoquée sciemment ;

2° le passage, sur la partie de la réserve naturelle où la chasse est interdite, d'un ou de plusieurs chiens poursuivant un gibier lancé hors de ce territoire. La pénétration dans cette zone pour récupération éventuelle des chiens doit se faire sans arme ou fusil déchargé.

La chasse est pratiquée sous réserve du respect des modalités fixées au plan de gestion et décrivant précisément les modalités de chasse : fréquence, suivis, compatibilité avec les autres usages, sécurisation du périmètre, mode (s) de chasse, reprises,

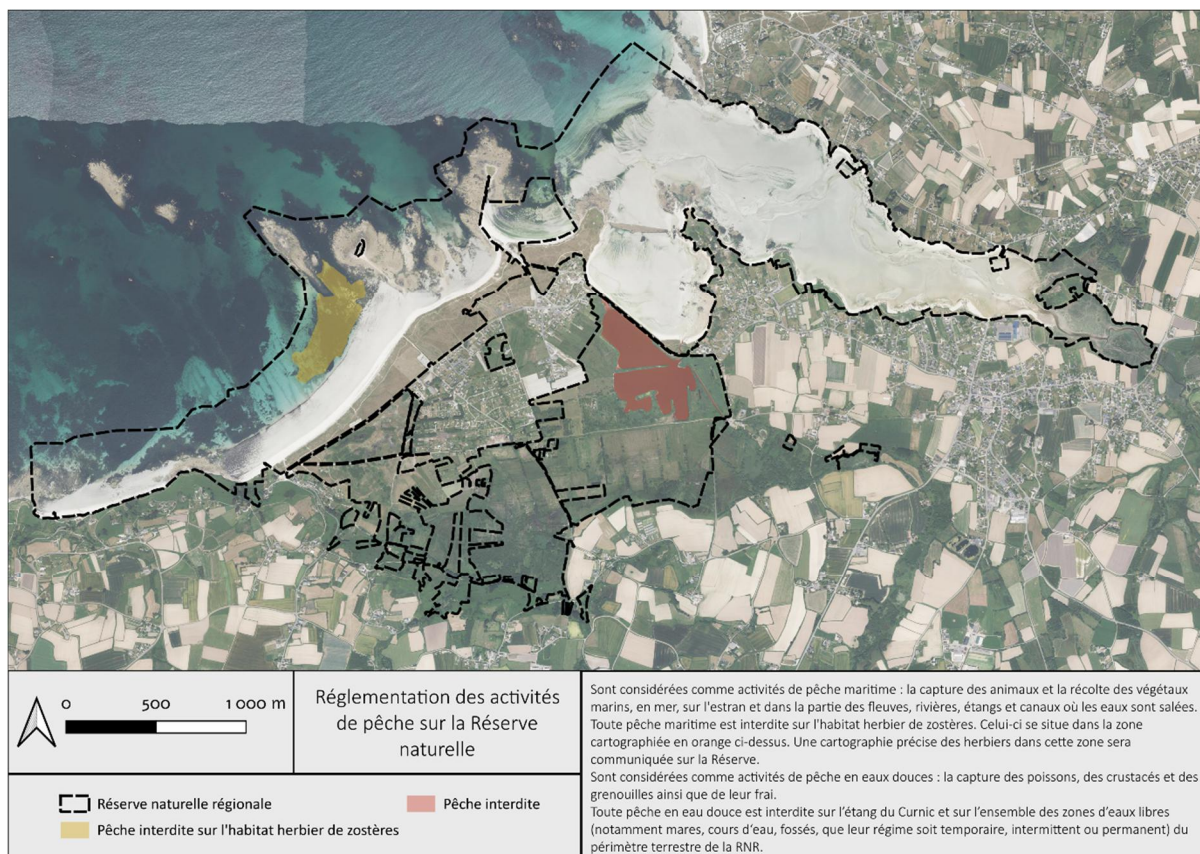
Article 3.10 Activités de pêche

La pêche maritime est définie conformément au 1° de l'article L911-1 du Code rural et de la pêche maritime.

L'exercice de la pêche en eau douce s'applique aux poissons, aux crustacés et aux grenouilles ainsi qu'à leur frai, conformément à l'article L431-2 du Code de l'environnement, et dans les cours d'eau, canaux, ruisseaux et plans d'eau mentionnés à l'article L431-3 du Code de l'environnement, en amont de la limite de la salure des eaux.

La pêche, professionnelle et de loisir, est interdite sur l'étang du Curnic et sur l'ensemble des zones d'eaux libres (notamment mares, cours d'eau, fossés, que leur régime soit temporaire, intermittent ou permanent) du périmètre terrestre de la RNR.

Toute forme de pêche maritime, professionnelle et de loisir, est interdite sur l'habitat herbier de zostères. Le secteur où cet habitat est présent est cartographié ci-après. Une cartographie précise des herbiers sera communiquée aux entrées de la Réserve. Sur le reste du site, la pêche est autorisée selon la réglementation en vigueur.



La pêche est pratiquée sous réserve du respect des modalités fixées au plan de gestion et décrivant précisément les modalités de pêche : zonage, fréquence, période (s), espèce (s), suivis, compatibilité avec les autres usages, sécurisation du périmètre, mode (s) de pêche.

Article 3.11 Activités agricoles et pastorales

Les activités agricoles et pastorales sont autorisées et s'exercent dans le cadre des conventions conclues entre les agriculteurs, les propriétaires et le gestionnaire et des modalités fixées au plan de gestion.

Le retournement de prairies, l'utilisation de tout produit phytosanitaire, d'engrais, d'épandages ou d'amendement sont interdits.

Les nouvelles plantations à compter de la date du classement en Réserve naturelle régionale sont interdites, à l'exception de celles prévues par le plan de gestion (ciblant notamment le bocage, la restauration, la conservation des milieux et des espèces).

L'arrachage des haies, les coupes rases des haies et l'arasement des talus sont interdits. Les modalités d'entretien des haies seront précisées dans le plan de gestion.

Les modalités de conduite de troupeaux seront précisées dans le plan de gestion et/ou dans les conventions agricoles.

Article 3.12 Activités sylvicoles

La gestion sylvicole telle que mentionnée ci-après est définie comme multifonctionnelle et durable : elle « participe à l'élaboration et à la mise en œuvre d'autres politiques en matière notamment de développement rural, de défense et de promotion de l'emploi, de lutte contre l'effet de serre, de préservation de la diversité biologique, de protection des sols et des eaux et de prévention des risques naturels. Elle prend en considération les modifications et phénomènes climatiques » (Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt).

Toute coupe, en dehors de situations exceptionnelles incluant notamment les risques sanitaires et les risques de sécurité publique, est interdite sur l'ensemble de la réserve naturelle. Concernant les plantations, se référer à l'article 3.11 de la présente réglementation.

Cette interdiction ne s'applique pas aux opérations prévues et décrites dans le plan de gestion ciblant notamment le bocage, la restauration, la conservation des milieux et des espèces. Les situations exceptionnelles doivent être évaluées en concertation avec le gestionnaire et déclarées au Conseil régional.

La coupe annuelle de bois est autorisée pour les propriétaires sur leurs propres parcelles, à des fins de consommation familiale et dans la mesure où cela est compatible avec les enjeux patrimoniaux de la réserve naturelle et des objectifs fixés par le plan de gestion.

Des dérogations peuvent être accordées par délibération du Conseil régional, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel, conformément à la procédure mentionnée à l'article 3.21 de la présente réglementation.

Article 3.13 Activité aquacoles

Toutes les activités aquacoles sont interdites au sein de la réserve naturelle.

Sur le Domaine public maritime, des dérogations peuvent être accordées par le Préfet du Finistère après évaluation des impacts, avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel, avis du Conseil régional.

Article 3.14 Activités de cueillette et de ramassage

Sous réserve des droits des propriétaires et/ou titulaires de droits réels et en dehors des espèces protégées, la cueillette de fruits sauvages, plantes consommables et le ramassage des champignons à des fins de consommation familiale sont autorisés dans le respect des objectifs fixés par le plan de gestion.

Peuvent notamment être récoltés : Champignons, salicornes, mures, criste, fenouil, prunelles. Conformément à la réglementation en vigueur dans le Finistère la cueillette des salicornes et de la criste ne peut excéder ce que peut tenir la main d'une personne adulte.

L'arrachage de pieds, même d'espèces consommables, est interdit.

Toutes activités de cueillette sont interdites en dehors des itinéraires, zones et aménagements ouverts au public.

Les activités artisanales, sont interdites sauf autorisations, conformément aux dispositions de l'article 3.18.

Article 3.15 Activités sportives, touristiques, culturelles et de loisirs

Les activités suivantes sont interdites sur l'ensemble de la réserve : détectorisme, golf, atterrissage et décollage d'aéronef et de drone.

Les activités sportives terrestres à propulsion éolienne, tel que le char à voile sont autorisées uniquement pour les pratiquants sous la supervision d'un professionnel ou adhérent à une association locale, après accord écrit du gestionnaire.

La pratique des autres activités sportives, touristiques, culturelles et de loisirs non visés aux articles 3.9, 3.10, 3.14 et 3.17 de la présente réglementation, est autorisée dans le respect des enjeux et objectifs du plan de gestion et conformément aux itinéraires, zones et aménagements ouverts au public défini dans l'article 3.6, 3.7 et 3.8 de la présente réglementation.

Des autorisations peuvent être accordées par le/la Président·e du Conseil régional après évaluation des impacts, avis du gestionnaire et/ou du (des) propriétaire (s) concerné (s), du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou du conseil scientifique de la réserve naturelle.

Les autorisations citées au paragraphe précédent ne se substituent pas à l'autorisation préfectorale obligatoire d'occupation du Domaine public maritime délivrée par le préfet de département.¹²

Article 3.16 Manifestations sportives, touristiques, culturelles et de loisirs

Les manifestations sportives, touristiques, culturelles et de loisirs sont définies comme des « événements organisés par une structure privée ou publique, sur une ou plusieurs journées, quel que soit le nombre de participant·e·s, avec une communication spécifique » (Agence bretonne de la biodiversité, décembre 2021).

Les manifestations sportives, touristiques, culturelles et de loisirs sont interdites, sauf autorisation accordée par le/la Président·e du Conseil régional ou le gestionnaire de la réserve naturelle selon les modalités de la manifestation (nature, envergure, antériorité, localisation, ...) avec l'accord des propriétaires concernés. Dans le cas d'une autorisation délivrée par le Conseil régional, les avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle régionale ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel seront sollicités.

Dans le cas d'une autorisation délivrée par le gestionnaire, des avis du comité consultatif de gestion et du Conseil scientifique de la réserve naturelle, si existant, pourront être sollicités.

Les modalités pour l'accord de dérogation seront décrites dans le plan de gestion : nature, envergure, antériorité, localisation, ...

Ces dérogations accordées par le/la Président·e du Conseil régional ou le gestionnaire ne dispensent pas des autorisations administratives nécessaires au titre des autres réglementations.

Elles ne se substituent pas à l'autorisation préfectorale obligatoire d'occupation du Domaine public maritime délivrée par le préfet de département.

¹² Une concertation entre service sera mise en place pour les instructions des autorisations.

Article 3.17 Prise de vue et de sons

Sous réserve des opérations prévues au plan de gestion ou nécessaires à la gestion de la réserve naturelle :

- Les activités publicitaires, photographiques, cinématographiques, radiophoniques ou de télévision sont interdites dans la réserve naturelle. Toutefois sont autorisées les activités photographiques lorsque celles-ci sont réalisées dans un cadre personnel et depuis les itinéraires et zones ouvertes au public
- La recherche, l'approche, notamment par l'affût, les pièges photographiques et la poursuite d'animaux non domestiques notamment pour la prise de vues ou de sons sont interdites en dehors des itinéraires et zones ouverts au public, conformément à l'article 3.6 de la présente réglementation.
- La réalisation de photos et/ou vidéos par drone est interdite sur la réserve naturelle.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, notamment pour les demandes à caractère scientifique ou pédagogique, par le gestionnaire et/ou le (les) propriétaire (s) concerné (s) et si cela concerne le Domaine public maritime naturel, après avis de l'État.

Le gestionnaire, le Conseil régional, les propriétaires, titulaires de droits réels et les ayants droit, ou leurs mandataires identifiés dans le cadre de convention ou mandats, ne sont pas concernés par ces interdictions. Ces opérations se déroulent dans le respect du plan de gestion et sous la responsabilité du gestionnaire.

Article 3.18 Activités industrielles, artisanales et commerciales

Sous réserve des articles 3.10 et 3.13 de la présente réglementation, les activités industrielles, artisanales et commerciales sont interdites sur la réserve naturelle. Font exception à cette interdiction :

- Les activités liées à la gestion, l'animation, la valorisation et à la communication de la réserve naturelle, prévues au plan de gestion.
- Les activités existantes à la date du classement en réserve naturelle directement liées aux activités sportives et à la découverte du patrimoine naturel

Pour toutes les autres activités, des dérogations peuvent être accordées par arrêté du/de la Président.e du Conseil régional, après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion, du conseil scientifique de la réserve naturelle ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel

Les autorisations citées au paragraphe précédent ne se substituent pas à l'autorisation préfectorale obligatoire d'occupation du Domaine public maritime délivrée par le préfet de département.

Article 3.19 Publicité

Conformément à l'article article L332-14 du Code de l'environnement, toute publicité, quelle qu'en soit la nature, est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle.

Ne sont pas visés par cette interdiction les panneaux et la signalétique réglementaire, sécuritaire, directionnelle, pédagogique, réalisés par le gestionnaire et ses mandataires, ainsi que les propriétaires publics.

Article 3.20 Utilisation du nom ou de l'appellation « Réserve naturelle régionale Marais, dunes et baies de Guissény »

L'utilisation à des fins publicitaires, et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination de la réserve naturelle ou de l'appellation « Réserve naturelle régionale Marais, dunes et baies de Guissény, à l'intérieur ou en dehors de la réserve naturelle, est soumise à autorisation du/de la Président-e du Conseil régional après avis du comité consultatif de gestion.

Article 3.21 Réglementation relative à la modification de l'état ou de l'aspect de la réserve naturelle.

Conformément à l'article L332-9 du Code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit ni modifié dans son état ou dans son aspect.

Une demande d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect de la réserve naturelle peut être soumise en application de l'article L332-9 du Code de l'environnement.

Article 3.22 Réglementation relative aux travaux

L'exécution de travaux publics ou privés modifiant l'état ou l'aspect de la réserve est interdite sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

Certains travaux peuvent toutefois être autorisés, en application de l'article L. 332-9 du Code de l'environnement et dans les conditions prévues R.332-44 et R.332-45 du Code de l'environnement.

Ne sont pas soumis à ces dispositions :

- Les travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire de la réserve naturelle conformément au plan de gestion approuvé par le conseil régional ;
- Les travaux ou opérations prévus et décrits de façon détaillée dans le plan de gestion de la réserve naturelle approuvé par le conseil régional et dont l'impact sur l'environnement aura été précisément évalué. Ces travaux doivent néanmoins faire l'objet d'une déclaration auprès du/de la Président-e du Conseil régional et au gestionnaire de la réserve naturelle.

Les travaux publics ou privés ne modifiant pas l'état ou l'aspect de la réserve naturelle peuvent être autorisés par arrêté du/de la Président-e du Conseil régional après avis du gestionnaire, du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle et du (des) propriétaire (s) concerné (s).

Les travaux urgents indispensables à la sécurité des biens ou des personnes peuvent être réalisés après information du/de la Président-e du Conseil régional, sans préjudice de leur régularisation ultérieure.

Évaluation financière

Panorama des ressources de la Commune pour les outils de protection

Afin de permettre le fonctionnement de la Réserve naturelle, une dotation annuelle est attribuée par la Région ; son montant est fixé sur la base de critères précisés dans le document cadre de juin 2023 [...]. Pour le projet de RNR à Guissény, la dotation s'élèverait au maximum à 60 000 € par an ; un financement local à hauteur de 20% minimum est attendu, ce qui porterait à environ 75 000 € le montant annuel pour le fonctionnement de la RNR.

Il faut préciser que pour la gestion des espaces naturels, la commune sollicite déjà des subventions annuelles qui complètent ses ressources propres pour le fonctionnement du service Environnement :

- Fonds F2D2R/Région pour l'animation du site Natura 2000 : environ 40 000 € (incluant un peu d'autofinancement)
- Aide du Département du Finistère pour la gestion des terrains du Conservatoire du littoral au titre des espaces naturels sensibles : de 6 000 à 7 000 €

La dotation annuelle pour la réserve et les autres aides ne sont pas strictement dédiées au financement du temps de travail des agents même si les dépenses de personnel constituent le principal poste de dépense. Il s'agit de couvrir globalement le fonctionnement annuel qui intègre également frais de structures, petits travaux et études, achat de matériel et fournitures, etc. La dotation du Conseil régional peut aussi être affectée à de l'investissement pour la Réserve naturelle régionale.

Le fonctionnement de la future de la Réserve naturelle doit donc être évalué dans ce contexte financier où plusieurs outils de protection se superposent et apportent des contributions financières distinctes mais complémentaires. La similitude et/ou la superposition des différents périmètres de protection oriente d'ailleurs les réflexions en faveur de l'élaboration d'un document unique de gestion pour le site Natura 2000, la RNR et les terrains du Conservatoire du Littoral.

Toutefois, il est important de préciser que certaines tâches sont spécifiques à chacun des financements et outils et que la commune poursuivra le traçage du temps de travail des agents du service environnement afin de pouvoir rendre compte aux financeurs du temps effectué, et justifier notamment l'absence de double financement. Ce traçage du temps de travail par tâches, permet par ailleurs d'analyser le temps nécessaire à tel ou tel activité ou projet ; ces analyses sont très utiles pour suivre les actions du plan de gestion, pour la construction du programme d'activité annuel ou pluriannuel, etc.

Actuellement, le service espaces naturels fonctionne avec deux agents à temps plein depuis 2024. Sur la période 2022-2024, en considérant les aides Natura 2000, CD29 et de la Région pour le dossier de classement, la part d'autofinancement par la mairie est d'environ 35 à 40 %. Cet effort porté par la Commune témoigne de sa volonté d'avancer sur la protection et la mise en valeur des espaces naturels.

Financement du service

Actuellement, le service environnement et espaces naturels compte deux agents en catégorie B, technicien. Le coût annuel d'un poste est d'environ 45 000 €. La dotation annuelle RNR et l'autofinancement associé permettraient donc de couvrir complètement un poste et le fonctionnement associé. En prenant en compte l'ensemble des actions du service, cela porterait les dépenses de personnel à environ 90 000 €. Le plan de financement simplifié est présenté dans le tableau suivant.

Dépenses		Recettes	
2 postes de techniciens	90 000 €	Région dotation RNR	60 000 €
Frais de structures 15 % dépenses de personnel	13 500 €	AF commune/collectivités locales pour RNR	15 000 €
Achat matériel, support communication	5 000 €	F2D2R / Région Natura 2000	35 000 €
Petits travaux / études	6 500 €	AF Commune Natura 2000 (appellant du F2D2R)	5 000 €
TOTAL	115 000 €		115 000

Structuration envisagée du service environnement et espaces naturels

Pour les besoins du dossier de classement puis de la rédaction du plan de gestion, Titouan L2 R2ST a été recruté en CDD de projet de 3 ans : il travaille très majoritairement pour le projet de RNR. Nicolas LONCL2, Responsable du service est principalement chargé de mission Natura 2000, mais assure également le rôle de garde du littoral et s'occupe de sujets environnementaux de la commune majoritairement liés aux espaces naturels et à leur qualité mais ne relevant pas strictement de la gestion conservatoire (exemples : suivi des plages avec enjeux qualité de baignade et algues vertes ; risques côtiers érosion et submersion ; GR34 ; etc.).

Du fait de la similarité du périmètre des missions, il est envisagé que les fonctions de chargé de mission Natura 2000 et de conservateur de la Réserve naturelle soient associées au même poste. Le second poste serait plus axé sur les fonctions de suivis scientifiques et études. Les autres tâches seraient réparties entre les 2 postes (surveillance, entretien des installations, animations pédagogiques, etc.). Cette structuration est envisagée de façon progressive ; les deux premières années seront consacrées en effet à l'élaboration du plan de gestion et nécessiteront que le chargé de mission soit au maximum dédié à cette tâche.

Poste 1		Poste 2	
Mission	2TP	Mission	2TP
RNR			
<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner et mettre en œuvre le plan de gestion • Contribuer au positionnement stratégique de la RN • Manager une équipe • Gestion administrative et financière • Surveillance 	0,5	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction du plan de gestion • Suivis scientifiques et assimilés • Action de connaissance et sensibilisation • Surveillance 	0,5
Natura 2000			
<ul style="list-style-type: none"> • Travaux et gestion en faveur des habitats et des espèces • Évaluations d'incidences • Suivis scientifiques • DOCOB et Bilans d'activités • Communication et sensibilisation • Réseaux et formation • Veille à la cohérence des politiques publiques • Animation et gouvernance du site • Gestion administrative et financière 	0,4	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux et gestion en faveur des habitats et des espèces • Évaluations d'incidences • Suivis scientifiques • DOCOB et Bilans d'activités (Révision) • Communication et sensibilisation • Réseaux et formation 	0,4
Mairie			
<ul style="list-style-type: none"> • Qualité eau de baignade • Frelon • Atteinte environnementale (hors périmètre) • Autres missions liées à la commune 	0,1	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité eau de baignade • Frelon • Atteinte environnementale (hors périmètre) • Autres missions liées à la commune 	0,1

Il est utile de préciser que le service accueille environ tous les deux ans des stagiaires de Master sur des périodes de 5 à 6 mois ainsi que des stagiaires d'autres niveaux sur des périodes plus courtes. Aucun service civique n'a été accueilli pour le moment, mais il est envisagé également d'en accueillir.

La Commune souhaite réaliser une maison d'accueil du public. Initialement prévu à la Maison de la digue au bord de l'étang du Curnic, ce projet devrait être mis en place sur le site de Skol An Aod dans le cadre d'une opération de renaturation d'envergure. Il devrait aboutir d'ici plusieurs années. La création de cet équipement soulèvera forcément des questions de fonctionnement et notamment de la création d'un troisième poste qui serait plus lié à l'accueil et à la sensibilisation des publics.

Conclusion

La démarche de concertation en rassemblant de nombreux acteurs au cours des deux dernières années a permis de construire le projet de réserve naturelle présenté dans ce dossier. La variété d'usages sur le site qu'ils soient professionnels ou récréatifs, sont en grande partie le reflet de la richesse des milieux naturels. Ces temps de travail ont contribué à faire prendre conscience à chacun des acteurs de la richesse et de la fragilité de ces milieux, mais aussi que cet espace était partagé avec de nombreux autres usagers et avec des espèces sauvages. Un partage de l'espace et des saisons permettant de répondre au mieux aux enjeux identifiés a notamment été un des principes de construction du projet de réglementation.

Les réflexions autour du périmètre ont permis d'aboutir à une zone élargie par rapport au site Natura 2000 notamment, même si sur le domaine terrestre, le périmètre proposé au classement à l'issue de la démarche d'action foncière est discontinu sur plusieurs secteurs. Mais les terrains privés engagés présentent tous un ou plusieurs intérêts en termes de continuité et/ou d'intérêt naturaliste, mais également par l'implication de propriétaires privés qui seront associés pour une meilleure connaissance et protection de leurs parcelles dans cette nouvelle étape de protection de la nature sur le territoire.

Cette démarche de concertation pour préfigurer le projet de réserve naturelle, aboutit au présent dossier de demande de classement. C'est une étape importante mais ce n'est pas la fin du travail avec les acteurs. L'association des acteurs sous d'autres formes se poursuivra tout d'abord au travers de l'élaboration du plan de gestion. Il faut rappeler que la volonté de la commune est de poursuivre la gestion participative et de renforcer l'implication citoyenne autour de l'espace naturel, pour renforcer la compréhension et l'appropriation des enjeux par les différents publics. Pour conclure, l'ambition de la commune grâce à l'outil Réserve naturelle régionale est de faire que ce petit territoire littoral apporte sa contribution locale à la protection globale de la biodiversité et à la transition de la société vers des modes de vie respectueux des équilibres écologiques.

Annexes

Liste des avis

- Préfet de la Région Bretagne
- Conseil Scientifique Régional pour la Protection de la Nature
- Conseil Maritime de Façade
- Conseil Départemental du Finistère
- Commune de Guissény
- Commune de Plouguerneau
- Commune de Kerlouan

Accords des propriétaires publics

- Préfecture maritime de l'Atlantique
- Préfecture du Finistère – Direction départementale des territoires et de la mer
- Conservatoire du Littoral
- Conseil Départemental du Finistère
- Mairie de Guissény

Accords des propriétaires privés



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BRETAGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Rennes, le **09 MAI 2025**

Affaire suivie par : Gilles Paillat
Tél. : 02 99 33 44 42
Courriel : gilles.paillat@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le président,

Par courrier du 16 janvier 2025, vous m'avez transmis, conformément aux dispositions de l'article R-332-31 du code de l'environnement, le dossier relatif au projet de création d'une réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény situé sur les communes de Guissény, Kerlouan et Plouguerneau (Finistère).

Le projet vise un territoire caractérisé par un continuum terre-mer aux caractéristiques écologiques singulières se traduisant par l'expression d'un patrimoine naturel et d'une biodiversité particulièrement remarquables à l'échelle régionale.

Ainsi que vous le rappelez dans votre correspondance, ce projet a fait l'objet d'une large concertation à laquelle les services de l'État ont été associés, notamment concernant les propositions de règlement de la réserve. Il a par ailleurs été examiné favorablement par le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN).

Il s'agit d'un projet de classement en zones de protection forte inscrit au plan d'actions territorial terrestre en Bretagne (2022-2024) de la stratégie nationale des aires protégées (SNAP) 2020-2030.

Le territoire du projet est concerné par une opération Natura 2000 et la recherche d'une bonne articulation entre les outils est une priorité que nous partageons. Il sera ainsi important que le plan de gestion de la réserve naturelle régionale s'inscrive en complémentarité d'actions du document d'objectifs (DOCOB) du site Natura 2000.

Compte tenu de ces éléments et en l'absence de projet de classement au titre d'une réserve naturelle nationale ou autre espace protégé, je donne un avis favorable au classement de ce projet en réserve naturelle régionale.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Très cordialement,

Le préfet de la région Bretagne,
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Amaury de SAINT-QUENTIN

Monsieur Loïc CHESNAIS-GIRARD
Président du Conseil régional de Bretagne
283 avenue du Général Patton – CS 21101
35711 Rennes cedex 7

Copie : M. le préfet maritime de l'Atlantique, M. le préfet du Finistère

AVIS n°2024-86

Arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées.

En application de l'article 31 du règlement intérieur du CSRPN Bretagne, chacun des membres signataires du présent avis atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis, à la date de sa signature.

Dénomination : Classement de la RNR de Guissény

Demandeur : Commune de Guissény et Région Bretagne

Préfet compétent : Finistère

Service instructeur : Région Bretagne

MOTIVATIONS OU CONDITIONS

- **Objet de la demande**

Il s'agit, pour le CSRPN de donner un avis sur le classement comme Réserve Naturelle Régionale des *Marais, Dunes et Baies de Guissény*.

Cet avis porte sur la présentation finale de la demande de classement comme Réserve naturelle régionale, étape concluant une phase de préfiguration de 2 ans. Depuis la sélection du site dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) de la Région Bretagne, l'état d'avancement a été présenté au CSRPN en séance plénière du 18 juin 2024.

L'avis porte sur les documents suivants : présentation du projet de classement en Réserve naturelle régionale du site *Marais, dunes et baies de Guissény*, composé :

- d'un dossier administratif (78 p.) ;
- d'un dossier scientifique (82 p. + 31 annexes) ;
- d'un document de synthèse (11 p.).

Pour leur avis, les rapporteurs s'appuient également sur les retours de membres de la CRPG (*partie géologie et patrimoine géologique*), sur le dossier déposé pour l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), l'avis du CSRPN par rapport à ce dossier déposé pour l'AMI, à la présentation en séance de septembre 2021.

Par ailleurs les deux rapporteurs ont rencontré les acteurs sur le site qu'ils ont visité lors de la réponse à l'AMI le 19 août 2021.

- **Remarques de forme et de fond**

Les documents fournis par les pétitionnaires ont fait l'objet d'une analyse par les rapporteurs, en reprenant l'avis de l'AMI, pour proposer une position au CSRPN. Par ailleurs, il y a eu une présentation de l'état d'avancement du dossier de la RNR en juin 2024.

La rédaction et la structure des documents

Le dossier de demande de classement est composé de trois rapports, un dossier administratif, un dossier scientifique et un document de synthèse. Ce dernier document résume les contenus des deux autres rapports, et fournit aux lecteurs une vision synthétique des enjeux de conservation du site et du projet de Réserve naturelle régionale (périmètre, réglementation et gouvernance).

Les documents sont bien rédigés et très illustrés.

Le dossier administratif

Le dossier administratif relate l'historique de la gestion de ce site ainsi que la démarche de concertation mise en œuvre depuis 2022 pour aboutir à la présentation du projet de RNR. Cette approche historique permet de comprendre les menaces pesant sur le site, mais aussi l'évolution de ses utilisations par les différents usagers. Il met en évidence l'implication des acteurs locaux pour la connaissance et la protection du site mais aussi les partenariats scientifiques élaborés pour comprendre son évolution et en faire un site-atelier pour plusieurs problématiques scientifiques concernant spécialement l'évolution du trait de côte (érosion dunaire, submersion marine) et les marées vertes.

Périmètre de la réserve

Lors de son examen du projet initial, le CSRPN avait émis des réserves concernant le périmètre « *de base* » retenu et avait recommandé un travail sur un élargissement du périmètre avec notamment « *l'intégration des espaces littoraux* ».

Le CSRPN note l'effort important d'accroissement de la surface du site proposé au classement. En phase de concertation, la commune de Guissény a ainsi priorisé l'animation foncière et a contacté les propriétaires des parcelles situées au sein d'un périmètre d'étude foncière de 717 ha.

Evolution du périmètre

- Proposition initiale : 425 ha (239 ha terrestres, 186 ha DPM)
- Périmètre « *scientifique* » (défini en groupe de travail) : 772 ha (354 ha terrestres, 418 ha DPM)
- Périmètre d'étude foncière : 717 ha (331 ha terrestres, 404 ha DPM) = compromis entre périmètre scientifique et usages (exclusion zones de mouillages & certaines parcelles agricoles).

Principales différences entre périmètre initial et le périmètre d'étude foncière : élargissement sur le DPM (estran), intégration de prairies et des abords de deux cours d'eau (Alanan & Couffon). Après animation foncière, le périmètre proposé au classement est de 605,22 ha (200,65 ha terrestres, 404,57 ha DPM). Des potentialités d'agrandissement existent, certains propriétaires n'ont pas souhaité que leurs propriétés rejoignent le périmètre de la RNR, mais se disent ouverts à un potentiel rachat par un acteur public.

Par rapport au dossier initial de demande, la dénomination incluant le terme « *baies* » est plus approprié et met l'accent sur le caractère littoral de la RNR et l'élargissement du site sur le DPM, ce qui est pertinent, et correspond à la demande du CSRPN : « *Il est recommandé de travailler sur l'intégration des espaces littoraux au périmètre proposé* ».

Toutefois, il reste des efforts à poursuivre pour donner plus de cohérence au périmètre, notamment dans la partie sud du site. On comprend aisément qu'avec environ 400 propriétaires le travail de concertation ne soit pas terminé. La levée des craintes de certains propriétaires sera nécessaire. Toutefois, l'agrégation progressive de nouvelles parcelles ne pourra pas se faire « *au fil de l'eau* » des nouveaux accords, mais en révision de périmètre. La poursuite des acquisitions foncières par le Conservatoire du littoral contribuera également à donner plus de cohérence au périmètre, le diagnostic écologique réalisé dans le cadre de l'étude de préfiguration pourra servir de guide pour orienter les négociations foncières.

Gouvernance

La gouvernance envisagée est articulée avec celle du site Natura 2000 qui implique la distinction de collègues au sein du COPIL. Compte tenu de l'ancienneté du site N2000 (25 ans) et de son fonctionnement harmonieux, cette proposition semble cohérente, sachant que la Commune de Guissény se porte volontaire comme gestionnaire de la RNR avec ses deux

agents déjà très impliqués dans le montage du projet, Nicolas Loncle et Titouan Le Rest. Une gouvernance partagée et articulée sera garante d'une bonne complémentarité des outils et facilitera la mutualisation des moyens.

Le CSRPN apprécie les collaborations scientifiques existantes et appuie leurs poursuites envisagées. Toutefois, il serait nécessaire de préciser la participation concrète des autres structures (communes et communautés de communes) à la gestion pour que la RNR ne soit pas uniquement identifiée à la commune de Guissény mais crée une dynamique territoriale plus étendue.

Réglementation

Le projet de classement propose une réglementation complète et détaillée, précisée pour partie cartographiquement. Dans la mesure où la réglementation envisagée correspond aux indications de RNF et de la Région pour la réglementation au sein des RNR, le CSRPN ne peut qu'approuver la démarche. La précision des exceptions est très pertinente et utile.

Pour l'article 3.2, il serait utile de demander aux pêcheurs de nettoyer leurs bottes et matériel de pêche avant de pénétrer dans la réserve, afin de limiter les transports de graines d'espèces invasives, ou d'agents de maladies (mycoses, bactérioses, ...). Les gestionnaires et les intervenants des études scientifiques devront aussi être attentifs au transport involontaire de graines ou diaspores d'espèces invasives. Des exceptions à l'interdiction d'introduction d'espèces pourront concerner des taxons servant à des opérations de renforcement d'espèces rares et menacées, et lorsque ces opérations participent à la mise en œuvre du plan de gestion.

Les restrictions de circulation sont pertinentes.

Le fait que la chasse soit interdite sur la très grande majorité du périmètre permet de compenser la chasse réglementée sur une faible partie de celui-ci.

L'interdiction de la pêche en eau douce et sa restriction en zone littorale sont pertinentes. Il serait utile de préciser que les cartographies d'herbiers à Zostères sont actualisées annuellement.

Les modalités de gestion agricole, pastorale et sylvicole seront à préciser dans le plan de gestion, ce dernier devrait également intégrer des secteurs en libre évolution (voir l'avis du CSRPN de 2021).

Le fait que Nicolas Loncle envisage de suivre la formation pour être commissionné-assermenté Réserve est un élément très favorable.

Par ailleurs, un travail important d'information et de sensibilisation est à prévoir. Il sera aussi nécessaire que la partie réglementation soit exposée dans la future maison de la réserve (qui ne peut être la Maison de la Digue, compte tenu des risques de submersion, ce qui est pertinent). Il faudra prévoir une communication sur la réglementation qui sera à intégrer dans les négociations futures avec les propriétaires qui restent à démarcher.

La composition envisagée du futur comité consultatif de gestion n'amène pas de remarque particulière. Toutefois, on peut s'interroger sur :

- le recoupement avec le COPIL N2000 : il faudra inventer un mode de gestion et donc de réunion qui économise le temps des partenaires
- et si on suit l'alinéa suivant, il vaudrait mieux remplacer le « *Président du conseil scientifique* » par « *un représentant du conseil scientifique* ».

Pour un conseil scientifique de la réserve, il serait effectivement pertinent d'avoir un conseil scientifique commun pour l'ensemble des réserves naturelles régionales littorales.

Selon les rédacteurs « *La similitude et/ou la superposition des différents périmètres de protection oriente d'ailleurs les réflexions en faveur de l'élaboration d'un **document unique de gestion** pour le site Natura 2000, la RNR et les terrains du Conservatoire du Littoral.* », **ce qui selon le CSRPN est tout-à-fait pertinent, mais doit alors orienter vers une gestion la plus exigeante.** Les éléments budgétaires présentés montrent l'intérêt du croisement des classements en termes de financement, mais on devra vérifier que toutes les sommes prévues sont bien apportées par les différents financeurs.

Le dossier scientifique

Enjeux de conservation et modalités de gestion

Le dossier est particulièrement riche et assez complet, sachant que de nombreux travaux ont été réalisés sur le périmètre du site Natura 2000, les connaissances sont plus lacunaires sur le reste du territoire concerné par le projet de RNR.

Pour la partie géomorphologie, comme précisé antérieurement, l'approche est aussi complète que possible et montre l'intérêt du site, ce qui justifie l'implication importante d'une équipe de l'UBO.

Pour la partie géologie, les éléments présentés sont surtout une interprétation de la carte géologique, et il faut envisager dans le plan de gestion une étude conséquente du patrimoine géologique : amorcer une approche spécifique aux objets géologiques, la pétrologie sédimentaire, le métamorphisme, la pétrologie magmatique, la géochronologie, etc. Il faudra pour des études ultérieures appliquer l'approche méthodologique du patrimoine géologique désormais classique. Cette volonté de complément d'étude devra apparaître dans le futur plan de gestion.

Il existe une dynamique naturaliste déjà ancienne sur le site, la commune a su mobiliser depuis de nombreuses années des partenaires scientifiques et naturalistes. En témoignent la riche bibliographie présentée dans le dossier et la participation des personnes ressource en phase de concertation (participation à des groupes de travail, relectures).

Il ressort des éléments présentés une **très grande richesse floristique et faunistique pour les milieux continentaux, incluant de nombreuses espèces protégées aux niveaux national ou régional** :

- pour la flore, plus de 600 taxons dont 30 taxons d'intérêt avec le plus emblématique, le Liparis de Loisel ;
- pour l'avifaune, 83 espèces nicheuses, et 121 migratrices, dont le Phragmite aquatique ;
- pour la mammalofaune, 12 espèces, dont la Loutre d'Europe ;
- pour l'herpétofaune, 11 espèces d'amphibiens et 5 de reptiles ;
- pour l'ichtyofaune (dont on n'a pas de liste, les résultats de l'inventaire ichtyologique n'ayant pas été fournis), l'Anguille européenne ;
- pour l'entomofaune qui reste trop peu connue, deux agrions patrimoniaux (Agrion de Mercure, Agrion joli) et Damier de la Succise qui fait l'objet d'un suivi.

Cette richesse s'explique par la forte imbrication de milieux très différents. Toutefois la partie sur les inventaires des zones marines littorales n'est pratiquement pas documentée, ce qui est d'ailleurs signalé dans le tableau sur l'état des connaissances (tableau 9).

Une évaluation de l'état des connaissances est présentée dans ce tableau 9 (pp. 77-78) en distinguant 3 niveaux (faible, moyen, fort) ; elle permet de relativiser les enjeux identifiés et de proposer des orientations pour l'amélioration des connaissances pour les années à venir.

Des suivis de populations d'intérêt sont réalisés depuis des années et il y a eu une actualisation récente de la cartographie des habitats Natura 2000. La précision sur l'état de conservation des différents habitats est utile pour envisager la gestion appropriée (et donc à inclure dans le plan de gestion). Une remarque concerne les mécanismes d'eutrophisation pouvant entraîner le déclin des characées : c'est essentiellement le phosphore qui en est la cause principale de la régression-plutôt que les nitrates.

L'analyse des enjeux, menaces et apports de la RNR (p. 62 à 74) est pertinente, et orientera les travaux futurs et la rédaction du plan de gestion. Le CSRPN valide la hiérarchisation :

- enjeu de conservation prioritaire : étang, marais et dépressions arrière dunaires (avec les précisions apportées sur les habitats inclus) et habitats dunaires ;
- enjeu de conservation fort : estran, falaise et îlots ;
- enjeu de conservation secondaire : falaise morte, patrimoine archéologique, patrimoine historique et culturel.

Il souligne aussi la nécessité d'une maison de site et reconnaît les efforts réalisés pour sa mise en place.

Comme préconisé dans le rapport suite à la présentation de septembre 2021, et sachant que les boisements de la falaise morte sont encore assez mal connus, il faudra envisager une libre évolution de cette zone qui pourrait constituer une zone tampon entre le marais et les espaces agricoles environnants. Toutefois, il faudra favoriser une zone de lecture géologique et géomorphologique de cette structure.

Le CSRPN souligne aussi l'importance des travaux menés sur le site notamment par l'UBO et l'inclusion du site de Guissény dans des programmes scientifiques pour les problématiques d'érosion dunaire et d'évolution du trait de côte, de submersion marine, d'eutrophisation littorale, ...

Une meilleure compréhension du fonctionnement de l'étang de Curnic sera nécessaire et les études sur la qualité de l'eau, les proliférations algales, le peuplement ichtyologique, l'Anguille européenne seront à poursuivre, ...

• **Avis des rapporteurs proposé au CSRPN**

Les rapporteurs proposent au CSRPN de voter en faveur du classement de la RNR des Marais, Dunes et Baies de Guissény.

Les rapporteurs du CSRPN apprécient la conclusion du tome administratif, auquel ils souscrivent :
« Cette démarche de concertation pour préfigurer le projet de réserve naturelle, aboutit au présent dossier de demande de classement. C'est une étape importante mais ce n'est pas la fin du travail avec les acteurs. L'association des acteurs sous d'autres formes se poursuivra tout d'abord au travers de l'élaboration du plan de gestion. Il faut rappeler que la volonté de la commune est de poursuivre la gestion participative et de renforcer l'implication citoyenne autour de l'espace naturel, pour renforcer la compréhension et l'appropriation des enjeux par les différents publics. Pour conclure, l'ambition de la commune grâce à l'outil Réserve naturelle régionale est de faire que ce petit territoire littoral apporte sa contribution locale à la protection globale de la biodiversité et à la transition de la société vers des modes de vie respectueux des équilibres écologiques ».

Les recommandations suivantes sont émises pour la rédaction du plan de gestion, prochaine étape après classement du site :

- Approfondir la connaissance de la géologie et du patrimoine géologique, en apportant notamment une approche basée davantage sur des observations de terrain. Les membres de la CRPG se tiennent à disposition du gestionnaire pour l'assister dans cette démarche. Il sera ainsi possible de créer un parcours d'interprétation sur la géologie et la géomorphologie du site ;
- Insister sur le patrimoine biologique des zones marines littorales ;
- Poursuivre les travaux d'amélioration des connaissances, en particulier dans les espaces situés hors site Natura 2000. Le tableau 9 de la p.77 du dossier scientifique dresse un bilan de l'état des connaissances et met en évidence les lacunes de connaissance. Dans le cadre du plan de gestion, il conviendra de préciser les ambitions en termes d'amélioration des connaissances et de proposer l'élaboration d'une stratégie connaissance à l'échelle du site. Il faudra notamment préciser les données sur la mammalogie ;
- Poursuivre la concertation avec les propriétaires pour aboutir à un périmètre en cohérence avec les enjeux de conservation et de gestion du site ;
- Poursuivre les efforts entrepris d'ancrage territorial, particulièrement importants pour un site tel que celui de Guissény qui subit de nombreuses pressions trouvant leur origine à l'extérieur du site (qualité des milieux aquatiques et des zones humides / bassin versant, érosion / effets du changement climatique en particulier).

• **Compléments apportés par les membres du CSRPN en sa séance du 7 novembre 2024**

- Le CSRPN s'interroge sur l'autorisation de la chasse sur le Domaine Public Maritime où il y a des enjeux limicoles importants. Il faudra travailler sur des espaces de quiétude à mettre en place en fonction de la fréquentation des différentes zones du littoral ;
- Lors de l'élaboration du plan de gestion, le CSRPN suggère de favoriser les approches « habitat d'espèce », pour la cartographie et la mise en œuvre de mesures de gestion (ex. Phragmite aquatique) ;

- Le diagnostic écologique de la biodiversité marine pourra profiter (et contribuer) à la mise en place d'une ZNIEFF marine (en projet) ;
- Les taxons dont l'amélioration des connaissances semble une priorité sont les poissons, les micromammifères et les chiroptères. L'amélioration des connaissances naturalistes n'est cependant pas un enjeu en tant que tel pour le site, mais une nécessité à l'identification des enjeux de conservation ;
- L'élaboration d'un atlas cartographique est attendu pour les étapes ultérieures.

• **Synthèse / Conclusion**

Au vu du dossier et du débat avec les porteurs de projet ainsi qu'en son sein, le CSRPN Bretagne émet un avis très favorable au classement comme Réserve Naturelle Régionale des *Marais, Dunes et Baies de Guissény*.

Il invite les porteurs de projet à prendre en compte les recommandations précisées dans cet avis pour la rédaction du plan de gestion.

En outre, le CSRPN souhaite une réflexion approfondie avec la Région sur le problème de la chasse en réserve naturelle, problème déjà souligné dans l'analyse des réponses à l'AMI. Il lui semble anachronique d'autoriser la chasse dans des espaces de protection forte comme les réserves.

AVIS

FAVORABLE	<input checked="" type="checkbox"/>
FAVORABLE SOUS CONDITIONS	<input type="checkbox"/>
DEFAVORABLE	<input type="checkbox"/>

Fait le 02 décembre 2024

Rapporteurs.rices

Marion HARDEGEN,
Jacques HAURY

Signature(s)

Jacques HAURY
Président du CSRPN





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
MARITIME
DE L'ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interrégionale de la mer
Nord Atlantique - Manche Ouest
Secrétariat du conseil maritime de façade

Nantes et Brest, le 02 AVR. 2025
N° 0-3745-2025/PREMAR_ATLANT/AEM/NP

MM. les préfets coordonnateurs de la façade Nord-Atlantique - Manche Ouest

à

Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne

OBJET : avis portant sur le projet de classement de la Réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény.

Le Conseil maritime de façade Nord Atlantique Manche Ouest,

- Vu le code de l'environnement et plus particulièrement son article L.332-2-1 ;
- Vu le courrier du président de la région Bretagne du 10 février 2025 ;
- Vu le document de synthèse du projet de classement de la Réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény et le caractère maritime du-dit projet ;
- Vu l'avis du CSRPN 2022-46 du 02 décembre 2024 ;
- Vu la consultation des membres de la commission permanente du Conseil maritime de façade en séance du 10 mars 2025 ;

Considérant le contexte suivant :

Le Document Stratégique de Façade (DSF) NAMO prévoit plusieurs actions visant à maintenir ou restaurer le bon fonctionnement des écosystèmes marins tout en veillant au maintien des usages en mer dans une perspective de développement durable.

Le gouvernement a adopté en 2021 une nouvelle stratégie pour les aires protégées à l'horizon 2030. Cette stratégie pose les objectifs de 30 % du territoire français en aires protégées et 10 % en protection forte. La création de nouvelles aires protégées et le confortement des aires protégées existantes est une priorité nationale.

Le site naturel « marais, dunes et baies de Guissény » (Finistère nord, sur les 3 communes de Guissény, Plouguerneau et Kerlouan) présente une grande valeur écologique avec plusieurs entités écologiques remarquables, notamment les baies, estrans et cordon dunaire. Ce territoire se distingue par un continuum terre-mer naturel unique et une mosaïque d'habitats façonnés par l'homme, avec une biodiversité exceptionnelle.

Le projet de classement de la Réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény a été initié en 2017 à l'initiative de la mairie de Guissény, dans un objectif de consolidation et de renforcement des actions de connaissance, de conservation et d'éducation à la nature. Ces dernières sont mises en œuvre depuis les années 1970, notamment dans le cadre de la Réserve de chasse maritime de l'anse du Curnic et de la baie de Tresseny, mais aussi de l'arrêté préfectoral de protection de biotope du marais de Curnic et des deux sites Natura 2000 zones spéciales de conservation de Guissény et de la Côte des Légendes.

Le projet a été retenu en 2021 par le Conseil régional, dans le cadre de l'appel à manifestation pour le développement du réseau. Il a été inscrit dans le plan d'action territorial terrestre 2022-2024 de Bretagne, qui décline la stratégie nationale pour les aires protégées 2020-2030. Il concourt ainsi à l'atteinte des objectifs nationaux d'amélioration du réseau d'aires de protection forte.

Afin de faire émerger un projet qui fasse consensus au sein du territoire pour une meilleure appropriation future des enjeux, la mairie de Guissény, actuel gestionnaire de la zone spéciale de conservation de Guissény, avec l'appui de la Région, a mené une large concertation depuis deux ans pour co-construire le projet.

Ce dernier est présenté dans le dossier de demande de classement, qui comporte une réglementation, des orientations de conservation et de gestion et une gouvernance pour la future Réserve naturelle régionale.

Le Conseil maritime de façade, via sa Commission permanente réunie le 10 mars 2025, émet l'avis général suivant :

Le projet contribue à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les aires protégées, notamment aux première et deuxième mesures du Plan d'action territorial terrestre de la Région Bretagne, concernant le développement et le renforcement du réseau d'aires protégées.

Le Conseil maritime de façade note l'important travail de concertation mené par la mairie de Guissény, avec l'appui de la Région Bretagne, qui a permis de faire émerger un consensus autour de ce projet de protection de l'environnement dans un contexte d'érosion de la biodiversité.

Le périmètre proposé au classement d'une surface d'environ 605 hectares, dont 404 sur le périmètre maritime et 201 sur le périmètre terrestre, présente des habitats marins d'importance patrimoniale, en raison de leur inscription à la Directive habitats-faune-flore, dont en particulier les herbiers de zostères et les champs de blocs. La réglementation des usages de pêche à pied (essentiellement de la récolte d'algues de rives avec une dizaine de pêcheurs professionnels), d'activités balnéaires, de manifestations sportives entre autres sur ces habitats sont nécessaires, afin de limiter les pressions (piétinement, dérangement des espèces, ...).

Le classement en Réserve naturelle régionale permettra de renforcer la protection de la biodiversité exceptionnelle du site, de développer les actions de connaissance mais aussi de sensibiliser le public, de renforcer l'ancrage territorial, et enfin, de mieux encadrer les usages et d'optimiser les moyens (humains et matériels) pour la gestion de ce site naturel.

La gouvernance proposée en articulation avec celle du site Natura 2000, avec une composition similaire à celle du comité de pilotage du site Natura 2000, pourrait également permettre une complémentarité des outils de protection.


Les partenariats scientifiques en place pourraient faire de ce site un « site atelier » permettant de mieux comprendre l'évolution du trait de côte (érosion dunaire et submersion marine) et les phénomènes de blooms macroalguaux d'algues vertes. Ce site est en effet un des plus problématiques de France sur le phénomène de marées vertes.

Par délégation, la commission permanente du Conseil maritime de façade émet **un avis favorable** sur le projet de classement de la Réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény.

Le préfet de la région Pays de la Loire,
préfet de la Loire-Atlantique,


Fabrice RIGOULET-ROZE

Le vice-amiral d'escadre,
préfet maritime de l'Atlantique,


Jean-François QUÉRAT

COMMISSION PERMANENTE

Séance du 6 mars 2025

Délibération

N° : CP-2025-03-017

Commission du développement durable et des territoires
Direction de l'Aménagement, de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT : ACQUISITIONS FONCIÈRES ET GESTION DES ESPACES NATURELS ET RANDONNÉE

Recettes/fonctionnement	
Recettes/investissement	
Dépenses/fonctionnement	
Dépenses/investissement	260 062,50€

Présents :	Maël DE CALAN, Frédérique BONNARD-LE FLOC'H, Véronique BOURBIGOT, Laure CARAMARO, Amélie CARO, Nathalie CARROT-TANNEAU, Aline CHEVAUCHER, Yves DU BUIT, Kévin FAURE, Céline LE TENDRE, Bernard GOALEC, Jacques GOUEROU, Pascal GOULAOUIC, Philippe GUILLEMOT, Elisabeth GUILLERM, Didier GUILLON, Joëlle HUON, Armelle HURUGUEN, Claude JAFFRÉ, Marie-Pierre JEAN-JACQUES, Stéphane LE DOARÉ, David LE GOFF, Pierre LE GOFF, Alain LE GRAND, Lédie LE HIR, Pauline LOUIS-JOSEPH-DOGUÉ, Michel LOUSSOUARN, Didier MALLERON, Sandrine MANUSSET, Isabelle MAUGAIS, Gilles MOUNIER, Pierre OGOR, Bernard PELLETER, Franck PICHON, Jocelyne PLOUHINEC, Jocelyne POITEVIN, Monique PORCHER, Julien POUPON, Jean-Marc PUCHOIS, Nathalie SARRABEZOLLES, Guy TALOC, Gaëlle ZANÉGUY.
Absents :	
Procurations :	Mme Viviane BERVAS donne pouvoir à M. Bernard GOALEC, M. Ismaël DUPONT donne pouvoir à Mme Gaëlle ZANÉGUY, M. Barthélémy GONELLA donne pouvoir à Mme Pauline LOUIS-JOSEPH-DOGUÉ, Mme Jacqueline HÉRÉ donne pouvoir à M. Kévin FAURE, Mme Marie-Christine LAINEZ donne pouvoir à M. Gilles MOUNIER, Mme Marguerite LAMOUR donne pouvoir à M. Guy TALOC, Mme Anne MARÉCHAL donne pouvoir à Mme Joëlle HUON, M. Raymond MESSENGER donne pouvoir à Mme Amélie CARO, Mme Corinne NICOLE donne pouvoir à M. Philippe GUILLEMOT, M. Matthieu STERVINOUD donne pouvoir à Mme Marie-Pierre JEAN-JACQUES, Mme Emmanuelle TOURNIER donne

	pouvoir à M. Yves DU BUIT, M. Tristan FOVEAU donne pouvoir à Mme Frédérique BONNARD-LE FLOC'H.
--	---

I - Contexte

Le changement climatique et l'érosion de la biodiversité s'accroissent et produisent des effets importants : augmentation des risques de submersion marine, inondations et sécheresses plus fréquentes, tensions sur la ressource en eau, réduction de la biodiversité. Le Finistère n'est pas épargné : comme ailleurs, la récurrence des événements climatiques extrêmes augmente.

Face à ces enjeux urgents, le Département est en première ligne, car il porte plusieurs politiques centrales dans la transition écologique.

Après avoir reconnu un état d'urgence au plan environnemental en octobre 2021, le Département souhaite structurer son action autour de six pôles :

- la rénovation énergétique des bâtiments et des logements pour en réduire l'empreinte carbone;
- la préservation des espaces naturels sensibles et de la biodiversité ;
- la sécurisation de la ressource en eau en quantité et en qualité ;
- la réduction de l'empreinte environnementale des infrastructures et des déplacements ;
- la transition de notre modèle productif, notamment agricole et le développement de l'économie circulaire ;
- l'éducation à l'environnement.

Il élabore et met en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles d'intérêt départemental. Il contribue ainsi à préserver la qualité des sites et des paysages, et à assurer la sauvegarde des habitats naturels. Il promeut par ailleurs le développement de la randonnée.

II - Objectifs

La présente délibération a pour objet des acquisitions (information pour les acquisitions réalisées par délégation, décision pour les autres) au titre des espaces naturels sensibles et à leur gestion, ainsi que l'actualisation du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).

A - Acquisitions d'espaces naturels – patrimoine foncier

- Décisions de préemption en délégation Président

Par délibération du 1^{er} juillet 2021, le Conseil départemental a donné délégation au Président pour exercer au nom du Département le droit de préemption dans les espaces naturels sensibles, tel qu'il est défini par le code de l'urbanisme, et a autorisé le Président à déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien.

Les dernières décisions d'exercice et de renonciation au droit de préemption exercées dans le cadre de cette délégation sont présentées en annexe 1.

- Acquisitions d'opportunité sur la commune de PLOUGUERNEAU - « Kerrachen », parcelle cadastrée section D n°1123

L'acquisition de ce terrain d'une superficie de 1 550 m², est demandée par les conjoints P. Il s'agit d'une parcelle en bordure du littoral, anciennement à usages de caravanage. Cette parcelle est située en zone de préemption et comporte des espèces floristiques protégées. Contigüe à une parcelle départementale, elle viendra compléter la propriété sur la commune de Plouguerneau et permettra la reconquête du paysage.

L'évaluation foncière est de 1 162,50 €, soit 0,75 €/m².

B - Gestion des milieux naturels (subventions)

1 - Partenariats naturalistes et d'éducation à l'environnement

Le Département dispose de partenariats avec des associations naturalistes et des gestionnaires d'espaces naturels. Ils se déclinent au moyen de conventions triennales et d'annexes financières annuelles où sont précisés les objectifs que les structures se proposent d'atteindre, les actions spécifiques envisagées et le montant de la participation financière du Département. Certaines actions concernent directement la gestion des espaces naturels départementaux.

Toutes les actions 2025 s'inscrivant dans le cadre des conventions sont synthétisées en annexe n° 2 et présentées en annexes n° 3 à 6

Le montant global des aides est de 254 500 € pour 4 structures bénéficiaires (231 678 € en fonctionnement et 22 822 € en investissement).

2 - Soutien à l'association Grumpy nature

Le Département soutient l'association pour ses actions naturalistes sur la zone humide départementale de Kervigen : connaissances naturalistes, propositions de gestion et d'interventions.

Le montant de l'aide est de 2 000 € (en fonctionnement, non conventionnée). La subvention sera versée en une seule fois.

3 - Soutien à l'action de régulation du lapin sur les Glénan - Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON)

L'île Saint Nicolas des Glénan, en grande partie propriété départementale au titre des espaces naturels sensibles, fait face à un enjeu majeur de sauvegarde du narcisse des Glénan. Seule plante endémique de Bretagne, elle a justifié le classement d'une partie de l'île en Réserve naturelle nationale. En 2024, moins de 2 000 pieds fleuris ont été inventoriés alors qu'en 2017 plus de 500 000 étaient recensés. Les facteurs de chute de la population de Narcisse sont pluriels, notamment la sécheresse de 2022, mais principalement l'augmentation de la population de lapins. Des opérations de régulation du lapin ont été programmées en urgence sur 2024, selon des modalités multiples, qui sont à poursuivre en 2025. L'une d'elles consiste à mettre en place un piégeage actif par la pose de cages (autorisation préfectorale). Les lapins capturés sont rapatriés sur le continent.

La FDGDON dispose d'un nombre conséquent de cages à disposition. Une location complémentaire est à programmer sur 2025. Les gestionnaires de l'espace naturel assureront le transport maritime. Il est proposé de contribuer à la poursuite de l'action de régulation par le financement de la location de 60 cages de février à décembre, à hauteur de 2 400 € en fonctionnement, auprès de la FDGDON. La subvention sera versée en une seule fois.

4 - Forêt départementale du site des Landes du Cragou - Convention de vente et d'exploitation groupées de bois

L'Office National des Forêts (ONF) a engagé une démarche active de développement de bois façonnés, disponibles en bordure de route, vendus aux scieries locales au moyen de contrats d'approvisionnement. Sous forme de vente groupée (rassemblement des bois provenant de plusieurs collectivités y compris les bois de la forêt domaniale), ce type d'exploitation permet au

propriétaire de la forêt de mettre à disposition les bois à couper auprès de l'ONF qui les exploite en faisant appel à ses propres marchés de prestation de services, conformément aux règles internes de mise en concurrence. L'ONF suit l'exploitation, assure le classement des bois et les réceptionne dans le cadre des contrats d'approvisionnement. Le montant des ventes est encaissé par l'ONF puis reversé au propriétaire déduit des frais engagés (coûts directs d'exploitation, coût de l'assistance technique, frais d'avance de trésorerie, frais de recouvrement et de reversement).

Il est proposé de poursuivre ce mode de commercialisation de vente de bois sur le site des Landes du Cragou. Le volume prévisionnel de coupe est de 1 297 m³ sur 15,76 ha. Le bilan financier net prévisionnel de cette opération pour le Département est de 25 658 € HT environ, soit environ 19,78 € HT/m³, charges déduites des coûts d'exploitation et de l'accompagnement de l'ONF. Les dispositions sont précisées au sein d'une convention de mise à disposition de bois sur pied à l'ONF, en annexes n°7 et 8.

5 -Projet de classement de réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény – avis de classement

Le site des marais, dunes et baies de Guissény s'étend sur les communes de Plouguerneau, Guissény et Kerlouan. Site remarquable et d'une grande valeur écologique, il se distingue par un continuum terre-mer naturel et une mosaïque d'habitats générant une biodiversité exceptionnelle sur près de 605 ha dont 200 ha de surface terrestre. Depuis 2022, une démarche de concertation de préfiguration de réserve régionale a été mise en place avec l'ensemble des acteurs. Le projet concerne essentiellement le secteur d'intervention foncière du Conservatoire du littoral et de la Commune. Le Département est propriétaire près de 4 hectares. Ces parcelles sont situées sur le secteur du Couffon (communes de Guissény et Kerlouan) mais également sur la falaise du Vougot commune de Plouguerneau).

Conformément au code de l'environnement, dans le cadre de la procédure de classement, des consultations auprès des collectivités, services de l'Etat et partenaires sont obligatoires. A ce titre, l'avis du Département, favorable à cette démarche, est sollicité.

C - Randonnées

Actualisation du Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

Pour être inscrit au PDIPR, un itinéraire pédestre, équestre et/ou VTT doit répondre aux critères de qualité techniques et environnementaux définis par le Département et figurant dans la grille d'évaluation des itinéraires. Cette inscription au PDIPR est validée en Commission permanente et une convention fixe les engagements de chaque partie.

Les tracés sont consultables sur carte IGN interactive, sur la plate-forme régionale d'échanges de données numériques GéoBretagne® : <http://geobretagne.fr/geonetwork/apps/georchestra/>.

Le linéaire annuel d'itinéraires inscrits au PDIPR en 2024 a été de 61,4 km portant le linéaire départemental inscrit au PDIPR début 2025 à 4 613,6 km.

Il est décidé, d'inscrire six nouveaux circuits pour trois maîtres d'ouvrages, tel que précisé ci-dessous :

Nom de l'itinéraire	Maitre d'ouvrage	Intercom munalité	Commune	Longueur en km	Pratique(s)
Saint-Renan d'antan	Pays d'Iroise Communauté	CPI	Saint-Renan	4	Pédestre
Circuit Sainte-Christine - Toull ar Ranig	Plougastel-Daoulas	BM	Plougastel-Daoulas	8	Pédestre VTT

Les Rives de l'Elorn – St Jean	Plougastel-Daoulas	BM	Plougastel-Daoulas	9,2	Pédestre
Boucle du Corbeau	Plougastel-Daoulas	BM	Plougastel-Daoulas	4	Pédestre
Boucle de Porsmeur	Plougastel-Daoulas	BM	Plougastel-Daoulas	5	Pédestre
Entre Rade et Vallons	Logonna-Daoulas	CAPLD	Logonna-Daoulas	15	Pédestre

Conclusion

Après en avoir délibéré, la Commission permanente décide :

- **de prendre acte des dernières acquisitions effectuées au titre de la délégation donnée au Président ;**
- **d'acquérir le terrain sur la commune de Plouguerneau, pour un montant de 1 162,50 € ;**
- **d'attribuer les subventions et d'approuver les annexes annuelles des conventions de partenariats naturalistes avec :**
 - **Bretagne vivante : subvention de 163 000 € (143 878 € en fonctionnement et 19 122 € en investissement) ;**
 - **le GRETIA : subvention de 13 500 € en fonctionnement ;**
 - **le GMB : subvention 17 000 € (15 000 € en fonctionnement et 2 000 € en investissement) ;**
 - **l'Association de Langazel : subvention de 61 000 € (59 300 € en fonctionnement et 1 700 € en investissement) pour la gestion du site départemental de Langazel ;**
- **d'accorder une subvention de 2 000 € en fonctionnement à l'Association Grumpy nature ;**
- **d'accorder une subvention de 2 400 € en fonctionnement au FDGDON ;**
- **d'approuver la convention de vente et d'exploitation groupées de bois et son annexe, conclue avec l'Office National des Forêts, pour les bois du site des Landes du Cragou ;**
- **d'approuver la démarche de classement du site des marais, dunes et baies de Guissény en réserve naturelle régionale ;**
- **d'inscrire 6 nouveaux circuits au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) ;**
- **d'autoriser la signature des actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.**

Mmes Lédie LE HIR, Marguerite LAMOUR, Marie-Christine LAINEZ et M. Gilles MOUNIER n'ont pas pris part au vote.

Cette délibération est adoptée à la majorité des Conseillers départementaux présents ou représentés.

Le Président



Maël DE CALAN



Finistère
Pen-Ar-Bed

Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/25-02006

Date d'envoi de la convocation : 04/04/2025

Nombre	de	membres
en exercice	=	13
Présents	=	12
Votants	=	13

RÉUNION DU 10 AVRIL 2025

Avis au projet de création d'une Réserve Naturelle Régionale et demande de la mise en gestion par la commune de Guissény

L'an deux mille vingt-cinq, le dix avril à dix-huit heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRÈS, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Jean-Louis BONDU.

Absent : XX

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Maud LE QUÉRÉ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOET, conseiller délégataire à l'environnement, rappelle que la phase de préfiguration de la future Réserve naturelle régionale « Marais, Dunes, Baies de Guissény » s'est terminée en octobre 2024. La phase de consultation du public s'est tenue du 25 novembre 2024 au 25 février 2025 et la consultation des collectivités et instances publiques s'est déroulée parallèlement. À ce stade presque tous les avis ont été rendus et sont tous favorables. En tenant compte des délais prévus par la procédure, le classement officiel en session plénière du Conseil régional devrait pouvoir intervenir à la session de septembre 2025.

L'ensemble des résultats de la concertation est présenté dans le dossier de classement. Trois éléments majeurs sont issus de cette concertation :

Périmètre :

- 609,02 ha au total, dont environ 210 ha de surface terrestre et environ 400 ha de surface marine, inscrits au domaine public maritime et propriété de l'Etat
- Les principaux propriétaires fonciers sur le domaine terrestre sont le Conservatoire du littoral, la Commune de Guissény et le Département du Finistère.
- 19,1 ha de terrains privés seront également intégrés à la Réserve avec l'accord des propriétaires concernés.

Réglementation :

- Elle vise à encadrer les usages pour assurer la conservation des habitats et des espèces.
- Elle a été élaborée lors de la concertation, en s'appuyant sur les recommandations de Réserves naturelles de France et le guide des réglementations des Réserves naturelles régionales bretonnes.

Grandes orientations de gestion :

- Elles portent sur les quatre principaux enjeux écologiques du site : les étangs, marais et dépressions arrière dunaires ; les habitats dunaires ; les estrans, falaises et îlots ; la falaise morte.

- Elles intègrent aussi deux enjeux patrimoniaux (archéologie, histoire, culture) et des enjeux transversaux (éducation, acquisition de connaissances, adaptation au changement climatique, qualité de l'eau, ancrage territorial).

La commune est propriétaire de 602 721 m² de parcelles cadastrées, et de 110 301 m² de domaine public non cadastrés dans ce périmètre (détail en annexes 1 et 2). Conformément à ce même article, le projet de création est soumis à l'accord du ou des propriétaires concernés. Dans le cadre de cette procédure de classement, et conformément au Code de l'environnement, le Président du Conseil régional doit procéder aux consultations obligatoires prévues à l'article L332-2-1, en direction du public, de l'Etat en région, du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) et des collectivités locales intéressées, comprenant notamment la Commune de Guissény. À ce titre l'accord de la commune propriétaire est donné par son assemblée délibérante.

Monsieur Joël PASCOET propose au conseil de donner un avis favorable pour les terrains propriété communale.

DÉLIBÉRATION

Considérant que la commune s'est portée volontaire pour le classement d'une partie de son territoire en Réserve Naturelle Régionale ;

Considérant que ce classement n'est pas la mise sous « cloche » du territoire mais bien un outil de gestion des usages dans le respect des principes et de la réglementation de la réserve ;

Considérant que la gouvernance de la réserve permettra d'adapter les modalités de gestion aux pratiques du secteur ;

Considérant que la réglementation des usages n'est pas d'interdire mais d'organiser l'activité dans le respect de la préservation de l'environnement en conciliant les activités ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 13 voix pour,

Article 1 : Approuve le projet de création de la réserve naturelle régionale des « Marais, Dunes et Baies de Guissény », tel que présenté dans les documents de classement ci-joints.

Article 2 : Accepte le classement des parcelles et du domaine non cadastré appartenant à la commune, situées dans le périmètre du projet, en Réserve naturelle régionale.

À Guissény, le 10 avril 2025

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN



La secrétaire de séance,
Maud LE QUÉRÉ





Commune de Plouguerneau
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 5 mars 2025

--oOo--

Nombre de conseillers :

En exercice	29
Présents	22
Votants	27

Date d'envoi de la convocation : jeudi 27 février 2025.

Le Conseil Municipal de PLOUGUERNEAU s'est réuni le 5 mars 2025 à 19h00 à l'Espace Culturel ARMORICA en séance publique sous la présidence de Monsieur Yannig ROBIN, Maire.

SECRETAIRE DE SEANCE : ALAIN ROMÉY élu à l'unanimité.

ETAIENT PRESENTS : Yannig ROBIN - Marie BOUSSEAU - Andrew LINCOLN - Léonie MOISAN - Naïg ETIENNE - François MERIEN - Catherine LE ROUX - Arnaud HENRY – Michel TREBAOL - Alain ROMÉY - Nadine ABJEAN - Hervé PERRAIN - Amélie CORNEC - Christian LE GOASDUFF - Bruno BOZEC - Hélène SALAUN – Maximilien BRETON - Marine JACQ - Lédie LE HIR - Bruno COATEVAL – Yann DROUMAGUET – Eric LE BRIS –

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Marcel LE DALL	procuration à Catherine LE ROUX
Arnaud VELLY	procuration à Marie BOUSSEAU
Cécile DECLERCQ	procuration à Amélie CORNEC
Yannik BIGOUIN	procuration à Andrew LINCOLN
Sylvie ARZUR	procuration à Lédie LE HIR

ABSENTS :

Anne-Marie LE BIHAN
Isabelle PASQUET

Nomenclature ACTES 8.4.2	AVIS SUR LE PROJET DE CLASSEMENT DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES MARAIS, DUNES ET BAIES DE GUISSÉNY
-----------------------------	--

Le site naturel « marais, dunes et baies de Guissény » proposé au classement en Réserve naturelle régionale couvre trois communes : Guissény, Plouguerneau et Kerlouan et deux communautés de communes, la Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL) et la Communauté de communes du Pays des Abers (CCPA).

Ce site remarquable est caractérisé par une zone côtière basse bordée par le plateau léonard. Il regroupe plusieurs entités écologiques majeures : les baies de Tresseny et de Porz Olier, de larges estrans et plusieurs îlots, le cordon dunaire de la Sècherie et l'arrière-dune du Vougo, l'étang et les marais du Curnic, les prairies humides, les tourbières et la falaise morte. Ce territoire se distingue par un continuum terre-mer naturel unique et une mosaïque d'habitats naturels façonnés par l'Homme au fil du temps, ce qui génère une biodiversité exceptionnelle.

La richesse des habitats du site s'observe aussi bien au travers de ses 124 ha d'habitats d'intérêt communautaire terrestre (au titre de la Directive européenne Habitat Faune Flore), que de ses prairies riches en orchidées abritant faune et flore exceptionnelles. Parmi les nombreux habitats marins d'intérêt, deux d'entre eux peuvent retenir une attention particulière : les herbiers à zostères et les champs de blocs. En termes de diversité floristique, 605 plantes vasculaires sont connues à ce jour sur le site, dont 30 taxons considérés à enjeux de conservation. Ces derniers sont principalement présents dans le marais et l'arrière-dune du Vougo. Le site accueille notamment le Liparis de Loesel (Liparis

loeselii), une espèce d'orchidée inscrite à l'annexe II de la Directive Habitat Faune Flore, dont la variété ovata est particulièrement rare en Bretagne, n'étant observée que sur deux sites dont Guissény.

Pour la faune, le site est remarquable pour la grande diversité d'oiseaux accueillie tout au long de l'année avec 83 espèces nicheuses (dont 18 considérées comme patrimoniales) et 121 espèces hivernantes et migratrices (dont 46 patrimoniales). Ce sont surtout l'étang du Curnic et les estrans qui accueillent les anatidés et les limicoles en halte migratoire et en hivernage. Les réseaux de mares temporaires et permanentes, ainsi que les vastes zones humides favorisent la présence de nombreux amphibiens (11 espèces présentes) et reptiles (5 espèces). Ces milieux abritent également 28 espèces d'odonates (libellules et demoiselles), soit plus de la moitié des espèces recensées en Bretagne, dont deux à enjeux de conservation : l'Agrion de mercure (Coenagrion mercuriale) et l'Agrion exclamation (Coenagrion pulchellum). 12 espèces de mammifères terrestres dont trois patrimoniales ont été recensées sur le site et plusieurs mammifères marins sont observés sur le littoral, dont le Phoque gris (Halichoerus grypus). Les autres groupes (notamment poissons et invertébrés autres qu'odonates) sont encore peu connus et feront l'objet d'inventaires et de suivis dans le cadre de la Réserve. Par ailleurs, le site présente plusieurs éléments géologiques ponctuels d'intérêt : les tors granitiques des Barrachou, la falaise morte, les queues de comètes, la coupe de la falaise du Vougo, les tourbes fossiles Gwenn Drêz notamment. Ces différents éléments offrent une certaine compréhension des variations des milieux marins au fil du temps, notamment dans un contexte d'élévation du niveau marin.

Le site est aujourd'hui un observatoire du changement du trait de côte. Depuis 2004, un suivi morpho-sédimentaire du système dune-plage du Curnic au Vougo est mené à ce titre par le Laboratoire LETG Géomer.

L'occupation humaine du site est ancienne, comme en témoignent les nombreuses traces archéologiques, d'activités, d'aménagements et de constructions, qui constituent également un patrimoine historique et culturel notable. Pour la période récente, citons notamment l'activité goémonière pratiquée sur la Sécherie depuis le 18ème siècle, puis les travaux de poldérisation au 19ème siècle permettant l'installation d'une activité de polyculture-élevage dans le marais. S'en est suivie une phase d'intensification de certaines pratiques dans les années 60, 70 et 80 (avec notamment l'extraction de sable) qui ont ensuite progressivement décliné. Parallèlement, les activités touristiques et récréatives se sont développées sur tout le secteur. Puis les phénomènes de marées vertes sont apparus.

La prise de conscience des multiples intérêts patrimoniaux du site naturel ont conduit dans les années 90 à la création de l'association Guissény Rendez-vous Nature et à la mise en place de mesures de protection.

Un arrêté de protection de biotope est notamment pris en 1997, année qui voit aussi le début des acquisitions foncières par le Conservatoire du littoral. Ces premières acquisitions seront complétées au fil des ans par le Conservatoire et la commune de Guissény.

Dès les années 2000, le site rejoint le réseau Natura 2000. Cela permet la mise en place de suivis naturalistes et scientifiques et une gestion conservatoire du site. Le développement des connaissances et leur valorisation à travers des outils d'éducation à la nature, coordonné par la mairie de Guissény, se poursuit à l'aide de contrats nature du Conseil régional (2004 – 2009). Parallèlement, le Conservatoire du littoral lance des travaux pour créer une maison de site et la mairie prend en main la problématique très concrète des risques littoraux. En 2017, le projet de Réserve naturelle régionale émerge. Il est officiellement sélectionné par le Conseil régional en 2021, dans le cadre de l'appel à manifestation pour le développement du réseau des Réserves naturelles régionales bretonnes.

A partir de 2022 une démarche de concertation pour la préfiguration de la Réserve se développe, réunissant tous les acteurs du territoire : riverains, représentants d'usagers, professionnels du tourisme, organismes experts, services de l'État, services des collectivités territoriales et élus, représentant des communes de Guissény, Kerlouan et Plouguerneau.

Cette concertation a permis d'installer le dialogue, de partager les connaissances, analyses et visions, de co-construire le projet et de rechercher des accords entre des acteurs aux intérêts parfois distincts. D'une durée de deux ans, cette démarche a été coordonnée par la mairie de Guissény, avec l'appui du

Conseil régional. Elle s'est organisée autour de 17 réunions (de comité de pilotage, de comité technique, de groupes de travail thématiques, de réunions bilatérales, etc.) ayant réuni près d'une centaine de personnes au total.

Le projet ainsi co-construit propose un périmètre, une réglementation, des orientations de conservation et de gestion et une gouvernance pour la future Réserve naturelle régionale :

- La surface proposée au classement, à ce jour de l'animation foncière, couvre 605,22 ha dont 200,65 ha de surface terrestre. Les propriétaires principaux sur le domaine terrestre sont publics : il s'agit du Conservatoire du littoral, de la Commune de Guissény et du Département du Finistère. Des propriétaires privés ont également donné leur accord de principe pour le classement de 4 ha de terrain. Sur le domaine maritime, l'Etat est le seul propriétaire.
- La réglementation proposée sur ce périmètre vise à maintenir et encadrer les pratiques et usages afin de garantir la conservation et l'évolution des populations végétales, animales et des habitats présents. Elle a été élaborée lors de la démarche de concertation sur la base des enjeux identifiés localement, et conformément aux recommandations de Réserves naturelles de France (RNF) et du guide d'élaboration des réglementations pour les Réserves naturelles régionales bretonnes.
- Les grandes orientations de conservation et de gestion de la future Réserve sont élaborées pour les 4 grands enjeux écologiques identifiés (étang, marais, dépressions ; habitats dunaires ; estran, falaise, ilots et falaise morte), les 2 enjeux patrimoniaux (archéologique ; historiques et culturels) et les enjeux transversaux (sensibilisation, éducation ; acquisition de la connaissance ; adaptation au changement climatique et anticipation des risques littoraux ; qualité de l'eau ; ancrage territorial).
- En termes de gouvernance, la mairie de Guissény, porteuse du projet, se positionne en tant que gestionnaire de la future Réserve, avec la volonté de mutualiser les instances et documents de gestion Natura 2000-terrains du Conservatoire du littoral-Réserve. Un conseil scientifique dédié ou mutualisé avec d'autres Réserves littorales est souhaité pour l'accompagnement de l'organisme gestionnaire et du comité consultatif de gestion.

Après avis de la commission travaux, urbanisme, habitat du 25 février 2025, il est proposé au Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- d'émettre un avis favorable au classement de la Réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény,
- d'émettre un avis favorable au classement en Réserve naturelle régionale des surfaces non cadastrées dont la commune est propriétaire et qui sont situées dans le périmètre de la Réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény,
- d'émettre un avis favorable pour que la mairie de Guissény, porteuse du projet, soit gestionnaire de la future Réserve naturelle régionale.

Annexe :

- 1- Dossier de synthèse
- 2- Plans

Avis du Conseil Municipal : 23 voix pour, 4 abstentions (L.LE HIR – B.COATEVAL – E.LE BRIS – S.ARZUR).

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme en Mairie le 6 mars 2025

Pour Le Maire et par suppléance
François MERIEN
Adjoint

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt cinq

Le vingt-sept février à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Christian COLLIOU, Maire.

Etaient présents : tous les conseillers en exercice à l'exception de Marie-Josèphe GAC, qui a donné procuration à Nicole PREMEL CABIC, et de Karine LOAËC, qui a donné procuration à Caroline ACH.

Eric GUEZENOC a été désigné secrétaire de séance.

Date de Convocation	Date d’Affichage	Nombre de Conseillers		
		En exercice	Présents	Votants
21.02.2025	28.02.2025	18	16	18

AVIS COMMUNAL RELATIF AU PROJET DE CLASSEMENT EN RESERVE NATURELLE REGIONALE DES MARAIS, DUNES ET BAIES DE GUISSÉNY

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune de Guissény porte une démarche de classement des espaces naturels littoraux en Réserve naturelle régionale. En ce sens, elle a déposé, début octobre 2024, un dossier de demande auprès de la Région Bretagne.

Le contexte est le suivant :

Le site naturel « Marais, Dunes et Baies de Guissény », proposé au classement en Réserve naturelle régionale, se situe dans le Finistère, au nord-est de Brest. Il s'étend sur trois communes (Guissény, Plouguerneau et Kerlouan) et deux intercommunalités : la Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL) et la Communauté de communes du Pays des Abers (CCPA).

Ce territoire se distingue par un continuum terre-mer unique et une mosaïque d'habitats naturels façonnés par les humains au fil du temps, qui génèrent une biodiversité exceptionnelle. Ce site se caractérise par une zone côtière basse bordée par le plateau léonard. Il regroupe plusieurs entités écologiques majeures :

- les baies de Tresseny, de Porz Olier, et du Curnic-Vougo ;
- le cordon dunaire de la Sécherie et l'arrière-dune du Vougo ;
- l'étang et le marais du Curnic, et leurs nombreuses prairies humides et tourbières ;
- la falaise morte.

La prise de conscience des nombreux enjeux patrimoniaux de ce site a conduit les acteurs locaux à développer des actions de connaissance, de conservation et d'éducation à la nature depuis plusieurs décennies.

Dès le début des années 2000, un site Natura 2000, d'un périmètre relativement proche de celui proposé aujourd'hui au classement, a été mis en place sous l'animation de la commune de Guissény.

En 2017, afin d'aller plus loin dans la protection de cet environnement, le projet de Réserve naturelle régionale a émergé à l'initiative de la commune de Guissény. Il a été officiellement sélectionné par le Conseil régional en 2021, dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour le développement du réseau des Réserves naturelles régionales bretonnes.

À partir de 2022, une démarche de concertation a été engagée pour la préfiguration de la Réserve, associant l'ensemble des parties prenantes du territoire : riverains, usagers, professionnels du tourisme, organismes scientifiques, services de l'État, collectivités territoriales et élus.

La commune de Kerlouan a notamment participé à cette concertation lors d'une rencontre réunissant les communes limitrophes du projet et à l'occasion du premier Comité technique (COTECH) du projet.

Cette concertation a permis de favoriser le dialogue, partager les connaissances et visions, co-construire le projet et rechercher des consensus entre des acteurs aux intérêts parfois divergents.

Au total, cette démarche, coordonnée par la mairie de Guissény avec l'appui de la Région, a duré deux ans et s'est appuyée sur 17 réunions (comités de pilotage, comités techniques, groupes de travail thématiques, réunions bilatérales, etc.), mobilisant près de 100 participants.

L'ensemble des résultats de la concertation sont présentés dans le dossier de classement joint à la demande d'avis adressé par la Région Bretagne.

Trois éléments majeurs sont issus de cette concertation :

➤ Périmètre

- 605,22 ha au total, dont 200,65 ha de surface terrestre et environs 400 ha de surface marine, inscrite au domaine public maritime et propriété de l'État.
- Les principaux propriétaires fonciers sur le domaine terrestre sont le Conservatoire du littoral, la Commune de Guissény et le Département du Finistère.
- 4 ha de terrains privés seront également intégrés à la Réserve avec l'accord des propriétaires concernés.

➤ Réglementation

- Elle vise à encadrer les usages pour assurer la conservation des habitats et des espèces.
- Elle a été élaborée lors de la concertation, en s'appuyant sur les recommandations de Réserves naturelles de France et le guide des réglementations des Réserves naturelles régionales bretonnes.

➤ Grandes orientations de gestion

- Elles portent sur les quatre principaux enjeux écologiques du site : les étangs, marais et dépressions arrière dunaires ; les habitats dunaires ; les estrans, falaises et îlots ; la falaise morte.
- Elles intègrent aussi deux enjeux patrimoniaux (archéologie, histoire, culture) et des enjeux transversaux (éducation, acquisition de connaissances, adaptation au changement climatique, qualité de l'eau, ancrage territorial).

Dans le cadre de cette procédure de classement, et conformément au Code de l'environnement, le Président du Conseil régional doit procéder aux consultations obligatoires prévues à l'article L.332-2-1 du Code précité, en direction du public, de l'Etat en région, du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) et des collectivités locales intéressées, comprenant notamment la Commune de Kerlouan.

Sur la commune de Kerlouan, la Réserve naturelle se concentrera sur les parties marines de la baie de Tresseny, englobant l'ensemble du domaine public maritime – propriété de l'État – du fond de la baie du Couffon jusqu'à la limite du zéro marin.

En considération des éléments constitutifs du dossier présenté aux élus de Kerlouan lors d'une réunion de travail le 25/02/2025 et récapitulé dans le document de synthèse annexé à la présente délibération,

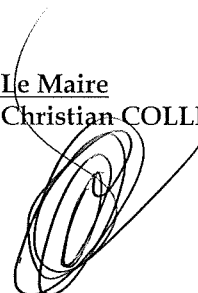
Conformément à la demande par courrier du Conseil Régional daté du 18/12/2024, la Commune de Kerlouan est donc invitée à se prononcer sur :

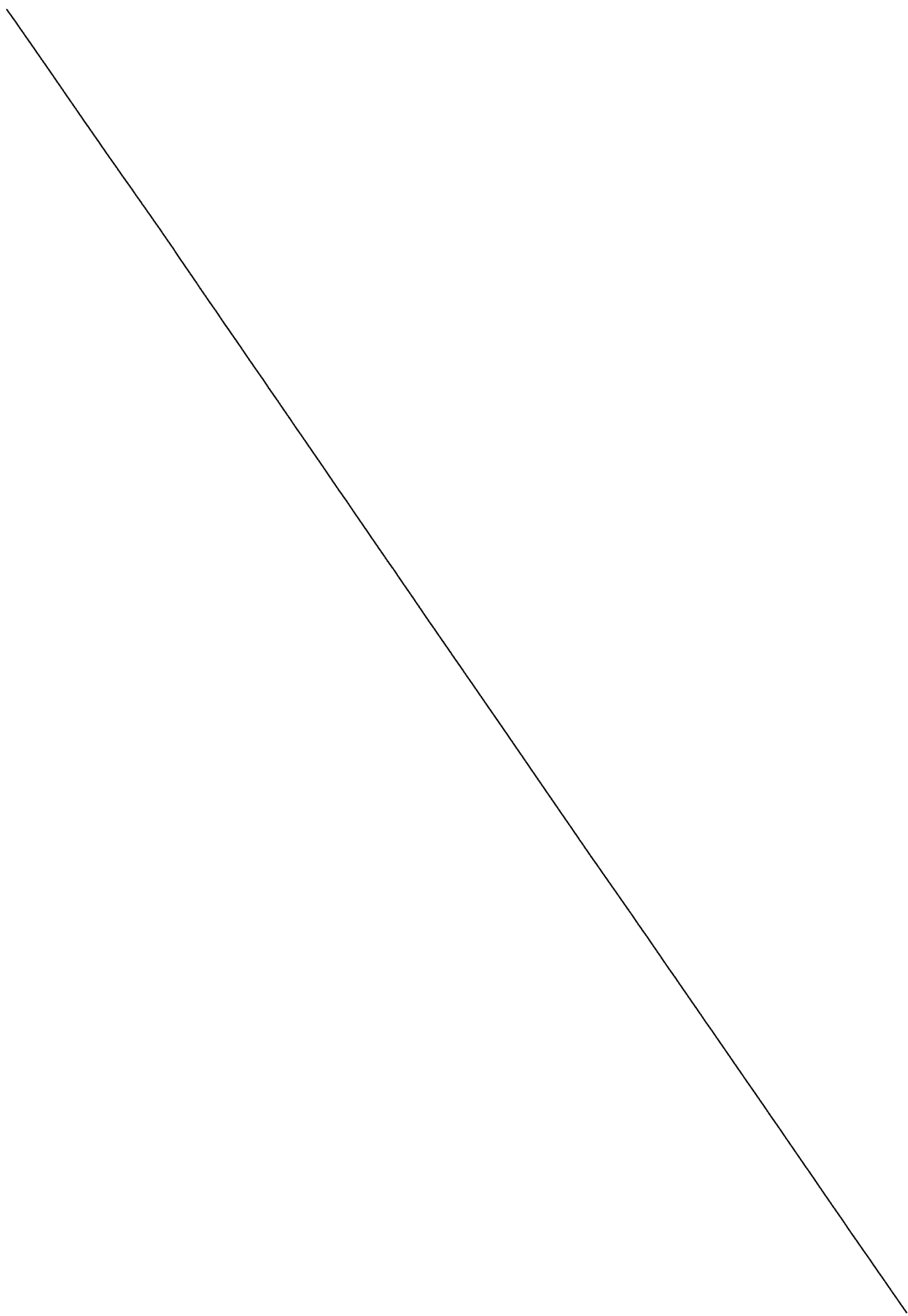
1. Le projet de classement en Réserve naturelle régionale du site « Marais, dunes et baies de Guissény », tel que décrit dans le dossier de classement.
2. La mise en gestion du site par la commune de Guissény.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DONNE un avis favorable à la demande de classement du site des Marais, Dunes et Baies de Guissény en réserve naturelle régionale ;
- DEMANDE la mise en gestion de ce site par la mairie de Guissény.

Le Maire
Christian COLLIU







**PRÉFET
MARITIME
DE L'ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture maritime de l'Atlantique
Division « Action de l'État en mer »**

Brest, le 20 juin 2025

N°0-7729-2025/PREMAR_ATLANT/AEM/NP

Le vice-amiral d'escadre Jean-François Quérat
préfet maritime de l'Atlantique

à

Monsieur le maire de Guissény

OBJET : avis formel sur l'intégration de domaine public maritime dans le projet de RNR de Guissény.

RÉFÉRENCE : votre courrier du 26 mai 2025.

En réponse à votre courrier cité en référence, je vous fais part de mon avis favorable au projet d'intégration d'une partie du domaine public maritime (DPM) et de la colonne d'eau dans le projet de réserve naturelle régionale (RNR) de Guissény, sous réserve que les opérations de déminage d'éventuelles munitions historiques découvertes sur le DPM, ainsi que la circulation des véhicules nécessaires à ces opérations, soient explicitement autorisées dans le statut de la réserve.

Pour le préfet maritime de l'Atlantique et par délégation,
Le commissaire en chef de 2^e classe Jean-Baptiste Gongora
chef de la division action de l'État en mer,

LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRE :

- Mairie de Guissény

COPIES :

- CECLANT/OPS (APPMAR)
- DML 29
- DREAL Bretagne/SPN
- PREMAR ATLANT (ADJ - CDIV - ENVMAR)
- archives (dossier d'affaire - D06).



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Le Préfet

Quimper, le **21 JUIL. 2025**

Madame la Conseillère régionale,

Par courrier reçu le 26 mai 2025, vous avez sollicité mon avis formel quant à l'intégration de deux parcelles propriétés de l'État (AV0088 et AV0090) et d'une partie du domaine public maritime naturel dans le périmètre de la future réserve naturelle régionale des Dunes et marais de Guissény que vous portez. Cette sollicitation s'inscrit dans la procédure de dépôt officiel du dossier et fait suite à l'avis favorable préalable que j'avais rendu le 3 décembre 2024.

Je vous confirme que les deux parcelles propriétés de l'État (AV0088 et AV0090), ainsi que la partie du DPMn en son état actuel, peuvent être intégrées à ce périmètre.

En revanche, la parcelle A1047 située à Kerlouan demeure une propriété privée en indivision, jusqu'à ce que la demande de procédure officielle de constatation des limites hautes du rivage sur cette parcelle, déposée par vos services en préfecture le 20 mai 2025 soit instruite, et qu'un arrêté préfectoral soit adopté. En conséquence, cette parcelle ne peut être intégrée au périmètre du projet de réserve qu'après accord de tous les propriétaires.

Concernant le périmètre maritime, ce dernier s'étend, d'une part, entre le haut du domaine public maritime et le zéro hydrographique et, d'autre part, entre la plage du Zorn de Plouguerneau et le littoral sud de la commune de Kerlouan.

J'émet un avis favorable à l'intégration du domaine public maritime dans le périmètre du projet de réserve naturelle régionale.

Au-delà de la question du périmètre, mes services apporteront une contribution active à la démarche de classement et à l'élaboration du plan de gestion en qualité de gestionnaire du domaine public maritime, en particulier sur la question des occupations et des usages de celui-ci.

J'attire votre attention sur le fait que l'État est particulièrement attentif au maintien des équilibres entre enjeux économique, touristique et environnemental sur le territoire de Guissény.

Enfin, je souligne que la qualité des travaux menés et celle de la concertation permettent d'aboutir à un projet équilibré pour ce site remarquable à la biodiversité exceptionnelle. Doté d'un plan de gestion et d'une réglementation spécifique des usages et pratiques, cet outil sera complémentaire à ceux existants en matière de protection de l'environnement sur ce territoire (Natura 2000 en particulier).

Je vous prie d'agréer, Madame la Conseillère régionale, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,



Louis LE FRANC

Madame Carole LE BECHEC, Conseillère régionale, déléguée aux réserves naturelles
régionales
Région Bretagne
283, avenue Général Patton – CS 21 101
35711 RENNES Cedex 7

Copie à : Monsieur Raphaël RAPIN, Maire de Guissény



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le délégué



Mairie de Guissény
A l'attention de Titouan LE REST
Porthleven Sithney
29 880 GUISSÉNY

Plérin, le 28 mai 2025

Objet : site n° 29 385 – Marais du Curnic – Projet de création d'une Réserve Naturelle Régionale

Affaire suivie par : Isabelle GAY
Nos réf. : 25/541/IG
Copie : Région Bretagne service patrimoine naturel et biodiversité

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 26 mai 2025, vous sollicitez la délégation Bretagne du Conservatoire du littoral concernant l'intégration des propriétés de l'établissement dans le projet de Réserve Naturelle Régionale des marais, dunes et baies de Guissény, et je vous en remercie vivement.

Du point de vue du Conservatoire du littoral, le projet de RNR que vous portez est pour les espaces naturels un outil de valorisation, de suivi et de gestion particulièrement adapté au contexte foncier local et aux enjeux environnementaux (biodiversité, paysages, fonctionnalités écologiques, etc.) desdits espaces.

Aussi, je vous confirme l'accord du Conservatoire du littoral afin que ses propriétés publiques et inaliénables soient incluses dans le dispositif en question.

Cet accord vaut pour les parcelles déjà propriétés de l'établissement, listées dans votre courrier, mais aussi pour les prochaines acquisitions qui se feraient dans le périmètre d'intervention du Conservatoire et en même temps dans le périmètre de la future Réserve Naturelle Régionale.

Le lien qui existe entre le Conservatoire et la commune sont solides et anciens ; ce qui laisse augurer d'un partenariat riche et fécond autour de cet outil de Réserve Régionale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

Bien à vous


Michel PELTIER
Délégué de rivages Bretagne



DÉPARTEMENT
Finistère
Penn-ar-Bed

Reçu le

25 JUL. 2025

Mairie de Guissény

505

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

PREZIDANT AR C'HUZUL-DEPARTAMANT

Monsieur Raphaël RAPIN
Maire
Mairie
Place de Porthleven - Sithney
29880 GUISSÉNY

Quimper, le 21 JUL. 2025

Objet : projet de classement de réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény

Monsieur le Maire,

Par lettre du 22 mai 2025, vous avez sollicité l'accord du Département pour l'intégration de parcelles départementales dans le projet de réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény.

De par sa compétence, le Département mène depuis une cinquantaine d'années une action très concrète de protection des espaces naturels sensibles. Dans ce cadre, 5 000 hectares ont ainsi été acquis et permettent de protéger le paysage, la faune et la flore de ces espaces, tout en garantissant un accès privilégié au public.

Le site des marais, dunes et baies de Guissény s'étend sur les communes de Plouguerneau, Guissény et Kerlouan. Site remarquable, il se distingue par un continuum terre-mer naturel et présente une mosaïque d'habitats générant une biodiversité exceptionnelle sur près de 605 hectares dont 200 hectares de surface terrestre. Le périmètre envisagé pour cette nouvelle réserve intègre près de 4 hectares de propriétés départementales situées sur le secteur du Couffon (communes de Guissény et Kerlouan) mais également sur la falaise du Vougot (commune de Plouguerneau).

Par ses délibérations des 6 mars et 2 juin 2025, je vous informe que Conseil départemental a approuvé la démarche de classement du site des marais, dunes et baies de Guissény en réserve naturelle régionale.

Au sein des services du Département, votre dossier est suivi par Vincent DUCROS, responsable de l'unité espaces naturels sensibles au service patrimoine naturel, littoral et randonnée, Direction de l'aménagement, de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement, que vous pouvez joindre pour tout renseignement complémentaire, soit par courriel à l'adresse suivante, vincent.ducros@finistere.fr, soit par téléphone au 02 98 76 24 36.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Maël DE CALAN

COMMISSION PERMANENTE

Séance du 2 juin 2025

Délibération

N° : CP-2025-06-025

Commission du développement durable et des territoires
Direction de l'Aménagement, de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT : ACQUISITIONS FONCIÈRES ET GESTION DES ESPACES NATURELS ET RANDONNÉE

Recettes/fonctionnement	
Recettes/investissement	
Dépenses/fonctionnement	
Dépenses/investissement	39 874,20€

Présents :	Maël DE CALAN, Frédérique BONNARD-LE FLOC'H, Véronique BOURBIGOT, Laure CARAMARO, Amélie CARO, Nathalie CARROT-TANNEAU, Aline CHEVAUCHER, Yves DU BUIT, Ismaël DUPONT, Kévin FAURE, Céline LE TENDRE, Bernard GOALEC, Barthélémy GONELLA, Jacques GOUEROU, Pascal GOULAOUIC, Philippe GUILLEMOT, Elisabeth GUILLERM, Didier GUILLON, Jacqueline HÉRÉ, Joëlle HUON, Armelle HURUGUEN, Claude JAFFRÉ, Marie-Pierre JEAN-JACQUES, Marie-Christine LAINEZ, Stéphane LE DOARÉ, David LE GOFF, Alain LE GRAND, Lédie LE HIR, Pauline LOUIS-JOSEPH-DOGUÉ, Michel LOUSSOUARN, Didier MALLERON, Sandrine MANUSSET, Anne MARÉCHAL, Isabelle MAUGEAIS, Raymond MESSAGER, Gilles MOUNIER, Pierre OGOR, Bernard PELLETER, Franck PICHON, Jocelyne PLOUHINEC, Jocelyne POITEVIN, Julien POUPON, Jean-Marc PUCHOIS, Nathalie SARRABEZOLLES, Matthieu STERVINO, Guy TALOC.
Absents :	
Procurations :	Mme Viviane BERVAS donne pouvoir à M. Bernard GOALEC, Mme Marguerite LAMOUR donne pouvoir à M. Pascal GOULAOUIC, M. Pierre LE GOFF donne pouvoir à Mme Joëlle HUON, Mme Corinne NICOLE donne pouvoir à M. Philippe GUILLEMOT, Mme Monique PORCHER donne pouvoir à Mme Laure CARAMARO, Mme Emmanuelle TOURNIER donne pouvoir à M. Yves DU BUIT, Mme Gaëlle ZANÉGUY donne pouvoir à M. Ismaël DUPONT, M. Tristan FOVEAU donne pouvoir à Mme Frédérique BONNARD-LE FLOC'H.

I - Contexte

Le changement climatique et l'érosion de la biodiversité s'accroissent et produisent des effets dramatiques : augmentation des risques de submersion marine, inondations et sécheresses plus fréquentes, tensions sur la ressource en eau, réduction de la biodiversité, augmentation des risques de tempête. Le Finistère n'est pas épargné. Dans notre département comme ailleurs, la récurrence des événements climatiques extrêmes augmente.

Face à ces enjeux urgents, le Département est en première ligne, car il porte plusieurs politiques centrales dans la transition écologique.

Après avoir reconnu un état d'urgence au plan environnemental en octobre 2021, le Département a décidé de structurer son action environnementale autour de six pôles :

- la rénovation énergétique des bâtiments et des logements pour en réduire l'empreinte carbone ;
- la préservation des espaces naturels sensibles et de la biodiversité ;
- la sécurisation de la ressource en eau en quantité et en qualité ;
- la réduction de l'empreinte environnementale des infrastructures et des mobilités ;
- la transition de notre modèle productif, notamment agricole et le développement de l'économie circulaire ;
- l'éducation à l'environnement.

Il élabore et met en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles d'intérêt départemental. Il contribue ainsi à préserver la qualité des sites et des paysages, et à assurer la sauvegarde des habitats naturels. Il promeut par ailleurs le développement de la randonnée.

II - Objectifs

La présente délibération a pour objet de présenter les surfaces proposées à l'acquisition au titre des espaces naturels sensibles et à leur gestion ainsi que l'actualisation du Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).

A- Acquisitions d'espaces naturels - patrimoine foncier

- Acquisitions d'opportunité

Surface totale proposée à l'acquisition : 75 712 m².

Commune de Plouguerneau - « Lostrouc'h », parcelles cadastrées section BK n°33, 34 et 35

L'acquisition de ces terrains est demandée par P. H. et M. L. d'une superficie de 2 660 m². Il s'agit d'anciennes parcelles littorales à caravanes qui après acquisition pourront faire l'objet d'une réhabilitation et compléter ainsi la propriété départementale dans ce secteur.

L'évaluation foncière est de 1 995 €, soit 0,75 €/m².

Commune de Plouguerneau - « Kersili » et « Lesmel », parcelles cadastrées section L n°1105, 1106, 1108, 1156, 1157, 1158, 1159, 1162, 1163, 1181, 1182, 1183, 1221 et 1222

L'acquisition de ces terrains est demandée par P. D. P., d'une superficie de 66 632 m². Il s'agit de parcelles essentiellement boisées avec quelques landes, sur la rive droite de l'Aber Wrac'h. Ces parcelles ont un grand intérêt paysager et écologique.

L'évaluation foncière est de 33 000 €, soit environ 0,50 €/m².

Commune de Riec-sur-Bélon - « Anse de Penmor », parcelle cadastrée section YK n°20

L'acquisition de ce terrain est demandée par M. J. d'une superficie de 6 420 m². Il s'agit d'une parcelle boisée en fond de l'anse de Kermor sur le Bélon avec un grand intérêt paysager et d'ouverture au public en raison de la présence du GR 34.

L'évaluation foncière est de 4 879,20 €, soit 0,76 €/m².

B - Gestion des espaces naturels

Projet de classement de réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény - avis sur l'intégration des propriétés départementales

Le site des marais, dunes et baies de Guissény s'étend sur les communes de Plouguerneau, Guissény et Kerlouan. Site remarquable et d'une grande valeur écologique, il se distingue par un continuum terre-mer naturel et une mosaïque d'habitats générant une biodiversité exceptionnelle sur près de 605 ha dont 200 ha de surface terrestre. Depuis 2022, une démarche de concertation de préfiguration de réserve régionale a été mise en place avec l'ensemble des acteurs. Le projet concerne essentiellement le secteur d'intervention foncière du Conservatoire du littoral et de la Commune. Le Département est propriétaire de près de 4 hectares. Ces parcelles sont situées sur le secteur du Couffon (communes de Guissény et Kerlouan) mais également sur la falaise du Vougot commune de Plouguerneau.

Par délibération du 6 mars 2025, le Conseil départemental a délibéré favorablement sur le principe de création de cette réserve régionale. Le Département est désormais sollicité pour donner son accord à l'intégration de ses propriétés espaces naturels sensibles de 4 ha dans cette réserve.

C - Randonnées

Actualisation du Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

Pour être inscrit au PDIPR, un itinéraire pédestre, équestre et/ou VTT doit répondre aux critères de qualité techniques et environnementaux définis par le Département et figurant dans la grille d'évaluation des itinéraires. Cette inscription au PDIPR est validée en Commission permanente et une convention fixe les engagements de chaque partie.

Les tracés sont consultables sur carte IGN interactive, sur la plate-forme régionale d'échanges de données numériques GéoBretagne® : <http://geobretagne.fr/geonetwork/apps/georchestra/>.

Il est décidé d'inscrire un nouveau circuit de 5,2 km, celui de Gorre Menez à Loperhet pour la pratique pédestre dont le maître d'ouvrage est la Commune de Loperhet.

Conclusion

Après en avoir délibéré, la Commission permanente décide :

- **d'acquérir les terrains sur les Communes de Plouguerneau et Riec-sur-Bélon, pour un montant de 39 874,20 € ;**
- **de donner son accord pour intégrer les propriétés espaces naturels sensibles dans la**

réserve naturelle régionale des marais, dunes et baies de Guissény ;

- **d'inscrire le circuit de Gorre Menez au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) ;**
- **d'autoriser la signature des actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des Conseillers départementaux présents ou représentés.

Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Maël DE CALAN'.

Maël DE CALAN



Finistère
Pen-Ar-Bed

Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/25-02006

Date d'envoi de la convocation : 04/04/2025

Nombre	de	membres
en exercice	=	13
Présents	=	12
Votants	=	13

RÉUNION DU 10 AVRIL 2025

Avis au projet de création d'une Réserve Naturelle Régionale et demande de la mise en gestion par la commune de Guissény

L'an deux mille vingt-cinq, le dix avril à dix-huit heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRÈS, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Jean-Claude LE BIDEL donnant procuration à Jean-Louis BONDU.

Absent : XX

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Maud LE QUÉRÉ a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOET, conseiller délégataire à l'environnement, rappelle que la phase de préfiguration de la future Réserve naturelle régionale « Marais, Dunes, Baies de Guissény » s'est terminée en octobre 2024. La phase de consultation du public s'est tenue du 25 novembre 2024 au 25 février 2025 et la consultation des collectivités et instances publiques s'est déroulée parallèlement. À ce stade presque tous les avis ont été rendus et sont tous favorables. En tenant compte des délais prévus par la procédure, le classement officiel en session plénière du Conseil régional devrait pouvoir intervenir à la session de septembre 2025.

L'ensemble des résultats de la concertation est présenté dans le dossier de classement. Trois éléments majeurs sont issus de cette concertation :

Périmètre :

- 609,02 ha au total, dont environ 210 ha de surface terrestre et environ 400 ha de surface marine, inscrits au domaine public maritime et propriété de l'Etat
- Les principaux propriétaires fonciers sur le domaine terrestre sont le Conservatoire du littoral, la Commune de Guissény et le Département du Finistère.
- 19,1 ha de terrains privés seront également intégrés à la Réserve avec l'accord des propriétaires concernés.

Réglementation :

- Elle vise à encadrer les usages pour assurer la conservation des habitats et des espèces.
- Elle a été élaborée lors de la concertation, en s'appuyant sur les recommandations de Réserves naturelles de France et le guide des réglementations des Réserves naturelles régionales bretonnes.

Grandes orientations de gestion :

- Elles portent sur les quatre principaux enjeux écologiques du site : les étangs, marais et dépressions arrière dunaires ; les habitats dunaires ; les estrans, falaises et îlots ; la falaise morte.

- Elles intègrent aussi deux enjeux patrimoniaux (archéologie, histoire, culture) et des enjeux transversaux (éducation, acquisition de connaissances, adaptation au changement climatique, qualité de l'eau, ancrage territorial).

La commune est propriétaire de 602 721 m² de parcelles cadastrées, et de 110 301 m² de domaine public non cadastrés dans ce périmètre (détail en annexes 1 et 2). Conformément à ce même article, le projet de création est soumis à l'accord du ou des propriétaires concernés. Dans le cadre de cette procédure de classement, et conformément au Code de l'environnement, le Président du Conseil régional doit procéder aux consultations obligatoires prévues à l'article L332-2-1, en direction du public, de l'Etat en région, du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) et des collectivités locales intéressées, comprenant notamment la Commune de Guissény. À ce titre l'accord de la commune propriétaire est donné par son assemblée délibérante.

Monsieur Joël PASCOET propose au conseil de donner un avis favorable pour les terrains propriété communale.

DÉLIBÉRATION

Considérant que la commune s'est portée volontaire pour le classement d'une partie de son territoire en Réserve Naturelle Régionale ;

Considérant que ce classement n'est pas la mise sous « cloche » du territoire mais bien un outil de gestion des usages dans le respect des principes et de la réglementation de la réserve ;

Considérant que la gouvernance de la réserve permettra d'adapter les modalités de gestion aux pratiques du secteur ;

Considérant que la réglementation des usages n'est pas d'interdire mais d'organiser l'activité dans le respect de la préservation de l'environnement en conciliant les activités ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 13 voix pour,

Article 1 : Approuve le projet de création de la réserve naturelle régionale des « Marais, Dunes et Baies de Guissény », tel que présenté dans les documents de classement ci-joints.

Article 2 : Accepte le classement des parcelles et du domaine non cadastré appartenant à la commune, situées dans le périmètre du projet, en Réserve naturelle régionale.

À Guissény, le 10 avril 2025

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN



La secrétaire de séance,
Maud LE QUÉRÉ

